

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE    INTERUNIVERSITAIR CENTRUM  
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE    VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers                      101                      Bijdragen

---

Robert DEMOULIN

CENT CAHIERS  
HONDERD BIJDRAGEN

1987

ÉDITIONS NAUWELAERTS  
LEUVEN-LOUVAIN

UITGEVERIJ NAUWELAERTS  
BRUSSEL

COMITÉ DIRECTEUR  
DU CENTRE  
INTERUNIVERSITAIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

BESTUURSCOMITÉ VAN HET  
INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR  
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

- R. DEMOULIN, Université de Liège, président  
G. KURGAN-VAN HENTENRYK, Université Libre de Bruxelles  
H. HAAG, Université Catholique de Louvain  
L. WILS, Katholieke Universiteit Leuven  
E. WITTE, Vrije Universiteit Brussel  
R. VAN EENOO, Universiteit Gent, secretaris-penningmeester

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE    INTERUNIVERSITAIR CENTRUM  
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE    VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers                      101                      Bijdragen

---

Robert DEMOULIN

CENT CAHIERS  
HONDERD BIJDRAGEN

1987

ÉDITIONS NAUWELAERTS  
LEUVEN-LOUVAIN

UITGEVERIJ NAUWELAERTS  
BRUSSEL

D. 1987/081/07

## CENT CAHIERS

Dans notre pays, l'histoire contemporaine, celle des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, n'a pas toujours eu la faveur des milieux académiques et universitaires. Longtemps, les travaux sur l'histoire récente furent jugés de qualité inférieure, le déchiffrement des écritures étant plus commode, les difficultés philologiques moindres, la tâche de l'historien plus aisée! Il pouvait interroger des témoins, il avait à sa disposition les journaux, aussi l'assimilation de son travail à celui du journaliste était tentante. Elle paraissait donc moins scientifique dans l'esprit des érudits traditionnels.

Depuis un demi-siècle, tout a bien changé. La radio et la télévision ont fait appel à des historiens chevronnés, spécialistes d'histoire contemporaine, car il fallait répondre au goût du public pour l'histoire du passé récent, voir pour l'histoire immédiate. Les deux conflits mondiaux, l'entre-deux-guerres, les transformations profondes de la société depuis la Libération ont, en effet, retenu l'attention d'un large public. Les commémorations, les célébrations des anniversaires, 1830, 1914, 1934, 1940, 1945 ont multiplié expositions, colloques, émissions radiophoniques et télévisées. L'histoire contemporaine, en Belgique, est aujourd'hui souvent à l'honneur.

Le Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, lui, n'a pas suscité l'engouement du grand public, il s'est consacré à mettre à la disposition de ceux qui voulaient se livrer à des recherches dans ce domaine, des instruments de travail de qualité.

Constitué sous forme d'association sans but lucratif dont les statuts ont paru au *Moniteur belge* du 4 juin 1955, le Centre est né dans les années cinquante, qui virent éclore nombre de centres de recherches subventionnés par le ministère de l'Education nationale. Pendant plusieurs années, les crédits obtenus permirent au comité directeur de rétribuer plusieurs chercheurs auxquels étaient assignées des tâches précises. Puis les restrictions budgétaires le contraignirent à se limiter à la désignation de chercheurs à temps partiel et finalement à réduire sa tâche à la publication de *Cahiers*.

Il va sans dire que le but de l'institution n'avait jamais été de former des chercheurs de haut niveau dans le domaine de l'histoire contempo-

raine — les universités remplissaient cette fonction — mais d'établir des répertoires, de publier des sources.

\*  
\*   \*

Cent *Cahiers* ont paru. Il n'est pas sans intérêt de présenter une rapide synthèse de cette série assez impressionnante.

Etablir de bonnes bibliographies d'histoire de la Belgique contemporaine a été le premier objectif du comité directeur. Dès 1960, Paul GERIN publiait la *Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1789-21 juillet 1831, Cahiers*, 15, 430 p.<sup>1</sup>. Cinq ans plus tard, Solange VERVAECK publia la *Bibliografie van de geschiedenis van België - Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1831-1865, Cahiers*, 37, 1965, 303 p. et H. DE BELDER et J. HANNES celle des années 1865-1914, *Cahiers*, 38, 1965, 301 p. Cette année, M. HEYSE et le secrétaire du Centre, R. VAN EENOO viennent de sortir la *Bibliografie van de geschiedenis van België - Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1914-1940, Cahiers*, 90, 1987, 409 p.

Depuis un quart de siècle, les études historiques se sont multipliées et une mise à jour des bibliographies s'impose. C'est une des préoccupations actuelles du Centre.

Nul n'ignore l'importance énorme des publications officielles pour l'histoire, quel que soit le régime politique, mais particulièrement dans les démocraties parlementaires. Grâce à D. DE WEERDT, les historiens disposent depuis 1963 d'une *Bibliographie rétrospective des publications officielles de la Belgique, 1794-1914, Cahiers*, 30, 427 p.

Nul ne dira assez les services considérables que ces recueils bibliographiques ont rendu aux historiens et à un public plus large. Une bibliographie originale a paru en 1959, la *Bibliografische Inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860, Cahiers*, 8, 1959, 351 p. de M. DE VROEDE. Les travaux et les sources imprimées ont été classées méthodiquement et l'auteur a étendu ses investigations à des sources d'archives, notamment à des correspondances inédites (p. 282-324). Il

<sup>1</sup> Les Editions Nauwelaerts, Leuven-Louvain, et Béatrice Nauwelaerts, Paris, ont diffusé les publications du Centre de 1957 à 1982. Depuis cette date, ces Editions ont leur siège à Bruxelles. Dès les débuts, la N.V. Drukkerij Erasmus à Wetteren (Kwatrecht) a été l'imprimeur du Centre.

a mis ainsi à la disposition des chercheurs un ensemble très large d'informations pour s'orienter dans l'étude du mouvement flamand pendant les trente premières années de l'Etat belge.

L'originalité caractérise aussi les *Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique* (2<sup>ème</sup> édition), de J. DHONDT et S. VERVAECK, *Cahiers*, 13, 1964, 88 p. Une première édition en 1960 avait été rapidement épuisée. En fournissant la liste des principaux répertoires biographiques classés suivant un ordre chronologique, géographique ou socio-professionnel, et surtout en indiquant les instruments de travail qu'il faut utiliser pour écrire une biographie, les auteurs ont rédigé un précieux *vade-mecum*.

\*  
\* \* \*

Dans l'ordre de priorité figurait à l'origine l'établissement d'un répertoire des journaux. Le regretté John Bartier rédigea «le rapport préliminaire sur la presse». Le Centre a consacré une grande partie de ses efforts dans ce domaine. Dès 1962 paraissait le *Bibliografisch Repertorium van de Belgische pers, 1789-1914*, de Romain VAN EENOO et Arthur VERMEERSCH, *Cahiers*, 23, 1962, 87 p.; en 1973, ces auteurs publiaient la continuation et le supplément de ce recueil bibliographique, *Cahiers*, 74, 1973, 116 p. Ainsi, les jeunes chercheurs qui se lançaient, sur les conseils de leurs professeurs, dans la préparation d'un mémoire de licence consacré à un thème d'histoire de la presse, disposaient-ils d'un précieux instrument de travail.

Un répertoire à l'échelon national a paru, celui d'Anne MORELLI, *La presse italienne en Belgique, 1919-1945*, *Cahiers*, 94, 1981, 137 p., qui ne veut pas être seulement une nomenclature mais veut permettre «aussi la compréhension des différentes tendances idéologiques qui s'exprimaient dans l'émigration de 1919 à 1945» (p. 4).

Trois études sur la presse belge d'une année importante ou d'une période caractéristique ont été éditées. Dès 1958, le numéro 4 des *Cahiers* était consacré aux *Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische pers, 1830-1848*, *Cahiers*, 4, 1958, 153 p. de A.J. VERMEERSCH et H. WOUTERS. Il s'agit en fait de deux contributions distinctes, A.J. Vermeersch a traité de la structure de la presse belge de 1830 à 1848 (p. 3-135), H. Wouters de la presse radicale dans l'euphorie de l'indépendance (1830-1844) (p. 137-153). S'appuyant sur des dépouillements d'archives et la lecture des principaux journaux, A.J. Vermeersch s'est

efforcé de dégager les forces surtout politiques qui ont donné naissance et ont déterminé l'évolution des journaux. Ceux-ci, à l'époque, avaient une diffusion réduite et une influence difficile à peser. La politique guide le choix et la répartition des journaux: presse d'opinion catholique (6), unioniste (1), libérale (5), orangiste (1), radicale (2). L'influence religieuse et le poids de l'économie, surtout après 1840 (qui se marque aussi dans la forme même des entreprises de presse) sont mis en valeur. Quant à Hubert Wouters, il présente les feuilles d'opposition au nouveau pouvoir issu de la Révolution de 1830, en faisant un sort particulier au *Den waren Volksvriend* qu'il rééditera dans ses *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging*, *Cahiers*, 27, 3<sup>e</sup> partie, p. 1051-1310. Cinq ans plus tard, J. LORY dressera un *Panorama de la presse belge en 1870-1871*, *Cahiers*, 32, 1963, 39 p., presse fort préoccupée par la guerre franco-allemande et par la Commune, presse en pleine expansion, essentiellement politique où celle de la capitale dominait. Marie LEROY, *La presse belge en Belgique libre et à l'étranger en 1918*, *Cahiers*, 63, 1971, 274 p., est une analyse du contenu de huit thèmes: la paix, le socialisme international, le Pape, le statut international de la Belgique, l'annexionnisme, le gouvernement, la question linguistique, l'après-guerre, dans six journaux, le *XX<sup>e</sup> Siècle*, *La Nation belge*, *L'Indépendance belge*, *Belgische Standaard*, *Ons Vaderland*, *Le Socialiste belge - De Belgische Socialist*, *L'Opinion wallonne*, en 1918. L'auteur a confronté les indications chiffrées dégagées de l'analyse du contenu avec les renseignements que la lecture classique des textes lui a donnés. A s'en tenir à la fréquence des thèmes, il apparaît que les journaux s'intéressent surtout à la politique du gouvernement, aux problèmes de la paix et à la question linguistique. Les remarques générales sur les prises de position de ces six journaux sur les principes de Wilson, la question linguistique et l'après-guerre sont pleines d'intérêt qu'il s'agisse du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou du peu de place accordée à la réforme électorale, sauf évidemment par le *Socialiste belge*; le statut linguistique de Bruxelles fait déjà problème, faut-il le souligner (p. 264).

C'est un ensemble de *Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1887-1914*, *Cahiers*, 16, 1961, 87 p. que Jacques WILLEQUET a édité. Ils proviennent des archives des ministères des affaires étrangères de Bruxelles et de Bonn. Ainsi, nous connaissons bien aujourd'hui, par une brochure anonyme, les correspondants de presse bruxellois des journaux de province, les correspondants provinciaux des journaux de Bruxelles et les correspondants des journaux étrangers résidant en Belgique ainsi que les correspondants étrangers des journaux belges en



1887. Nous sommes aussi mieux informés par un rapport de George Nieter (mêlé bientôt à un grave scandale) sur le rôle des agences à Bruxelles la même année. Enfin, des lettres des ministres d'Allemagne à Bruxelles que J. Willequet a traduites, montrent l'attention que l'Allemagne accordait à notre presse et les efforts déployés pour l'influencer de 1887 à 1914.

C'est à l'échelon régional et local que les recherches ont été les plus fructueuses et les publications les plus nombreuses. Le souhait du comité directeur était d'étendre l'enquête à l'ensemble du pays. Il n'est pas encore entièrement réalisé, mais il faut espérer qu'il le sera dans un proche avenir. En général, l'enquête s'arrête à 1914, à l'exception des études sur la province du Luxembourg, l'arrondissement de Mons et celui de Soignies, pour lesquels elle a été poursuivie jusqu'en 1940.

Grâce à ces répertoires, les travaux d'histoire contemporaine de Belgique, dans tous les domaines, sont grandement facilités, car nul n'ignore la masse d'informations que renferment les innombrables journaux locaux.

Une fiche d'identité a été établie pour chaque journal. Elle indique le titre, le sous-titre, la vignette, la devise, la périodicité et le nombre d'éditions, le format, le nombre de pages et de colonnes, le prix au numéro, à l'abonnement et celui des annonces, les dates du premier numéro et du dernier numéro et une information importante, malheureusement difficile à découvrir, le tirage. Ce sont ensuite les hommes qui retiennent l'attention: le fondateur du journal, le propriétaire, l'éditeur, l'imprimeur, le rédacteur en chef, les rédacteurs et collaborateurs, au XIX<sup>e</sup> siècle une même personne exerce souvent plusieurs tâches, comme une seule charge peut être remplie par plusieurs personnes. Les adresses des bureaux d'administration et de rédaction sont indiquées. Le genre de publication, feuille d'information générale ou spécialisée, feuille financière, culturelle ou sportive et la tendance politique figurent aussi sur la fiche. Enfin, une donnée capitale pour l'historien: l'état des collections et les lieux de conservation.

Ces répertoires ne sont pas seulement une série impressionnante de fiches, dont on mesure mal l'énorme effort dépensé pour les établir. Une étude synthétique de l'évolution de la presse régionale ou locale accompagne le plus grand nombre des répertoires. Elle est souvent enrichie de graphiques et de tableaux concernant la durée et la répartition des publications périodiques suivant les tendances politiques ou la spécialisation. Des index par ordre chronologique, par ordre alphabétique ou selon le caractère du journal ont été établis, ainsi que des index

des noms de personnes et de lieux. Dans certains cas, il s'agit même d'une étude historique très approfondie. Cette presse locale est essentiellement une presse d'opinion. Le monde de la presse est étroitement lié au monde politique. La lutte des deux grands partis, le catholique et le libéral, la montée du socialisme, la pression des mouvements linguistiques l'influencent profondément. Les feuilles électorales, qui ont été souvent répertoriées, témoignent évidemment de ces préoccupations.

Ces répertoires, nous insistons, ne se limitent pas à la seule presse politique, presse dialectale, théâtrale, financière, syndicale ou sportive y ont aussi leur place.

Une présentation géographique aidera le lecteur. Le travail pour la Flandre occidentale est entièrement terminé. R. VAN EENOO, *De pers te Brugge, 1792-1914, Bouwstoffen, Cahiers*, 20, 1961, 241 p. montre la voie. Grâce à sa connaissance profonde de l'histoire brugeoise, l'auteur a fourni de nombreuses précisions sur le personnel et sur la tendance des journaux. L'opposition fondamentale entre catholiques et libéraux est impressionnante. Les catholiques ont leur journal quotidien *Le Nouvelliste du Nord* devenu six mois plus tard *Le Nouvelliste des Flandres* (1837-1848), puis *La Patrie* (1848-1914), les libéraux lisent *Le Journal de Bruges* (1837-1914). Fait remarquable, *Le Nouvelliste du Nord* et le *Journal de Bruges* parurent tous les deux la première fois en avril 1837 et jusqu'en octobre 1914. *Le Nouvelliste des Flandres* puis *La Patrie*, d'une part, le *Journal de Bruges* d'autre part, furent les porte-paroles des mêmes opinions. Quant au *Standaard van Vlaanderen*, unioniste catholique, d'où sortit le *Nouvelliste du Nord*, il fut, pendant six mois, en 1832, un journal quotidien, fait exceptionnel dans la presse flamande de l'époque.

Quatre ans plus tard, en 1965, E. VOORDECKERS, *Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914), Cahiers*, 43, 1965, 206 p. a groupé les journaux de l'arrondissement de Roulers, au caractère à la fois agricole et industriel, par localité et par imprimeur. En 1968 paraissait le travail final pour la province: H. DEGRAER, W. MAERVOET, F. MARTENS, F. SIMON en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, *Repertorium van de pers in West-Vlaanderen 1807-1914. De arrondissementen Oostende, Brugge, Diksmuide, Ieper, Kortrijk, Tielt en Veurne, Cahiers*, 48, 1968, 415 p. La tâche avait été répartie par Jan Dhondt, la plus grande part incombant à H. DEGRAER.

Pour la Flandre orientale, l'étude est aussi complète, grâce encore au dynamisme de Jan Dhondt. E. VOORDECKERS, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers. Repertorium (1667-1914), Cahiers*, 35,

1964, 677 p. a dressé le répertoire pour l'ensemble de la presse gantoise depuis la première feuille *Ghentsche Post-Tijdinghen*, jusqu'en 1914. Le répertoire est riche: 521 titres, les feuilles gantoises sont très nombreuses au XIX<sup>e</sup> siècle. Outre des notes documentées sur la tendance des journaux, l'auteur a eu le souci de fournir une bibliographie précieuse. La presse de l'arrondissement d'Alost a été étudiée par H. LIEBAUT, *Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst, 1840-1914, Cahiers*, 41, 1967, 188 p. et le travail de Rudy MESSENS, *Repertorium van de Oostvlaamse Pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst), 1784-1914, Cahiers*, 59, 1969, 467 p. complète l'enquête pour la Flandre orientale. A Alost, la lutte entre catholiques et libéraux jalonne la vie d'une presse hebdomadaire, il faut, en effet, attendre le 10 mars 1910 pour qu'un hebdomadaire catholique fondé en 1895, *De Volkstem* se transforme en quotidien. H. Liebaut a mis aussi en évidence l'activité journalistique des frères Daens. R. Messens insiste sur la domination de la presse catholique en Flandre orientale, en dehors de Gand, surtout après 1890, le centre principal étant Audenaerde, et l'ultramontanisme était vigoureux à Eecloo, tandis qu'à Termonde, Renaix et St-Nicolas, la presse libérale avait joué un rôle important dans les années 1865-1890.

C'est encore à l'initiative de Jan Dhondt que la presse de la province d'Anvers est aussi entièrement répertoriée jusqu'en 1914. H. DE BORGER, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914, Cahiers*, 49, 1968, 720 p., a dressé le répertoire chronologique de la presse anversoise de 1794-1914, avant d'établir le répertoire alphabétique. Pour certains journaux, les notes sur le caractère du journal ou sur sa structure financière sont détaillées, notamment pour le *Journal d'Anvers* (1813-1882), organe du libéralisme doctrinaire. L'impact de la vie économique influencera aussi l'évolution de la presse anversoise.

A. THIJS (met medewerking van G. BULTHE en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH), *Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs) 1833-1914, Cahiers*, 58, 1970, 363 p. est une œuvre collective. La presse régionale est également ou catholique ou libérale, les préoccupations linguistiques y apparaissent aussi, L'esprit d'entreprise de J.B. Augustynen de Berlaer est étonnant: de 1901 à 1914, il a créé plus de quarante journaux dans vingt-sept communes de la région lierroise! Pierre RIJCKMANS, *Drukkers en pers te Mechelen (1773-1914), Repertorium, Cahiers*, 70, 589 p. se distingue par une étude très précise des imprimeurs de journaux de Malines de 1773 à 1914. Le répertoire de presse de

Malines et des arrondissements de Malines et de Puurs est suivi d'un tableau chronologique des feuilles électorales de 1830 à 1911 (p. 441-518), suivi d'une liste chronologique des Almanachs malinois de 1675 à 1908. Enfin, une étude de l'évolution de la presse malinoise, illustrée par des graphiques, termine une publication qui est un modèle du genre et qui met en valeur la portée des conflits politiques et religieux sur la vie de la presse dans la cité archiépiscopale.

Personne ne conteste la place prépondérante de la presse bruxelloise dans notre pays. Les deux *Cahiers* qui lui ont été consacrés confirment l'importance de la presse de la capitale. Arthur-J. VERMEERSCH, *Répertoire de la presse bruxelloise. Repertorium van de Brusselse pers (1789-1914). A-K, Cahiers, 42, 1965, 485 p.*, Helmut GAUS en Arthur-J. VERMEERSCH, *Répertoire de la presse bruxelloise (1789-1914). Repertorium van de Brusselse pers (1789-1914). L-Z, Cahiers, 50, 1968, 672 p.* et Arthur J. VERMEERSCH, *Index des noms de personnes. Index van de persoonsnamen, A-Z, Cahiers, 50, 1968, 43 p.* ont établi la carte d'identité de 2.615 publications. La carte d'identité des feuilles conservées dans le fonds Mertens de la Bibliothèque Royale de Belgique, dans le fonds central du Musée International de la Presse, au Mundaneum, et aux Archives de la Ville de Bruxelles «reflète les renseignements fournis par les feuilles mêmes à leur propre sujet» et «ne résulte aucunement de recherches portant sur d'autres sources» (p. 4). Cet ensemble imposant a déjà rendu bien des services.

Martine RYCX D'HUISNACHT, *Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIX<sup>e</sup> siècle, Cahiers, 66, 1971, 277 p.* a eu recours à des collections publiques et à quinze collections privées pour dresser son répertoire, précédé d'un aperçu historique. Il s'agit d'une presse essentiellement hebdomadaire. La presse politique est plus d'opinion que d'information et elle verse facilement dans la polémique. Les imprimeurs-propriétaires étaient «de stricte obédience politique» (p. 75). Aux feuilles électorales, l'auteur a accordé une particulière attention.

W. NAUWELAERTS, *Bijdrage tot de geschiedenis van de pers in het arrondissement Leuven. Repertorium (1773-1914), Cahiers, 86, 1978, 440 p.* a synthétisé l'évolution de la presse de l'arrondissement de Louvain, où cette ville universitaire joue le premier rôle, avant de présenter le répertoire des journaux, des périodiques mensuels et des feuilles électorales (les journaux estudiantins n'étant cependant pas répertoriés). La vie politique est intense à Louvain, les luttes âpres entre catholiques et libéraux, les divisions entre doctrinaires et progressistes,

l'apparition du socialisme, la démocratisation du parti catholique, la pression du mouvement flamand, tout cela se manifeste dans l'histoire de la presse louvaniste.

A la presse limbourgeoise des trente premières années de la Belgique indépendante, M. DE VROEDE a consacré une étude fouillée: *De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860, Cahiers*, 28, 1963, 226 p. La presse de Hasselt, Tongres, Saint-Trond et Peer (pour le seul journal *De Kempen*) est scrutée avec minutie. Le répertoire classique est d'une grande richesse d'informations fondée sur le dépouillement des journaux concernés; l'auteur a rédigé en fait une série de monographies dont certaines dépassent l'histoire locale, comme par exemple, celle consacrée au *Journal du Limbourg belge* (bi-hebdomadaire, 1840-1848) qui eut J.J. Thonissen pour rédacteur. Les extraits d'articles significatifs notamment sur les débuts du mouvement flamand accroissent l'intérêt du travail.

La presse en Wallonie a eu aussi ses historiens. La première étude de J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914, Cahiers*, 6, 1958, 71 p. est d'ailleurs la première que le Centre ait publié pour l'ensemble du pays. Elle paraît alors que les normes du répertoire classique n'avaient pas encore été précisées. Dans le Tournaisis, l'histoire de la presse d'arrondissement, des presses cantonales et communales est dominée par le conflit à la fois religieux et politique entre libéraux et catholiques. Les premiers et leur presse ont d'abord la prééminence mais après 1880, les catholiques et leur presse progressent. «L'emprise de véritables dynasties sur les journaux tant de Droite que de Gauche» est remarquable (p. 51).

Quinze ans plus tard, J.P. DELHAYE étudia *La presse politique d'Ath des origines à 1914, Cahiers*, 77, 1974, 132 p. C'est d'abord une histoire de la presse politique athoise de 1841 à 1914, dans laquelle l'auteur examine successivement l'évolution des journaux libéraux, catholiques et socialistes, à Ath, comme partout en Belgique au XIX<sup>e</sup> siècle, la vie de la presse est intrinsèquement mêlée à la vie politique, c'est ensuite un répertoire alphabétique et analytique de la presse athoise.

P. LEFEVRE *Répertoire des journaux et périodiques de l'arrondissement de Mons (1786-1940), Cahiers*, 88, 1980, 402 p., se distingue des autres répertoires par sa date terminale 1940, comme nous l'avons déjà indiqué. A Mons, la concentration de la presse locale après la première guerre mondiale est frappante. En 1919 paraît un seul quotidien libéral,

*La Province*, en 1925, il n'y a plus qu'un seul quotidien catholique, *Le Progrès*, dans les bureaux duquel vient s'installer *Le Hainaut* qui conserva cependant son titre, tandis qu'en 1928, *Le Peuple*, avec sa page régionale, absorba *L'Avenir du Borinage*. Le répertoire est enrichi de notes précieuses, qu'il s'agisse du *Hainaut*, organe de «l'opinion libérale progressive (sic)» en 1849-1850, du *Hainaut*, journal des catholiques montois de 1865 à 1937, ou de *La Province*, journal libéral fondé en 1907, de *L'Avenir du Borinage et de l'arrondissement de Mons*, créé en 1904 par la Fédération socialiste boraine ou de *L'Action socialiste*, hebdomadaire dont les fondateurs en 1933 furent Paul-Henri Spaak, Albert Marteaux et Marcel Grégoire. Ceux-ci défendent avec pugnacité une «tendance de gauche» dans le Parti ouvrier belge. P. LEFEVRE a fait une place dans son répertoire à *L'Action socialiste* à cause du rôle important de Borains dans le journal; Walter Dauge en fit *L'Action socialiste révolutionnaire* le 3 juillet 1935.

La presse de l'arrondissement de Soignies, étudiée par Marie ARNOULD, *Répertoire de la presse de l'arrondissement de Soignies (1841-1940)*, *Cahiers*, 93, 1982, 265 p. ne fut guère moins abondante que celle de l'arrondissement de Mons: 253 périodiques contre 293, si elle fut moins ancienne de plus d'un demi-siècle (p. 3). Des hebdomadaires souvent éphémères, un quotidien solide, *Les Nouvelles* (1897-1940) défendirent les idées libérales tandis que la presse catholique, avec ses nombreux hebdomadaires et bi-hebdomadaires et avec son quotidien la *Gazette du Centre*, fondée en 1893, assurait la prépondérance de ce parti dans l'arrondissement. Vingt-quatre feuilles socialistes parurent de 1886 à 1940; en 1931, parut à La Louvière *La Bataille wallonne*, organe mensuel du «Parti Nationaliste Wallon» comme l'indiquait le sous-titre le 15 février 1939. L'avocat Achille Chavée, le grand poète français, en était l'administrateur.

Les répertoires pour les arrondissements de Charleroi et de Thuin font toujours défaut ainsi que celui de l'arrondissement de Dinant-Philippeville. Marie-Louise WARNOTTE, dans son *Etude sur la presse à Namur, 1794-1914*, *Cahiers*, 44, 1965, 373 p. a dressé le répertoire chronologique de 195 journaux et périodiques. Dans une deuxième partie, elle a analysé l'évolution des principaux journaux politiques, hormis *L'Ami de l'Ordre*, auquel elle a consacré une recherche particulière comme nous l'indiquerons plus loin. Dans l'examen de l'évolution générale de la presse namuroise, elle insiste sur les liens profonds entre politique et presse et elle attache une grande importance aux luttes personnelles. Les rivalités internes affaiblirent la presse libérale pendant

un demi-siècle tandis que *L'Ami de l'Odre* fut le Moniteur incontesté du catholicisme.

La presse liégeoise a été étudiée par trois historiens: André CORDEWIENER, *Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général, Cahiers*, 71, 1972, 311 p. et Paul GERIN et Marie-Louise WARNOTTE, *La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général, Cahiers*, 65, 1971, 587 p. Le regretté André CORDEWIENER a consacré une première partie de deux cents pages, solidement documentées par la lecture de la presse et le dépouillement de sources d'archives fort variées, à une véritable histoire de la presse liégeoise au cours des deux premières décennies de la Belgique indépendante. Cette presse baigne dans la politique. L'étude analytique des presses catholique, libérale, orangiste et démocratique permet de dégager les types de relations entre milieux de presse et milieux politiques. André Cordewiener en distingue trois: «les milieux de presse s'efforcent de jouer un rôle actif comme groupe de pression politique», «un groupe d'hommes politiques s'érige en fondateur de journal», «une coopération étroite se noue entre ces deux milieux dans une confusion des buts et des moyens» (p. 193). Les feuilles en marge de la politique et les revues mensuelles ont retenu aussi son attention. Le répertoire alphabétique de 58 publications constitue la seconde partie.

Le répertoire de 800 publications pour les années 1850-1914 a été établi par Paul Gérin et Marie-Louise Warnotte. Une introduction de 46 pages présente l'évolution de la presse au cours de cette période, les auteurs ayant mis en évidence l'intensité de la vie politique dans la Cité ardente, la démocratisation croissante, le nombre élevé de périodiques, après 1891, consacrés à l'économie ou à la technique, à la vie syndicale, au sport ou aux loisirs.

Christine LUC-JORIS, *La presse de Huy (1830-1914), Cahiers*, 82, 1976, 230 p. a établi un répertoire alphabétique des 135 périodiques parus; dans une deuxième partie, elle a fait «l'analyse de l'organisation et des opinions des principaux journaux hutois». Les journaux paraissent une, deux, rarement trois fois par semaine, et «les polémiques et commentaires l'emportent sur l'information et l'actualité». A Huy, comme ailleurs, le conflit entre catholiques et libéraux imprègne toute la vie politique et sociale dans une ville «où le libéralisme est tout puissant durant le régime censitaire». Christine Luc-Joris a ressenti, à la lecture de ces feuilles, «une impression de mesquinerie, de répétition», et elle a constaté que «la propagande procède par affirmations ressassées et coups d'épingle» (p. 221).

A l'histoire approfondie de la presse verviétoise, Freddy JORIS a

consacré deux volumes: *La presse verviétoise de 1818 à 1850, Cahiers*, 87, 1978, 347 p. et *La presse verviétoise de 1850 à 1914, Cahiers*, 92, 1982, 546 p. Les conséquences de la suppression de l'impôt du timbre sur les journaux en 1848 marque la coupure. Dans la première période 1818-1850, la presse libérale domine dans une ville industrielle en expansion; deux tendances, modérée et avancée, divisent les libéraux. L'influence d'une Franc-maçonnerie fortement politisée à partir de 1838-1839 fut considérable, tandis que le conservatisme social rapprochait catholiques et libéraux modérés. Les variations de *L'Industriel* et même du *Journal de Verviers* sont révélatrices des fluctuations des opinions au cours des années quarante. La deuxième période est beaucoup plus prolifique: 370 titres contre 18 pour la première. La moitié de ces créations «appartiennent à la presse spécialisée» et il n'y eut que douze quotidiens. Après un essai sur le monde de la presse, au tournant du siècle, journalistes, ouvriers typographes, patrons imprimeurs et distributeurs, Freddy Joris a étudié la presse politique dans une ville dominée par les libéraux doctrinaires mais où les libéraux progressistes étaient puissants et où le socialisme fut précoce, l'Internationale très active et le syndicalisme original, la minorité catholique restant inébranlable. Dans une presse abondante, relevons seulement *L'Union libérale*, quotidien de tendance conservatrice (1850-1926), *Le Progrès*, quotidien progressiste (1867-1877), *Le Mirabeau*, mensuel en 1869 lorsqu'il est l'organe des Francs-Ouvriers, section verviétoise de l'Association Internationale des Travailleurs, *Le Travail*, journal quotidien syndicaliste (1906-1979) et *Le Nouvelliste*, quotidien catholique de 1835 à 1904 auquel succéda *Le Courrier du Soir*. Enfin, à Verviers a paru de 1894 à 1986 un «quotidien neutre d'informations privilégiant considérablement les nouvelles locales»: *Le Jour*, qui introduisit des formes modernes d'une presse populaire.

Le prestigieux *Journal encyclopédique* de Pierre Rousseau, imprimé à Bouillon de 1760 à 1793 est la plus ancienne publication du *Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940)*, *Cahiers*, 84, 1978, 351 p. de Ph. MOTTEQUIN. Après ce titre, il faut attendre la Révolution de 1830 et la décennie difficile 1830-1840 pour voir paraître de nouveaux journaux. Dans le Luxembourg comme dans toutes les autres provinces du pays, au XIX<sup>e</sup> siècle, le monde politique joua un rôle de premier plan dans la vie de la presse. Les libéraux précédèrent les catholiques dans la création de journaux tant à Arlon que dans les autres villes de la province, les socialistes ne disposant que d'un hebdomadaire, *Le Réveil du Luxembourg*, depuis 1899. La



présence d'une presse en langue allemande doit aussi être mentionnée.

\*  
\*   \*  
\*

Le Centre a publié également des études consacrées à la presse de différents courants politiques et idéologiques, à une certaine époque ou dans certains endroits. En 1960, M. DE VROEDE a étudié *De Vlaamse pers in 1855-1856*, *Cahiers*, 12, 1960, 80 p. Après avoir dressé la liste alphabétique de 84 journaux flamands, parmi lesquels 65 hebdomadaires dont la couleur politique n'a pas toujours été aisée à déterminer, — elle va du conservatisme au libéralisme démocratique, et il y a des feuilles d'annonces ou d'informations neutres, — l'auteur s'est efforcé de peser l'influence de ces journaux, dispersés à travers toute la Flandre, sur le développement du mouvement flamand, en examinant la place qu'ils avaient réservée aux informations sur la lutte linguistique, tâche délicate mais nécessaire, car il n'existait pas à l'époque de «Moniteur» du mouvement flamand.

Grâce à L. WILS, la presse libérale anversoise au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'époque agitée du Meeting, est mieux connue, *De liberale Antwerpse dagbladen 1857-1964*, *Cahiers*, 26, 1962, 59 p. Une étude particulière est réservée au journal libéral modéré fondé à l'été 1857 par Jan Van Ryswyck, *De Grondwet*. Sur les nombreuses feuilles publiées en français et en flamand au cours de ces années mouvementées dans la vie publique anversoise, l'auteur apporte bien des précisions, notamment sur les bailleurs de fonds du monde politique.

Paul GERIN, *Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne en Wallonie et à Bruxelles (1830-1914)*, *Cahiers*, 80, 1975, 362 p., est un ouvrage qui repose sur une riche documentation d'archives, publiques et privées. Il déborde d'ailleurs le cadre de l'histoire de la presse et apporte des données nouvelles tant sur le catholicisme social que sur la démocratie chrétienne. Spécialiste de l'histoire de l'information, l'auteur analyse les fonctions de la presse catholique à bon marché, spécialement destinée au peuple «dont le contenu est formé d'articles apologétiques, moralisateurs et éducatifs» (p. 39) et il distingue cette presse, des diminutifs, doublures et succédanés de la grande presse catholique qui vise davantage à l'éducation politique de la masse (p. 261). De celle-ci, il dresse des cartes significatives (p. 48 et 57). Toute la deuxième partie est réservée à la presse démocrate chrétienne à

Bruxelles et en Wallonie. Paul Gérin a montré, au terme d'analyse minutieuses, que cette presse démocrate chrétienne «n'a pas été qu'un support d'un message; mais elle a été aussi un lieu de ralliement et d'action; à telle enseigne que l'on a parlé du groupe de *L'Avenir social* et de *La Justice sociale* (à Bruxelles), du *Bien du Peuple*, de *La Dépêche* (à Liège), du *Démocrate* (à Verviers) et des cousotistes (du nom du député, le docteur Georges Cousot) à Dinant» (p. 267). Des index détaillés sur ces journaux et notamment des tableaux sur la diffusion du *Pays wallon* de Charleroi complètent l'ouvrage.

Marcelle SIMON-RORIVE, *La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1918 à 1940*, Cahiers, 75, 1974, 254 p., fournit, pour l'entre-deux-guerres, trois répertoires alphabétique, géographique et par tendances des journaux socialistes, tant politiques que syndicaux ou coopératifs, et de la presse révolutionnaire, l'auteur distinguant presse communiste, trotskyste, anarchiste ou indépendante, c'est-à-dire n'appartenant à aucun parti ou tendance politique organisée. La difficulté à réunir des exemplaires de cette presse souvent éphémère et de diffusion limitée à été considérable. La presse flamande dans l'agglomération Bruxelloise pendant l'entre-deux-guerres a été étudiée par Anne-Sophie VAN NESTE. Son *Repertorium van de Nederlandstalige pers te Brussel, 1919-1940*, Cahiers 99, 1987, est précédé d'une introduction qui synthétise clairement le résultat de recherches difficiles: il fallait retrouver non seulement les publications en langue flamande, mais aussi les publications bilingues qui avaient paru dans la Capitale, centre de décision politique et économique du 11 novembre 1919 au 10 mai 1940. Presse politique, variée dans une ville qui est encore un bastin libéral, presse syndicale, chrétienne, socialiste ou neutre, presse financière et boursière, presse d'anciens combattants, abondante et reflétant le courant patriotique unitaire au lendemain de la guerre, la presse flamande à Bruxelles est une source fondamentale pour l'histoire de la question des langues dans la Capitale.

A *La presse quotidienne belge de la Libération (4 septembre 1944-31 décembre 1945)*, Cahiers, 98, 1985, 263 p., Philippe PLUMET a consacré une étude importante. La consultation d'archives publiques et privées, comme celles de William Ugeux, chef de la Mission Information des *Civil Affairs* en 1944, six interviews, le dépouillement de journaux et de revues, la lecture d'ouvrages et d'articles consacrés à la presse ont permis à l'auteur de rédiger un ouvrage qui fera date dans l'histoire de notre presse. La matière a été divisée en trois grandes parties: le répertoire classique des quotidiens d'information générale et des quotidiens

spécialisés, une analyse de la physionomie de cette presse, un examen des problèmes posés par la réapparition d'une presse libre en 1944. Sur le rôle de la Mission Information des *Civil Affairs*, projets londoniens et réalisations en Belgique, sur la censure, sur l'Agence Belga et le statut des journalistes, la troisième partie est riche d'informations inédites, qu'il s'agisse de la distribution des informations, de l'approvisionnement en papier ou de l'élimination des collaborateurs de l'ennemi. 57 journaux d'information, 10 journaux spécialisés sont publiés à la Libération contre 68 et 11 en 1939. La disparition de 29 quotidiens, dont l'*Indépendance belge* au titre prestigieux, est compensée par la naissance de 18 nouveaux journaux dont 12 titres originaux, souvent éphémères, et 6 éditions régionales. Les titres originaux répondaient à des «courants de pensée qui se manifestent à la Libération». A la différence de la France, le rôle de la Résistance dans le domaine de la presse quotidienne a été limité (p. 150). La presse belge à la Libération «est une presse engagée d'opinion mais pas une presse de parti ou d'organisation», répartie entre les trois «familles politiques traditionnelles» et Bruxelles est le grand centre d'édition. La concentration de la presse n'a pas encore commencé en 1944: «57 titres sont édités par 45 entreprises différentes» (p. 118).

\*  
\*   \*  
\*

Enfin, le Centre a publié des travaux consacrés au *Journal de Bruxelles*, de 1863 à 1884, à *L'Ami de l'Ordre* de 1839 à 1914, à *La Meuse*, de 1855 à 1955 et à *La Réforme*, de 1884 à 1907, ainsi qu'à *La Revue générale* de 1865 à 1940, travaux entrepris sous ses auspices ou mémoires de licence remaniés dont le sujet avait été proposé par un de ses membres.

La réorganisation du *Journal de Bruxelles* en 1863, à la suite de la vente du journal par Paul Nève à quelques personnalités catholiques et les vaines tentatives des ultramontains pour contrôler le journal ont été étudiées par Marthe BLANPAIN, *Le «Journal de Bruxelles». Histoire interne de 1863 à 1871, Cahiers*, 39, 1965, 57 p. grâce aux carnets d'Alexandre Delmer, redoutable polémiste, choisi comme rédacteur par les nouveaux patrons. Dans un volume de plus de trois cents pages, J. VANDER VORST-ZEEGERS, *Le «Journal de Bruxelles» de 1871 à 1884, Cahiers*, 36, 1965, 315 p., élargissant encore la documentation de Marthe Blanpain, a poursuivi l'histoire du journal pendant les gouverne-

ments Malou et Frère-Orban. La position modérée du *Journal de Bruxelles*, véritable organe des catholiques constitutionnels, rendit moins difficile la tâche du gouvernement catholique, harcelé par les ultramontains, comme elle contribua par sa souplesse, à la défaite libérale de 1884.

C'est l'histoire d'un journal de province, *L'Ami de l'Ordre, quotidien catholique namurois, de 1839 à 1914*, *Cahiers*, 51, 1968, 131 p. que Marie-Louise WARNOTTE a écrite. Elle a reconstitué l'organisation interne du journal et analysé les relations avec l'évêché et le monde politique. Grâce aux papiers privés de Victor Delvaux, éditeur et rédacteur de *L'Ami de l'Ordre*, depuis 1889, le dernier quart de siècle de l'étude est solidement documenté. Une deuxième partie est réservée aux prises de position d'un journal qui voulut toujours être «d'une impeccable orthodoxie», fidèlement attaché à l'Eglise et au Pape (p. 125).

Disposant aussi d'archives privées, Denise LAMBRETTE, dans *Le Journal «La Meuse» 1855-1955*, *Cahiers*, 55, 1969, 136 p., a retracé les cent premières années de *La Meuse*. Feuille libérale liégeoise à l'origine entre les mains de la famille de Thier, *La Meuse* est devenue un grand quotidien d'information, le premier en Wallonie, avec des éditions dans diverses villes. En 1949, les difficultés s'accumulèrent et le groupe financier de Launoit prit le contrôle du journal. En s'appuyant sur l'étude de divers thèmes politiques, comme la question scolaire, l'élargissement du droit de suffrage ou la défense nationale, l'auteur a montré l'évolution de l'attitude de la direction.

Journal d'idées, *La Réforme* est créée par les progressistes bruxellois en février 1884. Jean-Luc DE PAEPE, «*La Réforme*», *organe de la démocratie libérale (1884-1907)*, *Cahiers*, 64, 1972, 179 p. en a fait l'histoire. Les députés Emile Feron, «le huguenot de la démocratie libérale» et Georges Lorand y jouèrent un rôle essentiel pendant dix ans, en 1895 les frères Achille et Hector Chainaye imprimèrent au journal un ton particulier. Ils voulurent faire de la feuille progressiste bruxelloise un quotidien d'informations, recourant à l'interview, multipliant les reportages, introduisant l'illustration, accroissant la part de la littérature et des beaux-arts. Des divergences de vues sur la conception du journal et sur l'attitude à suivre en matière politique surgirent entre les fondateurs et les frères Chainaye qui défendaient une ligne dure. Ces divergences entraînèrent, en 1899, le retrait des fondateurs. Les frères Chainaye s'obstinèrent à faire vivre le journal, ils souffrirent de la concurrence de *La Dernière Heure* et du *Soir* et, en janvier 1907, ils durent liquider leur entreprise.

Après une analyse de l'organisation du journal et de la publicité, J.L. De Paepe a étudié les prises de position de *La Réforme*, journal «des progressistes que l'on appelle des radicaux, dans une pensée de calomnie» (p. 91, *La Réforme* du 29 novembre 1884), et a montré une fois de plus l'intime liaison des milieux de la politique et de la presse (pour lequel il a dressé de précieux répertoires en annexe) quelles que soient les tendances.

Une Revue, enfin a été étudiée. Recourant à des procédés statistiques, mis en honneur par Berelson dans les années cinquante, N. PIEPERS, dans son travail *La «Revue générale» de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu, Cahiers, 52, 1968, 106 p.* étudie les variations d'importance accordée aux divers centres d'intérêt de la Revue et essaie d'expliquer ces variations tant par des changements dans la direction même de la Revue que par des événements d'ordre général (politique, économique, social). Huit tableaux et treize graphiques représentent le résultat des mesures effectuées. N. Piepers a dégagé un mouvement de balancement entre politique et littérature et il a insisté sur l'action efficace des divers directeurs et des secrétaires de rédaction, chacun ayant ses préoccupations dominantes. Ducpétiaux a toujours eu le sens social. Woeste était un animal politique, tandis que Eugène Gilbert était féru de littérature. Enfin, les crises tant celle de 1886 que celle de 1929-1933, ont été ressenties par la direction. La constatation que «la *Revue générale* s'intéresse assez peu aux questions religieuses» (p. 78) étonnera plus d'un lecteur, mais les graphiques sont là.

Cette brève analyse des *Cahiers* traitant de la presse montre tout l'intérêt que le Comité directeur a accordé à ce domaine et l'importance des réalisations. Une remarque s'impose: les moyens financiers n'ont pas longtemps permis le recrutement systématique de collaborateurs auxquels auraient été confiées la préparation et la rédaction des répertoires. Du moins, hormis les arrondissements de Charleroi, de Thuin, de Dinant-Philippeville et du Limbourg après 1860, l'ensemble du pays a été «couvert». Dans plusieurs cas, cependant, seule la presse du chef-lieu d'arrondissement a été répertoriée, ainsi à Liège, Namur, Ath ou Bruxelles.

\*  
\*   \*  
\*

Aider les historiens à surmonter les obstacles auxquels ils se heurtent dans la recherche de documents enfouis dans les archives a été un des premiers soucis des créateurs du Centre.

Parmi les historiens qui apportèrent leur collaboration à cette tâche difficile, le chanoine (plus tard Mgr) Aloïs SIMON, professeur aux Facultés Saint-Louis, se distingua par une série imposante de publications. Dès 1957, dans les *Notes sur les archives ecclésiastiques, Cahiers*, 2, 1957, 38 p., l'éminent biographe des cardinaux Sterckx et Mercier, dressait un tableau des fonds d'archives dont il avait nourri ses travaux<sup>2</sup>. Archives pontificales, épiscopales, paroissiales, archives des congrégations religieuses et des institutions ecclésiastiques étaient passées en revue, un bref inventaire de quelques fonds de l'archevêché de Malines ainsi que l'indication des archives vaticanes pouvant servir à notre histoire complétaient ce fascicule.

Avec une infatigable énergie, aussi longtemps que ses forces le lui permirent, Mgr Simon qui animait de ses éblouissantes réflexions les séances du Centre, publia, en trois ans, trois Inventaires d'archives essentiellement privées, les *Cahiers* 3, 5 et 14 où figurent entre autres les papiers Villermont et d'Anethan, les archives de la Nonciature de Bruxelles et, signe de l'œcuménisme du savant prélat, les archives des églises protestantes de Liège et de Verviers<sup>3</sup>.

Dans les *Cahiers*, 14, il avait donné un aperçu sommaire des archives de l'évêché de Liège, en voie de reclassement (p. 52-56). Ce reclassement terminé, ses auteurs A. DEBLON, P. GERIN et L. PLUYMERS en publièrent l'inventaire, *Les archives diocésaines de Liège. Inventaires des fonds modernes, Cahiers*, 85, 1978, 155 p. Le classement a été fait par évêché, comme l'explique l'archiviste André Deblon dans une introduction générale. André Deblon a classé la plupart des fonds, dont les fonds Van Bommel et Montpellier, Paul Gérin s'est chargé du fonds Doutreloux et Ludovic Pluyms du fonds Kerkhofs.

Fouilleur d'archives infatigable, découvreur de papiers jalousement enfouis dans des armoires qu'il savait se faire ouvrir, le chanoine A. Simon a comblé les chercheurs par une publication originale: *Evêques de la Belgique indépendante, 1830-1940, Sources d'archives, Cahiers*,

<sup>2</sup> L'ouvrage *Eglise et Etat. Mélanges A. Simon*, Bruxelles, 1975, témoigne du rayonnement de la personnalité de Mgr Simon. Le chanoine R. Aubert a mis en valeur «l'apport de Monseigneur Simon à l'histoire contemporaine de la Belgique» (p. 19-26).

<sup>3</sup> A. SIMON, *Inventaires d'archives. Papiers Villermont, Archives de la nonciature à Bruxelles, Archives des églises protestantes, Cahiers*, 3, 1957, 40 p.; *Inventaires d'archives, Evêché de Namur, Château de Gaesbeek, Famille Van Meenen, Cure de Sainte-Gudule (Bruxelles), Famille Croij, Eglise Evangélique (Verviers), Cahiers*, 5, 1958, 49 p.; *Inventaires d'archives. Famille Licot, Papiers de Missiessy, Nonciature de Bruxelles, d'Ansembourg, Rédemptoristes (Bruxelles), d'Anethan, de Béthune, 't Serstevens, Evêché de Liège, Cahiers*, 14, 1960, 59 p.

21, 1961, 100 p. Après une brève biographie de chacun des évêques, classés par ordre alphabétique, le chanoine A. Simon fournit la liste d'un ensemble d'archives publiques, ecclésiastiques et familiales d'une étonnante variété. A consulter ce Guide, on reste confondu par étendue des dépouillements faits par cet historien qui avait un tel désir de rendre service qu'il avait terminé ce *Cahier* par l'indication du lieu et mode de consultation des archives, ce qui est bien utile encore après un quart de siècle.

Dès la mi-novembre 1830, les évêques de Belgique se réunirent à Malines pendant quatre jours, A. SIMON a publié les procès-verbaux des réunions qu'ils tinrent jusqu'en 1883, *Réunions des évêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux, Cahiers*, 10, 1960, 167 p. et *Réunions des évêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux, Cahiers*, 17, 173 p. Précédés d'une introduction dans laquelle l'auteur esquisse finement le portrait des évêques et dégage les lignes de force de leur action, suivis de cinq index fort commodes (noms de personnes, d'auteurs consultés, de lieux, des journaux et rerum), ces procès-verbaux éclairent l'histoire religieuse du pays au cours d'un demi-siècle qu'il s'agisse des rapports de l'épiscopat avec le Pape, le clergé ou les ordres religieux, ou qu'il s'agisse de la pratique religieuse. Ces procès-verbaux fournissent aussi une documentation de premier ordre sur les relations entre l'Eglise et le pouvoir civil au cours de cette période, dans le domaine de l'enseignement, du temporel des cultes (fabriques d'église et cimetières) ou de l'ensemble de la gestion de l'Etat. La place réservée par l'épiscopat à l'Université de Louvain, à son organisation, aux nominations de professeurs, à la vie des étudiants mais aussi aux problèmes de doctrine comme le traditionalisme, est vraiment exceptionnelle. Enfin, on y trouvera aussi des prises de position concernant le parti catholique, le parti libéral, la Franc-maçonnerie ou les luttes électorales. La presse y a également sa place.

Faire connaître les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique étant un des premiers objectifs du Centre, il était normal qu'il s'empressât de publier les actes du *Colloque «Sources de l'histoire religieuse de la Belgique» (Bruxelles, 30 nov.-2 déc. 1967)*. *Epoque contemporaine - Colloquium «Bronnen van de religieuse geschiedenis van België» (Brussel, 30 nov.-2 dec. 1967)*. *Hedendaagse Tijd, Cahiers*, 54, 1968, 202 p. Les communications traitent, comme l'a précisé le chanoine R. Aubert, de «problèmes heuristiques et de problèmes particuliers de critique posés par certaines catégories de sources» ainsi la communication même du chanoine R. Aubert, «Comment étudier l'his-

toire d'un journal catholique». Des sources d'archives de périodes limitées — régime français ou hollandais — (L. Preneel et M. De Vroede), d'œuvres religieuses (P. Gérin), d'organisations ouvrières (S.H. Scholl) ou de congrégations et ordres religieux (P. Frederix, V. de Villermont et I. Masson), et une source pour l'histoire de la presse, spécialement pour le xx<sup>e</sup> siècle, les papiers Schollaert-Helleputte furent ainsi présentés dans ce colloque. L'enquête s'étendit aussi à la pratique pastorale (A. Thion), à la communion pascale et l'assistance à la messe dominicale (J. Lory, W. Rombauts, R. Van Eenoo); enfin aux missions paroissiales au xix<sup>e</sup> siècle dans le diocèse de Bruges (St. d'Ydewalle).

Lors de ce colloque, le pasteur Emile M. Braeckman traita de «La vie protestante en Belgique (1800-1865)». La participation de John Bartier et de Jean Stengers a élargi l'enquête consacrée aux mentalités religieuses. Le premier y présenta une orientation bibliographique sur «Anticléricalisme, Laïcité et Rationalisme en Belgique au xix<sup>e</sup> siècle»; Jean Stengers se pencha sur la date de la création du monde et spécialement de l'homme dans les manuels et les catéchismes au xix<sup>e</sup> siècle.

L'observation des prescriptions sur la communion pascale avait aussi retenu l'attention des participants à ce colloque. W. ROMBAUTS a étudié la négligence de ces prescriptions dans le diocèse de Bruges, *Het Paasverzuim in het bisdom Brugge (1840-1911)*, *Cahiers*, 62, 1971, 209 p. Cette étude a été éditée dans les Cahiers du Centre pour la grande place réservée à l'heuristique et à la critique des sources, les *status parochianorum* et les *Libri status animarum*, ainsi que pour la présentation des résultats de la recherche sous forme de 22 cartes, de tableaux et de graphiques fort éclairants. Le contraste entre les campagnes et les villes (en 1850, dans les régions rurales, tous les croyants accomplissaient leur devoir pascal, p. 123), l'atmosphère particulière du littoral, l'influence de l'industrialisation du Nord de la France sur la zone frontalière, la participation à la vie administrative, l'impact de la conjoncture politique sont mis en évidence. Ainsi la guerre scolaire et les excommunications décrétées se marqueront dans les statistiques (cfr. tableau 16, p. 179). La pratique pascale est restée extraordinaire: 1,06% en 1848 et 2,77% en 1910, seulement de la population n'observent pas l'obligation pascale (p. 123 et 127). Une grande stabilité de la pratique religieuse au cours de la seconde partie du xix<sup>e</sup> siècle se dégage de cette étude.

Nul n'ignore la place importante que la Jeunesse ouvrière chrétienne a tenue dans la vie religieuse, sociale et politique en Belgique. Marc



A. WALCKIERS a publié des *Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C., 1919-1925*, Cahiers, 61, 1970, 213 p. Ayant réussi à se faire ouvrir des archives privées, celles des premiers dirigeants de la J.O.C. ou de personnalités ayant joué un rôle important dans l'Action catholique, ayant eu accès au Fonds Mercier des archives de Malines, Marc A. Walckiers a édité trente et une lettres et cinquante-huit comptes rendus, notes et rapports. Cinq annexes occupent plus d'un tiers de l'ouvrage (p. 128-213) dont l'inventaire du fonds Fernand Tonnet aux archives de l'évêché de Tournai. T. Thonet fut, en 1919, secrétaire personnel de l'abbé Cardijn, et en 1925, président général de la J.O.C. On y trouvera trace de l'influence d'Edward Montier, fondateur des Philippins à Rouen et ami de Marc Sangnier.

La Jeunesse syndicaliste, première organisation bruxelloise de jeunes travailleurs, mise sur pied par l'abbé Cardijn en novembre 1919, ayant à la fois des objectifs professionnels, sociaux et moraux et se livrant à des activités religieuses et culturelles, eut des relations difficiles avec la Confédération nationale des syndicats chrétiens, notamment en mai 1923 (cfr. p. 73). Les relations ne furent pas plus aisées avec l'Association catholique de la jeunesse belge, des divergences de vues sur la conception de l'Action catholique: action généralisée ou diversifiée selon le milieu social divisant le clergé. Des différences d'opinion sur l'action politique proprement dite aggravaient encore les tensions. Sur toutes ces controverses, Marc A. Walckiers apporte une documentation de premier ordre, précédée d'une introduction détaillée.

Certains de ces documents dépassent l'histoire de la J.O.C., comme par exemple l'aide-mémoire personnel du cardinal Mercier, préparatoire à la réunion des évêques des 27 et 28 juillet 1925, ainsi que le procès-verbal de cette réunion. Au lendemain des élections du 5 avril 1925 et de la formation du gouvernement Pouillet-Vandervelde, les documents prennent tout leur sens.

Enfin, le Comité directeur a apporté son soutien financier à l'édition polycopiée des *Lettres pastorales de Belgique 1800-1950*, réalisées par le «Centre international d'études de la formation religieuse». Celui-ci a procédé à un classement et à une étude analytique d'une masse considérable de documents. Après un premier volume sur les années 1800-1830, sept volumes présentent, pour chacun des cinq archi-épiscopats, les documents, répartis par diocèse, groupés en cinq chapitres: les décès, élections et nominations des papes et des évêques, les relations avec le pouvoir civil, où l'enseignement occupe une grande place, l'administration intérieure de l'Eglise, les mandements de carême et la

défense de la foi et de l'Eglise, et enfin l'Eglise de Belgique dans l'Eglise universelle.

\*  
\*   \*  
\*

Une imposante publication de plus de huit cents pages répondit, en 1973, aux vœux de ceux qui, disposant de sources ecclésiastiques, souhaitaient l'édition de sources maçonniques. Els WITTE, avec la collaboration de Fernand V. BORNE, un des meilleurs connaisseurs de l'histoire de la Maçonnerie belge, publia des *Documents relatifs à la Franc-maçonnerie belge du XIX<sup>e</sup> siècle, 1830-1855, Cahiers*, 69, 1973, 821 p.

La publication s'étend de 1830 à février 1955, date de la suppression de l'article 135 qui interdisait aux loges du Grand-Orient de Belgique de faire de la politique dans les Ateliers. Archives maçonniques, archives privées, archives d'institutions publiques et religieuses ont été fouillées, des textes imprimés d'une diffusion confidentielle ou de consultation difficile ont été reproduits. Els Witte et Fernand F. Borné ont apporté une riche documentation sur les rapports de la Franc-maçonnerie et de la société belge pendant les années où furent bâties les assises de l'Etat, par contre il n'était pas dans les intentions des auteurs de publier des textes concernant la vie interne ou l'idéologie de la Maçonnerie. La vie politique en Belgique après 1830 a été agitée par des luttes entre ceux qui avaient renversé le royaume de Guillaume I<sup>er</sup> et les légitimistes ou orangistes, entre cléricaux et libéraux, entre conservateurs et radicaux. Les loges qui recrutaient leurs membres dans la classe aisée, c'est-à-dire chez les censitaires (elles comptaient environ 2800 affiliés en 1838, p. 174) ont vécu ces luttes politiques. La politisation et l'anticlérisme surtout après la condamnation épiscopale de 1837 ne firent que se renforcer à l'intérieur des loges. Dès 1838 d'ailleurs, les loges de Liège, Verviers et Huy formèrent la Fédération maçonnique belge, car elles avaient une attitude politique plus ouvertement engagée. L'abolition de l'article 135 en 1855 mit fin à la scission de la Fédération maçonnique belge. Celle-ci reconnut l'autorité du Grand-Orient de Belgique qui exerça dès lors un rôle politique croissant. Sur tous ces conflits internes, les documents sont révélateurs.

La Franc-maçonnerie n'avait jamais cessé de se préoccuper d'enseignement, qu'elle n'entendait pas laisser à l'Eglise. Elle a créé l'Université Libre de Bruxelles en 1834 et a cherché à laïciser les trois degrés

d'enseignement. Les œuvres de bienfaisance ont été aussi un de ses soucis. Son action politique la plus décisive fut la constitution du parti libéral. Si le projet de la loge de Mons du 23 décembre 1838 (p. 190-201) visant à transformer la Maçonnerie en un parti libéral fortement centralisé n'aboutit pas, les loges jouèrent un rôle actif dans les campagnes électorales. Sous l'impulsion de Théodore Verhaegen furent établis «des comités électoraux dans l'intérieur des loges pour les mettre en rapport avec des comités électoraux dans le monde profane» (p. 364). En 1846 se réunit le premier congrès du parti libéral. Enfin, sur les conflits entre doctrinaires et radicaux à l'intérieur du parti, les documents publiés sont nombreux.

Ainsi l'histoire politique, plus particulièrement les relations entre l'Eglise et l'Etat, pourra s'écrire désormais en disposant d'un éventail plus ouvert de documents.

\*  
\*   \*

Les archives sur lesquelles se fonde l'histoire politique sont multiples. Comme nous venons de le voir, les archives ecclésiastiques et maçonniques fourmillent de renseignements à cet égard. Il en est de plus spécifiquement politiques. Dès le départ, les fondateurs du Centre avaient prévu la publication des rapports des gouverneurs au ministre de l'Intérieur, celle des lettres des souverains belges et des programmes des partis politiques.

En 1963, Henri HAAG, après une longue enquête, fournit aux chercheurs un guide précieux: *Les archives personnelles des anciens ministres belges, Cahiers*, 29, 1963, 35 p. Cette enquête difficile sur les archives «rassemblées de préférence par l'intéressé lui-même ou par ses proches, n'importe si elles se trouvent actuellement dans des dépôts publics ou en des mains privées» (p. 3) fut souvent décevante, trop de papiers n'ont pas été conservés ou ont été détruits. Mais, grâce à ce *Cahier*, que de temps gagné pour les jeunes chercheurs et pour les historiens chevronnés. Ici aussi, une nouvelle édition après vingt ans serait désirable.

Un seul *Cahier* a été consacré à l'organisation des partis, thème qui, dans les années cinquante, avait passionné historiens et politologues. L'ouvrage de Maurice DUVERGER, *Les partis politiques* avait ranimé les études que Seignobos, Ostrogorski et Roberto Michels avaient menées au début du siècle. Disposant des archives du parti libéral liégeois,

Michel DECHESNE a démonté son organisation dans son étude *Le parti libéral à Liège, 1848-1899*, Cahiers, 76, 1974, 126 p. L'accès aux archives du parti était nécessaire pour cette analyse de la structure de l'*Association de l'Union libérale*. Les sources sont les statuts, les règlements intérieurs et les procès-verbaux des séances des comités de l'Association d'arrondissement. La stabilité de la composition socio-professionnelle du parti est remarquable de 1853 à 1882, comme la croissance du nombre des membres des campagnes qui passe de 222 (27,86%) en 1853 à 1083 (51,11%) en 1882, alors que celui de la ville qui double en chiffre absolu, passant de 575 à 1036, ne représente plus qu'un pourcentage de 48,89% en 1882 contre 72,14% en 1853. La structure du parti libéral à Liège, en régime censitaire, est semblable à celle du parti radical-socialiste en France, «c'est un parti de cadres, ne cherchant guère à multiplier les adhérents, ni à encadrer des masses» (p. 121).

Sur le parti catholique, Emmanuel GERARD a publié des documents, précédés d'une introduction de quarante pages, concernant deux périodes importantes de la vie de ce parti: *Documenten over de katholieke partijorganisatie in België - Documents relatifs à l'organisation du parti catholique belge (1920-1922, 1931-1933)*, Cahiers, 91, 1981, 284 p.

Les documents sont tirés des archives privées de Louis Delvaux, secrétaire de l'Union Catholique de 1921 à 1936 et de nombreux hommes politiques flamands. Des archives d'organisations catholiques ont aussi été consultées. Cependant, la disparition des archives de la Fédération des Cercles ainsi que celles du député Paul Segers qui fut son président pendant dix-sept ans de 1919 à 1936, déséquilibre l'ensemble de la publication. Les deux grands thèmes sont la constitution de l'Union catholique le 29 août 1921 et la réforme de cette Union ratifiée par le Conseil général le 25 octobre 1932. Comment réduire par une organisation efficace les oppositions linguistiques et sociales qui divisaient les catholiques au lendemain de la guerre était la tâche écrasante de leurs dirigeants. Le mouvement flamand gagnait en force et pour ses protagonistes, la «parité doit se faire entre flamingants et non flamingants, et non entre Flamands et Wallons» (P. Pouillet à G. Helleputte, 2 sept. 1921, p. 87). Les ouvriers chrétiens n'acceptaient pas la prépondérance de la Fédération des Cercles aux mains des conservateurs. Après de difficiles négociations sur lesquelles E. Gérard a publié 45 documents, surtout des lettres privées, les statuts de l'Union Catholique Belge furent approuvés. La *Standorganisatie* triomphait. Le groupement des «associations nationales représentatives des grands intérêts sociaux et catholiques» constituait l'Union Catholique Belge. En faisaient partie: la Ligue

démocratique chrétienne de Belgique, le *Boerenbond*, la Fédération des Classes moyennes et la Fédération des Associations et Cercles catholiques. Cette Fédération était le «groupe des Catholiques qui ne font partie d'aucun groupe» comme l'écrivait G. Helleputte à A. Ruzette, le 12 mars 1921 (p. 64). Helleputte joua un rôle très actif dans ces négociations. La Fédération des Cercles freina la formation de l'Union puis finalement s'inclina, conservant néanmoins la Section du travail électoral. La constitution du gouvernement Pouillet-Vandervelde déchira le parti. Les luttes entre les organisations ouvrières et la Fédération des Cercles ne cessèrent pas. En 1930, les tensions devinrent de plus en plus vives, surtout en Wallonie, le monopole des œuvres sociales opposait la Ligue des Travailleurs chrétiens et la Fédération des Cercles. L'Union Catholique fut saisie du différend par les Travailleurs chrétiens et la réforme des statuts de l'Union Catholique fut mise sur le métier. Sur cette négociation, E. Gérard apporte 84 documents, des notes et rapports pour la plupart. Pour les démocrates chrétiens, «puisque c'est dans les arrondissements que se fait la politique active et pratique» (H. Heymans à P. Segers, 29 oct. 1931, p.134), il fallait réorganiser le parti par la représentation directe des arrondissements au sein du Conseil Général de l'Union Catholique. La Fédération des Cercles s'opposait à ces vues, car elle craignait de perdre son poids dans une Union formée de délégués d'arrondissement. Elle ne reconnaissait d'ailleurs pas chez elle la représentation des intérêts. Son président, Paul Segers, reprochait à ses adversaires de «donner le commandement non pas aux chefs mais aux troupes» (12 février 1932, p. 173). Finalement, le 25 octobre 1932, les nouveaux statuts de l'Union Catholique furent adoptés: les fédérations catholiques d'arrondissement faisaient partie de l'Union à côté des 4 groupes primitifs, et elles envoyaient leur Président et trois délégués à l'Assemblée générale et des délégués au Comité directeur.

\*  
\*   \*

Le 12 mai 1954, lors de la séance de fondation du Centre, il fut décidé d'ajouter aux recueils à établir et à publier, les «Lettres des Souverains belges». Il fallut attendre près de trente ans pour voir sortir de presse les premières correspondances royales. En 1983, Nadine LUBELSKI-BERNARD publia *Léopold II et le Cabinet Frère-Orban (1878-1884). Correspondance entre le Roi et ses ministres, Cahiers, 95, VIII-626 p. et Cahiers, 96, VIII-627-1263 p.*

Nathalie Lubelski-Bernard a voulu «déterminer, au travers de cas concrets, quelle avait été la fonction politique de la royauté, c'est-à-dire quelle avait été sa participation à la conduite des affaires publiques du pays entre 1878 et 1884» (p. 1). Elle a pleinement atteint son but.

Les archives du Cabinet du Roi, conservées au Palais royal, les papiers de Frère-Orban, aux Archives générales du Royaume ont fourni l'essentiel des documents. D'autres fonds ont aussi été utilisés, notamment les Papiers Saintelette à Mariemont, Chazal au Musée royal de l'Armée, Bara et Malou aux A.G.R., d'Anethan et Lambermont aux Archives du ministère des Affaires étrangères.

La présentation de la correspondance est basée sur la répartition des différents ministères: affaires étrangères, instruction publique, intérieur, justice, finances, travaux publics, défense nationale. Frère-Orban, ministre des affaires étrangères, étant le chef du Cabinet, le chapitre concernant les affaires étrangères renferme nombre de lettres relatives à la politique générale ou aux activités de ses collègues. Enfin, un chapitre particulier a été réservé au Cabinet du Roi et à son influence. Une introduction générale de 21 pages précède l'édition de la correspondance, chacun des huit chapitres est lui-même précédé d'une introduction d'une telle ampleur que, rassemblées, elles constituent une véritable histoire du grand ministère libéral, 297 pages au total, dont 88 pour le chapitre «Le Roi et la défense nationale».

La lecture de ces correspondances est passionnante. Les lettres fourmillent de révélations. Les réactions parfois très vives, du Roi et des ministres, les tensions graves entre le Roi et Frère-Orban sur de nombreux problèmes, la volonté de conciliation du Roi dans les rapports avec l'Eglise, son opposition inflexible au projet de loi sur les biens de cure en janvier 1881, par exemple, l'hostilité royale au ministre de la guerre, le général Gratry, les divergences de vues sur les fortifications de la Meuse, le Roi et ses généraux dont Brialmont, contre le ministre et les siens, le souci constant du Roi pour l'embellissement de la Capitale et le développement des ports, tout cela et mille autres choses sont traitées dans ces correspondances. Sur l'interprétation de l'article 68 de la Constitution qui donna lieu à tant de discussions lors de la première guerre mondiale mais surtout lors de l'Affaire royale, on lira avec intérêt la lettre énergique de Frère-Orban à Léopold II du 14 avril 1882 (t. I, p. 240-244) et sa conclusion «L'exercice de tous les pouvoirs du Roi, sans aucune exception ni distinction, sont soumis aux mêmes conditions; cet exercice ne peut avoir lieu sans le concours d'un ministre qui, par sa signature, en assume la responsabilité» (t. I, p. 244).

On ne pourra plus écrire sur l'histoire de cette période, on ne pourra plus faire la biographie du Roi et des ministres du Cabinet Frère-Orban sans ces deux volumes. Parmi ces lettres, on lit avec émotion les lettres angoissées de Charles Saintelette, ministre des travaux publics, frappé d'une dépression nerveuse (on n'employait pas le terme alors) qui donna sa démission à la suite d'une adjudication imprudente. Mentionnons enfin que la politique coloniale de Léopold II est peu traitée, car le Roi laissa le Cabinet à l'écart de ses démarches.

\*  
\*   \*

Etant donné les rapports constants entre la politique scolaire et la politique, au sens étroit du terme, on peut ranger aisément parmi les publications touchant à l'histoire politique, deux *Cahiers*, l'un de W. THEUNS, *De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de Conventie van Antwerpen*, *Cahiers*, 7, 1959, 52 p. et l'autre de Lieve GEVERS, *Kerk, Onderwijs en Vlaamse Beweging, documenten uit kerkelijke archieven over taalregime en vlaamsgezindheid in het katholiek middelbaar onderwijs, 1830-1900*, *Cahiers*, 89, 1980, 426 p.

Dans ce qui est un chapitre de son mémoire de licence, W. Theuns, après avoir esquissé l'évolution de l'enseignement moyen de 1830 à 1850, a rappelé les principes des catholiques et des libéraux en la matière. Se fondant sur les documents et articles parlementaires, il a analysé la préparation et la discussion de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1850 organisant l'enseignement moyen de l'Etat. Il en examina ensuite l'exécution difficile, l'intervention du clergé dans la nomination des professeurs et son rôle dans l'enseignement de la religion divisant les esprits. La Convention d'Anvers de 1854 et son application retinrent enfin son attention.

Spécialiste de l'histoire de l'enseignement catholique en Flandre, Lieve Gevers a fouillé les archives épiscopales de Malines, Bruges, Gand et Liège (faut-il rappeler que le diocèse d'Hasselt date seulement de 1967?), les archives de la Compagnie de Jésus à Bruxelles, celles des Croisiers à Maaseik et des Joséphites à Melle. Elle a édité un ensemble de textes concernant les langues d'enseignement, le latin et le français, cette dernière obligatoire aussi en toutes circonstances à l'intérieur du collège, la lente amélioration de l'enseignement de la langue maternelle, le flamand, et la montée du sentiment flamand. Une liste détaillée des établissements d'enseignement moyen, en Flandre et à Bruxelles, quel que soit le réseau, est dressée en annexe.

La lutte des partisans de la flamandisation devant l'opposition des évêques et face aux milieux économiques et sociaux de langue française est difficile. Les moyens pour maintenir la suprématie du français sont riches de sens pour l'histoire des mentalités, ainsi les sermons et les distributions de prix en français, l'interdiction de parler le flamand pendant les récréations. La primauté des valeurs religieuses est toujours invoquée. Mais les arguments sont divers. Pour les Jésuites, peu après 1830, la nécessité de maîtriser le français, dans l'intérêt de la religion, est évidente, sinon les Wallons — moins religieux — occuperont toutes les places dans la Belgique nouvelle (p. 50). Il faut pouvoir lutter à armes égales. A ceux qui critiquent le français, langue de Voltaire, on répondra que le néerlandais est l'arme des protestants. Le conflit est aussi un conflit social, la connaissance du français est signe de participation à la vie de l'élite politique, administrative et intellectuelle. Après la loi Coremans, de 1883, introduisant dans l'enseignement de l'Etat, l'enseignement de deux cours en flamand, ainsi que les leçons d'anglais et d'allemand, le conflit se durcit entre partisans de la flamandisation et défenseurs du français. Le mouvement flamand progressait mais l'autorité ne désarmait pas. Ainsi trouvera-t-on les réponses des directeurs de collèges de l'archevêché de Malines aux questions du cardinal Goossens en 1891 sur l'interdiction de participer aux *landdagen*, réunions «qui ne tendent à rien moins qu'à grouper les élèves sous le drapeau du flamingantisme, c'est-à-dire, de l'exagération de la cause flamande» (C. Mangelschote, supérieur du petit séminaire de Malines, au cardinal Goossens, 19 janv. 1892, p. 267) et sur l'interdiction de la lecture du *Student*, organe des jeunes flamingants. Le souci de la discipline, du respect de l'autorité inspirent les évêques, convaincus de la supériorité sociale de la langue française et qui aperçoivent les charges financières d'une application de la loi de 1883. Une exception: le rapport que le vicaire-général Martin Rutten adresse au tournant de 1886 à son évêque Mgr Doutreloux, auquel il succèdera sur le siège de saint Lambert en 1901, est un exposé des arguments des partisans de la flamandisation de l'enseignement moyen. Après un tableau de la situation linguistique à l'époque dans le Limbourg où la domination du français est écrasante dans l'aristocratie, les classes riches et moyennes, le vicaire-général, après avoir donné onze raisons de la justification de la cause nationale flamande dont la première «la langue est l'élément le plus vivace de toute nationalité», il fixe ensuite un programme d'organisation d'enseignement flamandisé (p. 364-374). Sur la phase suivante, au-delà de 1900 et sur la loi du 12 mai 1910 appliquant à l'enseigne-



ment libre la loi Coremans, une publication semblable serait souhaitable.

\*  
\*   \*   \*

Fournir aux historiens du régime censitaire un guide commode a été l'ambition de M. SIMON-RORIVE qui a rassemblé les *Résultats des élections législatives (Chambre des Représentants et Sénat) en Wallonie de 1848 à 1893*, Cahiers, 83, 1977, 229 p. L'auteur a publié sous forme de tableaux et de cartes les résultats des élections, en donnant aussi le résultat des ballotages et des élections partielles. M. Simon-Rorive s'est basée sur les documents officiels et sur la presse, nationale, régionale et locale. Elle a calculé le pourcentage des votants et des abstentions, celui des votes blancs et nuls et des voix perdues, et le pourcentage obtenu pour chaque «liste» par rapport au nombre d'inscrits et de votants.

Les cartes illustrent les constantes de la vie politique en Wallonie, l'opposition entre les provinces industrielles et rurales. Quant aux tableaux, ils font de ce recueil un ouvrage de base indispensable.

\*  
\*   \*   \*

L'histoire du mouvement ouvrier a été très tôt une des préoccupations essentielles du Comité directeur. Son président Guillaume Jacquemyns n'était-il pas le réalisateur d'enquêtes sur les conditions de vie d'ouvrier, de chômeurs ou de grévistes, l'auteur d'*Une vie sociale dans le Borinage houiller* et de *La société belge sous l'occupation allemande, 1940-1944*, et son secrétaire Jan Dhondt, un infatigable animateur de recherches sur l'histoire sociale? Il suffit de rappeler la part que Jan Dhondt a prise à la *Geschiedenis van de Socialistische Arbeidersbeweging in België* et aux grandes enquêtes internationales sur *La première Internationale* et sur les *Mouvements ouvriers et la dépression économique de 1929 à 1939*.

Les *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging* de Hubert WOUTERS occupent la première place dans ce domaine. Sept volumes ont paru, au total 3456 pages. Les documents sur la période 1831-1853 sont réunis en trois volumes, Cahiers, 27, 1963, 1310 p. Le premier, 573 p., est consacré à l'opposition au nouveau

régime, sorti de la Révolution de 1830 (1831-34) aux débuts de la participation ouvrière à la vie politique (1835-43), aux sociétés populaires (1843-47), à la crise de 1848 et à la répression (1847-48). Le deuxième est réservé à la poursuite de la répression (1848-49) et aux années calmes de 1849 à 1853 (p. 573-1050). Le troisième volume est une réédition de 16 numéros du journal hebdomadaire ou bi-hebdomadaire du «leader» ouvrier Jacob Kats, *Den (waren) Volksvriend*.

En 1966 parurent les documents sur la période moins agitée de 1853 à 1865, *Cahiers*, 40, 1966, 353 p., les pages 224-319 reproduisant les procès-verbaux de la société de libre-pensée *L'Affranchissement* du 13 février 1860 au 12 janvier 1875.

Les *Documenten betreffende de geschiedenis der Arbeidersbeweging, ten tijde van de 1<sup>e</sup> Internationale (1866-1880)*, *Cahiers*, 60, 1970 et 1971, 1793 p. sont également publiés en trois volumes. Le premier, 1970, 650 p., comprend les documents sur les débuts de la première Internationale (1866-1868) et la montée vers son apogée (1869-1873). Aux dissensions qui affaiblissent l'Internationale (1874-1875) et à son abandon par le mouvement ouvrier (1876-1877) est consacré le deuxième volume, 1971 (p. 651 à 1204). Le troisième volume (p. 1205 à 1793) rassemble des textes qui éclairent les origines du parti socialiste.

Il faut remarquer que les documents sont tous conservés à Bruxelles. Les Archives générales du royaume, celles du ministère des Affaires étrangères, celles de la ville de Bruxelles, du Musée royal de l'Armée, les archives de la Police des étrangers, place Poelaert, le Cabinet des manuscrits de la Bibliothèque royale sont les dépôts qui ont été exploités. On trouvera dans ces volumes de très nombreux rapports des autorités judiciaires et de police, spécialement de la police des étrangers ainsi que des notes d'indicateurs à côté des rapports des autorités politiques et militaires. L'auteur a reproduit des documents déjà publiés de manière à constituer un ensemble, ainsi le procès de la société populaire d'Anneessens, 14 avril 1866 (t. I, p. 367-395) repris à *La Belgique judiciaire*. Le titre «Histoire des travailleurs» est trop restrictif, surtout pour la première série 1831-1853, les documents ne concernant pas seulement le mouvement ouvrier au sens étroit, mais fournissant de nombreux renseignements sur les mouvements républicains et démocratiques, ainsi sur l'*Association patriotique* ou *Nationale* qui réclamait en 1831-1838 l'intégrité du territoire et l'exclusion des Nassau.

Les historiens disposent d'une mine d'informations sur la vie, les aspirations, les idées et la réalisations, souvent avortées, des hommes qui voulaient changer un monde trop hostile, sur la condition ouvrière, sur

les formes et l'organisation de la résistance au pouvoir politique et au pouvoir économique, sur les manifestations et les grèves. Que de détails sur les moyens de propagande, journaux, tracts, libelles, chansons dans ces documents qui éclairent aussi l'action du pouvoir et les procédés de la répression. Grâce aux neuf Index établis par Hubert Wouters, l'historien s'orientera aisément dans cette masse compacte. L'auteur a dressé un index des noms de lieux, il indique aussi les noms des hôtels où sont descendus bien des militants ou des cafés où ils se sont réunis. Un index chronologique «Ordre public» reprend les diverses manifestations. Un index «Presse» renvoie à toutes les mentions de journaux. Un index des publications distingue les affiches, les livres et brochures, les chansons, les règlements et les tracts cités. Un index des grèves et conflits de travail a été établi. Un cinquième index classe les associations par nature et par endroit, un sixième répertoire les réunions ou meetings, par endroit et par date, et, pour la dernière série, 1866-1880, un index des entreprises ouvre la série de ces index, enfin un index des noms de personnes permet la consultation rapide de ces recueils.

La première Internationale occupe une place considérable dans cette série de documents. Ce grand mouvement d'organisation ouvrière a été soutenu par de nombreuses publications périodiques. En utilisant cinq périodiques, quatre bruxellois: *La Tribune du Peuple*, *La Nouvelle Tribune du Peuple*, *L'Internationale* et *La Liberté*, et un verviétois, *Le Mirabeau* (*La Liberté* fut le seul qui fut quotidien et pendant quelques mois seulement en 1871), C. OUKHOW a cherché à préciser les activités des fédérations et des sections de Bruxelles et de Wallonie de 1868 à 1872. Les *Documents relatifs à l'histoire de la première Internationale en Wallonie*, *Cahiers*, 47, 1967, LV-376 p. sont donc un choix de textes imprimés: projets de statuts de sociétés diverses, procès-verbaux de séance de sociétés ouvrières, adresses et lettres de sections et fédérations, comptes rendus des congrès belges pendant ces quatre années. L'auteur a reproduit le questionnaire qui aurait dû permettre la rédaction de *Cahiers du Travail*, comparables aux *Cahiers de doléance* à la veille de la Révolution de 1789.

L'historien dispose désormais d'une documentation abondante que vient enrichir la publication des *Documents relatifs aux militants belges de l'Association Internationale des Travailleurs*, par D.E. DEVREESE, *Cahiers*, 79, 1986, 489 p.

Daisy Eveline DEVREESE a eu accès, à l'Institut du Marxisme-Léninisme de Moscou, aux archives que David Borisovic Goldenbach dit Rjazonov, avait rassemblées, à la veille de la première guerre mondiale

en vue de l'édition du *Livre Rouge de l'Internationale*. La documentation rassemblée pour l'édition de la *Marx-Engels Gesamt Ausgabe* (MEGA) fut aussi consultée. Elle a eu également accès aux archives du parti socialiste d'Allemagne (S.P.D.), acquises, en 1923, par l'*Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis*, après la dissolution du parti par Hitler. Ces archives contiennent une autre partie des archives de Marx et d'Engels. Quelques documents proviennent aussi des Archives générales du Royaume à Bruxelles. Enfin, l'auteur a joint aux documents inédits un tiers de textes qui ont déjà été publiés, en original ou en traduction, ou dont on dispose d'un résumé. Le souci de préciser l'action des militants de l'A.I.T. en Belgique et de préserver la continuité chronologique a guidé l'auteur dans ses choix. Les documents s'étendent du 5 février 1865 au 12 décembre 1872. Les annotations témoignent d'une connaissance approfondie de l'histoire de la Première Internationale.

Ces documents abondent en renseignements sur la préparation et le déroulement des Congrès, sur l'organisation des Sections, sur les meetings, sur les grèves et leur répression, notamment les grèves d'avril 1868 dans le pays de Charleroi ou d'avril 1869 chez Cockerill à Seraing. L'âpreté des rivalités personnelles dans cette phase initiale de l'Internationale ouvrière est frappante. Les conflits internes entre partisans du renversement de l'ordre social et organisateurs de la résistance ouvrière, les conceptions divergentes sur la participation à la vie politique comme sur la place du Conseil général, «les hommes de Londres» (p. 424) sont éclairées par de multiples informations. Les historiens de Karl Marx, d'Engels, de Bakounine et de combien d'autres militants de la Première Internationale, surtout des militants belges, devront recourir à ce précieux Cahier. Les difficultés matérielles lancinantes de ces militants apparaissent constamment. Les préoccupations pécuniaires des ces hommes sont pesantes. Que d'obstacles à vaincre pour réunir les fonds nécessaires aux diverses publications, journaux et brochures. L'historien de la presse trouvera aussi des indications, notamment sur *La Tribune du Peuple* (p. 104, 120, 125), sur *La Nouvelle Tribune du Peuple* (p. 131-150), *La Liberté* ou *L'Internationale*.

H. Wouters a fouillé les archives publiques conservées dans le capitale. L. LINOTTE s'est attaqué aux archives de la sûreté publique de la province de Liège et aux archives de la police de la ville de Liège et a publié le résultat de ses recherches dans deux *Cahiers: Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Sûreté publique de la province de Liège*,

*Cahiers*, 34, 1964, 173 p. et *Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Police de la ville de Liège*, *Cahiers*, 53, 1969, 141 p.

Des archives provinciales, L. Linotte a procédé à un classement chronologique, année après année, formant trois dossiers: manifestations, grèves, affaires diverses pour la période 1831-1898. Pour les années 1899-1914, il a conservé le classement administratif, avec la cote d'origine, sans subdivision thématique. Une regrettable lacune de 1835 à 1867, une seconde plus brève, pour les années 1883, 1884, 1885 sont restées inexplicées. L'échange de correspondance du gouverneur de la province de Liège avec les autorités civiles, judiciaires et militaires, voire avec des particuliers «pour tout ce qui touche à la Sûreté publique visant par là presque exclusivement les manifestations ouvrières et les grèves» (p. VIII) constitue l'essentiel de ce fonds, mais non sa totalité car il y a des manifestations d'une grande diversité et qui ne sont pas toutes ouvrières. Pour la première partie, 1831-1898, l'auteur a fait précéder la présentation de chaque carton, constitué d'un ensemble de pièces, d'un résumé analytique. Le développement exceptionnel des industries charbonnière, sidérurgique, métallurgique et lainière dans la province de Liège au XIX<sup>e</sup> siècle a entraîné une croissance rapide du prolétariat. Celui-ci a cherché à améliorer ses conditions d'existence très pénibles dans une lutte dure, se heurtant à une répression impitoyable. Des manifestations et des grèves, sursauts de la misère, se multiplient. Les efforts d'organisation ouvrière sont précoces et originaux. L'Association Internationale des Travailleurs n'est-elle pas très active dans la vallée de la Vesdre dans les années soixante? C'est dire l'intérêt des 15.000 pièces ainsi répertoriées.

Quant aux archives de la Police de la ville de Liège, l'échange de correspondance entre les bourgmestres et échevins de Liège et les autorités civiles, judiciaires et militaires en constitue l'essentiel. Fait curieux, des lacunes de 1852 à 1869 sont aussi à regretter pour les manifestations et les grèves. L. Linotte a classé les documents selon le même principe que pour les archives provinciales. Dans une première partie figurent les manifestations, les grèves et les affaires diverses. Guidé par le classement des archives communales, il a présenté dans une deuxième partie les papiers concernant la bienfaisance publique, dans une troisième ceux relatifs à l'organisation de la police et dans une quatrième les registres indicateurs. Il convient de remarquer qu'il y a peu de pièces antérieures à 1830.

J. LOTHE a publié des *Documents relatifs au mouvement ouvrier*

dans la province de Namur au XIX<sup>e</sup> siècle. 1<sup>ère</sup> partie, 1794-1848, Cahiers, 45, 1967, 194 p. et II<sup>ème</sup> partie, 1849-1866, Cahiers, 57, 1969, 175 p. J. Lothe a dépouillé les archives de l'Etat à Namur, inventoriées pour les régimes français et hollandais, et en cours de classement pour la période postérieure à 1830. Elle a consulté en outre la presse locale pour les années 1848 et 1886. Dans la première partie, elle a présenté le résultat de ses recherches en différents chapitres, où les crises annonaires (an III, 1816-1817, 1829) ou politiques (1830 et 1848) émergent. Sur la suppression et la survivance des corporations, sur l'apparition des premières coalitions (1835), l'auteur apporte aussi nombre de documents inédits.

La seconde partie est divisée en trois périodes, 1849-1867, les années calmes, 1868-1885, années difficiles pendant lesquelles les grèves sont plus nombreuses surtout dans la basse Sambre où l'industrie charbonnière s'était développée, en 1886 enfin, le mouvement n'a pas l'ampleur des manifestations liégeoises ou hennuyères, l'organisation ouvrière étant peu solide avant 1890, dans une région restée longtemps à l'écart de la grande révolution industrielle.

Histoire du mouvement ouvrier, sûrement, mais aussi histoire politique que *L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895)* de Françoise MAHIEU-HOYOIS, Cahiers, 68, 1972, 92 p. Recourant aux archives du Parquet général, de l'Administration des Mines et de la Première inspection générale des Mines, au dossier du procès du Grand Complot au greffe du tribunal correctionnel de Mons, et aux papiers Maroille conservé à la Fédération socialiste boraine. F. Mahieu-Hoyois a retracé l'histoire tourmentée du mouvement socialiste dans le Borinage dans une période cruciale pour son avenir. La consultation des documents publiés par H. Wouters confirme ce que l'on savait de l'importance des mineurs borains dans l'histoire du mouvement ouvrier dans notre pays. Dans cette région de mono-industrie, la lutte ouvrière a longtemps été violente et inorganisée. La revendication salariale à court terme a longtemps prévalu. Le rôle d'un homme, Alfred Defuisseaux, a été décisif. Le *Catéchisme du Peuple*, la lutte pour le suffrage universel, la formation du Parti socialiste républicain, le procès du Grand Complot animèrent les mineurs borains qui trouvèrent dans les coopératives et les caisses de secours mutuels une amélioration immédiate de leur sort. La fusion de la fédération boraine dans le parti ouvrier belge le 15 août 1889, et celle du parti ouvrier belge et du parti socialiste républicain en octobre mettaient un terme à une division périlleuse.

Quatre Cahiers sont consacrés à la présentation de sources qu'il

convient d'utiliser pour écrire l'histoire sociale. L'accent est mis chaque fois sur l'examen de cas particuliers, la réflexion méthodologique visant à une généralisation ou du moins à une adaptation plus large. Ainsi, S. VERVAECK étudie *De samenstelling van de gegoede stand te Mechelen op het einde van de XVIII<sup>e</sup> eeuw en in het begin van de XIX<sup>e</sup> eeuw (1796-1813)*. *Een metodologisch onderzoek, Cahiers*, 11, 1960, 27 p. Quel critère utiliser pour répartir les différentes couches de la noblesse et de la bourgeoisie à Malines sous le régime français? Fortune et profession permettent le mieux une approche quantitative. Utilisant la contribution de 1794 et les contributions personnelle et mobilière de l'an XI et de 1813, S. Vervaeck cherche, après avoir surmonté les difficultés d'identification des contribuables, à répartir ceux-ci en quatre groupes, les familles les plus considérées en dehors de la noblesse, la noblesse, les familles les plus imposées (n'appartenant pas aux deux premiers groupes), les familles les moins imposées.

Dans une deuxième étude, *Enkele bronnen uit de Franse Tijd: Hun belang voor de sociale geschiedenis, Cahiers*, 22, 1962, 108 p., Solange VERVAECK présente une série de sources importantes pour l'histoire de la population et de la société sous le régime français. Elle indique les données concrètes que fournit la consultation de sources fiscales diverses, la levée des contributions de guerre, la perception de différents impôts (foncier, patente, personnel, mobilier, somptuaire, portes et fenêtres). Elle précise ce que l'on peut tirer des listes des 100 et des 600 citoyens les plus imposés, comme des diverses listes de notabilités ou de gardes nationaux. Pour des villes et des communes des départements de la Lys, de l'Escaut, des Deux-Nèthes et de la Dyle, l'auteur fournit les indications bibliographiques et d'archives concernant ces sources, auxquelles elle a joint les dénombrements de population et les registres de l'état-civil.

Au seul impôt forcé du 19 frimaire de l'an IV (10 décembre 1795) à Louvain, K. VANDEN ABEELE a consacré une étude minutieuse, *De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans bewind, Cahiers*, 31, 1963, 86 p. Après un rappel de la législation, l'auteur expose l'exécution de l'emprunt forcé à Louvain, il publie les noms des citoyens de la fameuse 16<sup>e</sup> classe — ceux dont la fortune est de 500.000 livres et au-delà — il précise les mesures de contrainte contre ceux qui ne s'exécutèrent pas dans les délais et il décrit dans le détail les diverses opérations de la municipalité dont il étudie la composition, ainsi que celles de l'autorité départementale, les deux autorités travaillant en symbiose, notamment dans l'accueil

réservé aux réclamations. Au terme de cette analyse de l'application de l'impôt forcé, l'auteur conclut à la crédibilité des résultats..

Une période beaucoup plus étendue a retenu l'attention de H. BALTHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST, *Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIX<sup>e</sup> eeuw (1794-1914). Tweede herwerkte en aangevulde uitgave, Cahiers*, 18, 1965, 134 p. (1<sup>e</sup> éd. 1961). Après un exposé condensé des prises de position des praticiens de l'histoire sociale quantitative, surtout en France, les auteurs examinent les sources qui fournissent de longues séries accessibles aux historiens. Les sources démographiques, en premier lieu, l'état-civil, les registres de population et les recensements, les recueils statistiques, ensuite, puis les diverses sources fiscales. Les sources électorales sont aussi décrites: les listes d'électeurs du régime français, celles des notables auxquels fut soumis le projet de constitution en août 1815, des listes électorales du régime hollandais, celles pour l'élection du Congrès national, celles de 1830 à 1894 et de la révision de la Constitution à 1914. Les éligibles au Sénat ont évidemment leur place, mais en 1965, l'ouvrage indispensable de Jean STENGERS, *Index des éligibles au Sénat (1831-1893)*, 1975, n'était pas encore paru. Ne voulant rien laisser dans l'ombre, les auteurs s'attachent ensuite aux listes des «négociants notables» pour l'élection des juges de commerce, et des listes pour les élections aux conseils de prud'hommes. Enfin sont fournies des indications concernant des groupes particuliers: les nobles, les gardes d'honneur en 1813, les administrateurs de sociétés anonymes, les fonctionnaires et les membres de diverses professions ou de certains milieux.

Un cas d'application: une étude sur le célèbre Meir d'Anvers de 1846 à 1875, met en lumière la qualité de ces sources. Structure et mobilité de la population, fortune et exercice du droit électoral sont examinés, en utilisant les sources décrites, registres de population, patente, cadastre, enregistrement et liste électorales.

\*  
\* \* \*

L'histoire économique a été plus que tout autre transformée par l'application des nouvelles méthodes quantitatives. Guido L. DE BRABANDER, dans son ouvrage *De regionale sectoriële verdeling van de economische activiteit in België (1846-1979): een kritische studie van het bronnenmateriaal, Cahiers*, 97, 1984, 290 p., se fonde sur les théories les plus récentes pour établir, par région et par secteur, la répartition



des activités économiques sur plus d'un siècle. Il définit les critères retenus, après une analyse rigoureuse des difficultés surmontées. La province a été choisie comme cadre géographique et l'emploi productif l'a été comme mesure de référence des activités économiques.

Trois grandes périodes ont été distinguées, de l'indépendance à la première guerre mondiale, l'entre-deux-guerres et depuis 1947. G. de Brabander a appliqué les critères établis aux divers recensements et a dégagé les insuffisances, les lacunes et les corrections à apporter, avec toujours le souci de rendre comparable les données retenues.

Si le Centre a édité des études critiques sur les sources d'histoire sociale et économique, il avait décidé, dès sa première réunion, de publier des documents statistiques manuscrits, datant entre autres des époques française et hollandaise. Nicole CAULIER-MATHY a publié des *Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais*, Cahiers, 25, 1962, 36 p. et 14 tableaux. Il s'agit du tableau des fabriques et manufactures de la province de Liège au 1<sup>er</sup> août 1816, conservé aux Archives de l'Etat à Liège, et de deux statistiques de 1829 de l'*Algemeen Rijks Archief* à La Haye: un état de situation des usines métallurgiques dans le 6<sup>e</sup> district des mines du 4 décembre 1829 et des mines de houille, de plomb et de calamine du 23 septembre 1829 dans le même district. La première enquête a été ordonnée à l'effet de fixer le tarif douanier et on y trouve des remarques sur l'émigration des ouvriers drapiers verviétois comme sur la nécessité de favoriser la fabrique de zinc de Dony. Dans le tableau de 1829 sur les usines métallurgiques, on regrette que les renseignements manquent «pour l'établissement de Seraing appartenant à Monsieur Cockerill», suite à une dépêche de l'Administrateur-Inspecteur des Mines, on s'est dispensé de les recueillir. Le statut particulier de l'établissement de Seraing explique évidemment cette décision. Par contre, dans le 3<sup>e</sup> tableau, on trouve que l'exploitation minière Henri-Guillaume de «Cockerill et Cie» occupe 374 hommes, 15 femmes et 52 enfants, au salaire moyen de 0 fl 70, 0 fl 39 et 0 fl 24, le montant annuel des salaires dépassant les 100.000 fl (103.424 fl 20), cette exploitation étant la plus importante du district.

Le souci de vérifier la valeur des données chiffrées fournies par les recensements et enquêtes statistiques anime J. HANNES, *De economische bedrijvigheid te Brussel, 1846-1847. Controle en aanvulling van de nijverheidstelling van 15-10-1846*, Cahiers, 81, 1975, 137 p. Après une analyse serrée du recensement industriel du 15 octobre 1846, J. Hannes, disposant des copies de l'inventaire des formulaires de recensements, compare les chiffres publiés, ceux de l'inventaire, et les chiffres fournis

par les registres des patentables pour 1846 et 1847. Il en tire des conclusions fermes sur les limites de la «photographie» des situations réelles par le recensement. Des problèmes délicats de définition des métiers ont dû être résolus par des hommes aux compétences restreintes. La comparaison recensés-patentables se heurte à des obstacles: différence de date dans les opérations et remise de bulletins à des entreprises non patentables, comme par exemple les boulangeries militaires ou les écoles dentellières. Au surplus, le recensement industriel ne retient, en cas de cumul, que l'activité professionnelle la plus imposée, or nombreux sont les artisans qui sont aussi boutiquiers vendant des produits qu'ils ne fabriquent pas eux-mêmes. En 1846, d'après le recensement, il n'y aurait eu que 2967 petits commerçants, alors qu'en 1847, il y avait 5487 patentables pour de petites entreprises commerciales (p. 36). Hannes insiste aussi sur le poids de la fraude et de la mauvaise volonté, ainsi que sur l'imprécision des questions posées, lors du recensement, comme par exemple, «Quel est le nombre moyen de vos ouvriers?». L'auteur discerne d'ailleurs avec la même rigueur, les imperfections tant des opérations fiscales que celles du recensement, mais il donne la préférence aux données fournies par l'impôt de la patente, à cause de la longue série de son application: de 1819 à 1914. Hannes commente les résultats de ses recherches, rassemblées dans cinq tableaux et il publie aussi en annexe les réponses concernant les débouchés de l'industrie bruxelloise qui sont médiocres mais où la Hollande a toujours une place importante. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, Bruxelles n'a pas de grande industrie, la prépondérance d'une production artisanale, la prééminence du commerce et le mélange des activités sont évidentes, quelles que soient les lacunes de la documentation.

\*  
\*   \*  
\*

Etablir et publier des inventaires d'archives d'entreprises industrielles avait été un des premiers buts du Centre. Trois grandes sociétés du bassin liégeois ouvrirent leurs portes à M. Colle-Michel: Cockerill-Ougrée, Espérance-Longdoz avant sa fusion avec Cockerill, et la Vieille-Montagne. Depuis la fusion du 27 juin 1955, entre Cockerill et Ougrée-Marihaye, les archives d'Ougrée-Marihaye ont été réunies au château de Seraing aux archives Cockerill. M. COLLE-MICHEL a présenté *Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours, Cahiers*, 9, 1959, 29 p. Ainsi dispose-t-on maintenant d'un inventaire sommaire de trois fonds: Hodson 1813-1833, Cockerill 1809 à nos jours, Ougrée-

Marihaye 1854-1955. Il n'est pas nécessaire de souligner l'importance des deux derniers, qui n'en forment plus qu'un depuis 1955.

*Les archives de la S.A. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours*, Cahiers, 24, 1962, 67 p., ont été classées par M. COLLE-MICHEL, en cinq grandes catégories, documents comptables, techniques, économiques, sociaux, la cinquième catégorie étant réservée aux participations, très importantes à partir de 1900. Les documents sont postérieurs à 1860 (à l'exception du n° 29) et l'inventaire s'arrête à 1930.

*Les archives de la Société des mines et fonderies de zinc de la Vieille-Montagne*, Cahiers, 46, 1966, 96 p., est le troisième fonds que M. COLLE-MICHEL a étudiée. Après un bref historique de l'entreprise, elle fournit un guide pour permettre aux chercheurs de s'orienter dans les archives conservées au siège social à Angleur. Il s'agit «d'archives vivantes dont la Société a un besoin journalier». Si l'auteur n'a pu en dresser un inventaire conforme aux règles de l'archivistique contemporaine, il a divisé son inventaire en deux parties, l'une concernant les grandes étapes du développement de la Société, l'autre relative aux différentes mines et usines.

H. COPPEJANS-DESMEDT, *Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman*, Cahiers, 67, 1971, 52 p. est un inventaire d'archives d'entreprises, conservées dans un dépôt public, à la différence des trois précédentes. Archiviste chevronnée, H. Coppejans-Desmedt est l'auteur du *Guide des archives d'entreprises conservées dans les dépôts publics de Belgique* (Bruxelles, 1975, 358 p.), mais aussi de nombreuses études sur l'histoire de l'industrie textile, c'est dire qu'elle a livré aux chercheurs un inventaire modèle d'archives d'entreprises. Le traitement par ordinateur des séries de salaires de l'entreprise A. Voortman-N.V. Texas 1835-1914 par le Centre d'histoire sociale contemporaine de la *Vrije Universiteit Brussel* depuis 1975 prouve assez la qualité de ces archives.

Outre la publication d'inventaires d'archives d'entreprises privées, le Centre a mis sur le chantier l'édition de documents économiques d'origine privée. Le regretté Bertrand GILLE, un des pionniers de l'histoire des entreprises en France, a publié deux Cahiers contenant une correspondance rarement accessible: *Lettres adressées à la Maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles, I (Crise politique et Crise financière en Belgique) (1838-1840)*, Cahiers, 19, 1961, LVI-391 p. et II (*L'époque des susceptibilités*) 1843-1853, Cahiers, 33, 1963, XVIII-400 p. Dans une introduction nourrie de la consultation d'une

remarquable variété d'archives françaises et belges, publiques et privées, dont celles de la Société générale et évidemment de la Maison Rothschild, B. Gille retrace l'histoire des relations entre la Maison Rothschild et la Belgique pendant les 25 premières années de l'Etat belge. Ces dernières archives ont beaucoup souffert de la deuxième guerre mondiale: il ne reste rien des correspondances reçues à Paris avant 1838, les années 1841 et 1842 manquent également. Il ne reste pas non plus de copies des lettres envoyées à Bruxelles avant 1850, ainsi B. Gille n'a-t-il pu utiliser avant cette date les «instructions» de James de Rothschild à son correspondant à Bruxelles Louis Richtenberger, et il n'a pas trouvé les originaux à Bruxelles dans les archives de la Banque Lambert, «lointain successeur de l'agence Rothschild de Bruxelles». Louis Richtenberger était le beau-père de Samuel Lambert, c'était un «négociateur habile et diligent», «perspicace, habile en affaires, se donnant beaucoup de mal». Richtenberger n'avait cependant «qu'un pouvoir de décision extrêmement limité». Si l'éditeur n'a pas reproduit toutes les lettres courantes de banque, «réservées généralement aux affaires ordinaires», il a par contre reproduit la plupart des lettres particulières dans leur intégralité (lettres envoyées presque chaque jour et parfois plusieurs fois par jour). Comme l'écrit B. Gille, «L'écho des conversations que Richtenberger entretenait régulièrement avec tous les hauts personnages du monde politique ou financier sont presque toujours à la base de ces lettres» (I, p. LIV). Il avait ses entrées au Palais royal car Léopold I avait besoin des Rothschild.

Quatre grandes matières sont traitées dans le premier volume. Les négociations en vue de la conclusion d'emprunts ou de la souscription de bons du trésor viennent en première ligne. Rothschild était le grand fournisseur de crédits à l'Etat belge. Faut-il rappeler qu'à l'époque, il n'y avait quasi pas de souscriptions publiques et que les ministres des finances traitaient avec les banquiers. La maison Rothschild n'a cessé de peser sur le nouvel Etat dont les besoins d'argent étaient grands et le crédit mince.

Les relations entre la maison Rothschild et les banques belges forment un deuxième ensemble. Les rapports sont généralement confiants avec la Société générale, surtout avec son directeur Meeus, quoiqu'ils ne soient pas toujours faciles; ils sont plus délicats avec la Banque de Belgique qui doit être renflouée en décembre 1838 et avec laquelle un accord sera conclu le 24 décembre 1839 pour le paiement à Paris des intérêts et des dividendes de ses actions (texte en annexe, t. I, p. 388-390).

Mêlées aux relations bancaires, de grandes opérations industrielles sont montées; elles sont le plus souvent proposées par la Société générale, il s'agit de charbonnages et d'entreprises sidérurgiques. Il est souvent question des difficultés inextricables dans lesquelles se débat John Cockerill. «Si Cockerill saute, Liège saute et Dieu sait où cela peut mener» avait déclaré le ministre des Travaux publics J.B. Nothomb au ministre de France (dépêche, 10 janvier 1839, t. I, p. 119, n. 2).

Quatrième grand thème, les investissements dans les transports: construction de chemins de fer, les lignes Paris-Bruxelles, Bruxelles-Cologne, le creusement de canaux pour lier les centres houillers au bassin parisien. Les droits de navigation sur les canaux de l'Oise à la Sambre sont souvent objets de discussion dans une période de crise économique et de tension internationale. Le traité de paix entre la Belgique et les Pays-Bas est signé le 19 avril 1839, après de dures négociations, et la Belgique a dû abandonner le Limbourg et le Luxembourg, en 1840, la crise d'Orient menace la paix.

Sur le rôle de Léopold I<sup>er</sup>, chez qui Richtenberger avait ses entrées (le Roi traitait directement avec James de Rothschild) et sur le rôle de Van Praet, les lettres sont riches d'informations et suscitent bien des réflexions. Elles sont intéressantes pour les liens entre le monde politique et le monde financier. Un seul exemple: le 6 février 1839, lors de l'adhésion de Guillaume I<sup>er</sup> au traité, Richtenberger écrit à Rothschild: «je me borne à vous dire aujourd'hui que j'ai vu M. Van Praet qui m'a donné de nouvelles assurances que l'on est à la paix, il m'a même engagé de faire pour lui quelques achats en fonds publics» (t. I, p. 127). Sur les relations avec le monde de la presse, on trouvera aussi des indications sur les démarches pour faire publier des articles.

La richesse du second tome est aussi grande dans les quatre domaines que nous avons distingués pour le premier. Le gouvernement belge veut se libérer de l'emprise de Rothschild, l'emprunt de 84 millions du 29 juin 1844, par souscription publique, fut une réussite. Quant à celui de 1852, la part de Rothschild est minoritaire et elle doit la diviser avec les membres de son syndicat. La création de la Banque nationale en 1850, la concurrence de la maison Oppenheim réduisent l'influence de Rothschild.

Dans les rapports avec la Société générale, des tensions apparaissent notamment à propos de la construction de la ligne de chemin de fer Paris-Bruxelles, adjugée à la Compagnie Rothschild et la confiance régne moins entre Meeus et Rothschild.

Dans ces années de développement rapide des charbonnages, de la

sidérurgie et de la verrerie dans le sillon Sambre et Meuse, si les participations françaises sont importantes, la maison Rothschild est parfois réservée. Elle occupe cependant encore des positions solides, ainsi est-il souvent question de la Société des hauts-fourneaux de Scles-sin. L'obstination de Rothschild d'y obtenir un mandat d'administrateur rencontre la faveur de Meeus qui voyait peut-être en Rotschild ou Talabot (15 janvier 1846, t. II, p. 200), des hommes pouvant intervenir auprès du gouvernement français pour le rendre plus conciliant en matière de douanes pour l'exportation des charbons et des rails.

Enfin, les problèmes ferroviaires et les tarifs de navigation sont toujours évoqués. De la lecture des lettres de cette seconde partie, on retire l'impression d'un certain repli de la maison Rothschild, d'une moindre affinité avec la Société générale. Bertrand Gille avait quelques raisons d'intituler ce second tome «Le temps des susceptibilités».

Il est maintes fois question de charbonnages dans cette correspondance. L'industrie charbonnière a été, en effet, à la source de l'expansion économique au siècle passé. Le Couchant de Mons a occupé une place originale dans le développement de ce qui a été dans cette région une mono-industrie. La Société générale y a joué un rôle considérable. Ph. MOTTEQUIN ayant eu accès à un fonds privé, a publié les *procès-verbaux des Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société générale (1848-1876). Procès-verbaux, tome I. Textes, Cahiers, 72, 558 p. et t. II. Tableaux, Cahiers, 73, 119 p. (559-677 p.), 1973. Après avoir retracé brièvement l'historique des charbonnages patronnés par la Société générale, il décrit le rôle joué par le comité des directeurs des travaux depuis le 5 octobre 1848, début du premier registre, au changement du mandat du président, le 19 septembre 1876, choisi comme terme de la publication. Un glossaire des termes miniers, des notes biographiques des personnages cités, ingénieurs et industriels pour la plupart, sont les bienvenus. Les tâches des directeurs des travaux, seconds personnages en importance après les directeurs gérants, sont multiples. Les problèmes d'exploitation et de production, la sécurité, l'introduction et l'amélioration des nouvelles techniques, la recherche de la réduction du prix de revient, les rapports avec les porions et les ouvriers, les salaires, les relations avec le Corps des mines et avec les conseils de prud'hommes sont de leur domaine. Dans le Couchant de Mons, il y a d'autres charbonnages que ceux dans la mouvance de la Société générale, avec lesquels les relations ne sont pas toujours faciles et la vie propre du Comité connaît aussi des remous. Le Comité se réunit chaque mois et*

des procès-verbaux sont établis, avec des tableaux détaillés des travaux exécutés et des prix de revient, auxquels sont joints parfois des rapports touchant surtout à des problèmes techniques. Dans le tome II, Ph. Mottequin a reproduit 118 tableaux concernant les travaux exécutés, la production, le prix de revient par catégories de travaux, les frais directs d'extraction, les dépenses d'éclairage, la consommation de poudre, etc. Les renseignements concernant les salaires sont révélateurs de la mentalité des ingénieurs. Ils prennent en considération l'écoulement de la production et le coût des denrées alimentaires. En période de prospérité, à l'été 1859 par exemple, le Comité constate que «le taux des salaires a été très élevé en août, par suite des exigences de l'ouvrier qui est aujourd'hui recherché, et qui, tout en demandant augmentation de salaire, réduit son travail. Le Comité se trouve impuissant en présence de cet état de choses» (19 sept. 1859, t. I, p. 284). La concurrence entre les directions de charbonnages fait la part belle à l'ouvrier. «Aujourd'hui, grâce à cet antagonisme, l'ouvrier se rend à sa besogne à l'heure qui lui convient, la quitte quand bon lui semble, travaille autant et si peu qu'il veut et se croit autorisé à répondre à celui qui lui commande un travail: «Fais-le toi-même». Punira-t-on cet ouvrier pour son insubordination? Non, on en a besoin...» (Jemmappes, 12 octobre 1859, rapport du secrétaire A. Sadin, t. I, p. 290).

Sur la méthode pour réduire graduellement les salaires, en période d'accroissement des stocks ou de diminution du prix des denrées alimentaires, les procès-verbaux sont révélateurs: en janvier 1864, le président demande «si vu l'état actuel du commerce, il n'y a pas lieu de réduire les salaires. Plusieurs membres répondent affirmativement et sont d'avis qu'il faut tâcher de les ramener graduellement au taux de trois francs; à cet effet, il est convenu qu'on procédera à cette mesure d'une manière insensible, c'est-à-dire en diminuant partiellement ou par chantiers et en commençant par ceux où les ouvriers jouissent du plus fort salaire» (19 janv. 1864, t. I, p. 379).

En juillet 1866, lors de l'épidémie de choléra, les réactions du Comité manifestent la force des tabous sociaux, du vin, de la viande pour des ouvriers, vous n'y pensez pas! «Les prétentions des ouvriers vont toujours croissant, non seulement ils penchent à obtenir des salaires plus élevés, mais ils vont même jusqu'à vouloir exiger de la viande et du vin, sous prétexte que les médecins leur recommandent l'usage de ces fortifiants. Tous les membres présents sont d'accord pour résister énergiquement à ces demandes exorbitantes (sic)» (14 juillet 1866, t. I, p. 399). En avril 1870, le Comité n'est pas d'avis de baisser les salaires

«parce que les fauteurs de désordre, les orateurs de l'Internationale continuent leur campagne dans notre localité et qu'il serait inopportun de donner aux ouvriers des motifs de mécontentement dans un moment où ils sont surexcités par les provocations perfides de nos jeunes démagogues» (19 avril 1870, Cuesmes, t. I, p. 437). En octobre de la même année, alors que «la demande de charbon fait généralement défaut», le président suggère une réduction des salaires à 3 f 25-3 f 50 «mais il recommande de ne le faire qu'avec la plus grande prudence et graduellement car il est beaucoup de charbonnages où les ouvriers ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine et la réduction des salaires outre-mesure mettrait ces malheureux dans l'impossibilité de manger du pain. Cette observation est prise en considération» (18 octobre 1870, t. I, p. 446).

La construction de maisons ouvrières avec jardin a retenu aussi l'attention du comité, qui y est favorable mais il est partagé sur les avantages de la propriété ou de la location, car celle-ci permet d'exercer une certaine influence sur les ouvriers (16 juillet 1855, t. I, p. 218).

Ainsi pour l'histoire sociale, ces procès-verbaux sont précieux, l'histoire des techniques en tirera aussi grand profit, quant à l'historien de l'économie, il regrettera que le problème des prix des charbons soit laissé à l'Association des directeurs-gérants.

\*  
\*   \*  
\*

Les sociétés anonymes sont intimement liées à la transformation économique au XIX<sup>e</sup> siècle. Non seulement les historiens de métier, mais tous ceux qui s'intéressent au passé récent de notre pays dans de multiples domaines (domaines qui ne sont pas uniquement économiques), tous ceux qui sont soucieux de retrouver les faits et gestes de leurs ancêtres ayant eu quelque attache avec le monde des affaires, de l'industrie, de la finance ou du commerce ou avec celui de la politique, mondes d'ailleurs étroitement liés, remercieront Julienne LAUREYSSENS d'avoir publié l'ouvrage *Industriële Naamloze Vennootschappen in België, 1819-1857, Cahiers, 78, 1975, 771 p.*

Elle a classé les sociétés anonymes créées entre ces deux dates en quatre grandes catégories: charbonnages, métallurgie, transport et industries diverses (textile, verre et papier). Elle a réservé un sort particulier au groupe de la Société générale et à celui de la Banque de Belgique. Pour chaque société, elle donne les indications bibliographiques qui



permettent de retrouver les actes officiels de constitution de la société, le capital, les apports, l'évolution du capital et, pour 1, 2 ou 3 années, la composition du conseil d'administration, le plus souvent celle du collège des commissaires et très fréquemment le nom du directeur.

Pour nombre de sociétés, Julienne Laureyssens a établi un historique de l'évolution de la société, contenant de nombreux renseignements inédits. Car si l'auteur a utilisé les recueils officiels, *Bulletin officiel des lois et arrêtés royaux*, *Moniteur belge*, *Pasinomie*, et les répertoires de TRIOEN et DEMEUR, elle a fouillé pendant des années les fonds des Archives générales du royaume, notamment les archives de la Société Générale et celles des Chambres de commerce, les fonds des Archives du ministère des Affaires étrangères, la célèbre collection des sociétés anonymes, et ceux de l'*Algemeen Rijksarchief* et du *Koninklijke Huisarchief* de La Haye. Des journaux de l'époque ont aussi été utilisés ainsi que des histoires d'entreprises. C'est dire l'intérêt de ces notices pour l'histoire des trente premières années de la Belgique indépendante. Une deuxième partie de ce *Cahier* est un index biographique des personnes citées, il couvre plus de 200 pages, de la page 530 à la page 752. Outre les archives, les recueils et les publications déjà mentionnées, l'auteur a consulté les registres de l'Etat civil de plusieurs villes, ainsi que des archives judiciaires et d'autres fonds. Cet index rendra bien des services.

\*  
\*   \*  
\*

Les fondateurs du Centre avaient placé en tête des «recueils que l'on désirerait voir établir et publier», les «recueils des documents relatifs aux grandes négociations diplomatiques». Il fallut attendre 1969 pour voir paraître *La Guerre de Sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines, 1861-1865, Cahiers*, 56, 1969, XXVIII-320 p. La parution, sous les auspices de l'Académie royale de Belgique, des *Documents diplomatiques belges 1920-1940* par Ch. DE VISSCHER et F. VANLANGENHOVE, Bruxelles, 5 tomes, 1964-1969, dans une série *Documents relatifs au statut international de la Belgique depuis 1830* explique évidemment l'abstention du Centre. Il a décidé de publier les documents américains sur la Guerre de Sécession et la Belgique parce qu'il n'y avait pas de risque de double recherche. F. BALACE a dépouillé aux *National Archives* à Washington les dépêches du ministre à Bruxelles Henry Shelton Sanford au Secrétaire d'Etat William E. Seward et à la *Sanford Memorial Library*, la correspondance privée de Sanford, d'une part, à

la *Library of Congress* la correspondance de l'envoyé sudiste à Bruxelles, Ambrose Dudley Mann, d'autre part. L'auteur, dans son introduction à l'édition de 250 documents dont il donne pour chacun un bref résumé en français, précise l'attitude de Léopold I<sup>er</sup> et du gouvernement belge au cours du conflit. Sur la politique du Roi et sur celle de ses ministres, sur l'opinion publique belge, sur les tentatives des diplomates pour se concilier les organes de presse, cet ensemble de documents choisis apporte une masse d'informations. Outre l'approche de Léon Bérardi, de l'*Indépendance belge* par Sanford, mentionnons, dans le milieu de la presse, le projet de création de journal envoyé par Julien Jottrand à Sanford, le 18 janvier 1865, mais repoussé par le diplomate américain (p. 276-286), Jottrand qui, dès 1861, vantait l'importance des 70 ou 80 journaux en langue flamande (p. 119). On trouvera peu de lettres sur les achats d'armes ou sur le recrutement de «volontaires», F. Balace ayant consacré à ces problèmes des études particulières.

\*  
\* \* \*

Au début de ses activités, le Centre avait décidé de publier des mémoires de licence dont la valeur lui paraissait mériter une plus large lecture que celle permise par la consultation difficile dans les bibliothèques universitaires. Après la parution du Mémoire n<sup>o</sup> IV, il a renoncé à publier des mémoires car leur nombre allait croissant et a décidé de consacrer les crédits de publication à des *Cahiers* dont l'objet répondait à des choix délibérés.

Robert DEVLEESHOUWER inaugura la série: *Les Belges et le danger de guerre 1910-1914, Mémoires*, I, 1958. 367 p. est un exposé des politiques militaire et diplomatique du gouvernement catholique, de l'attitude des oppositions libérale et socialiste, et des réactions de l'opinion publique aux mesures gouvernementales et aux événements internationaux qui précédèrent le premier conflit mondial.

Colette LEBAS, dans son mémoire *L'Union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif, Mémoires*, III, 1960, 300 p., 4 tableaux, définit l'Union comme un système politique comprenant «un ministère mixte, une majorité législative mixte, un principe de base: la transaction», interprétant, dans la pratique, la prérogative royale de dissolution dans un sens assez littéral et s'exprimant par des lois bridant l'action des partis au niveau provincial et communal (p. 7). La classification des hommes politiques fondée sur les prises de position et les votes sur les problèmes concrets est fort

originale et pleine d'enseignements. Colette Lebas, après avoir étudié le rétablissement d'un système d'union, a bien mis en valeur «la pénétration accentuée du régime de parti dans le régime d'union» et montré les limites du système.

Deux mémoires d'histoire du mouvement ouvrier à Gand et à Bruges ont également été publiés: D. DE WEERDT, *De Gentse textielbewerkers en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent, Mémoires*, II, 1959, 242 p. et Romain VAN EENOO, *Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914), Mémoires*, IV, 1959, 335 p.

Gand, le grand centre de l'industrie textile, a été un des berceaux du mouvement ouvrier. L'abolition de la loi sur les coalitions et la fondation de la coopérative «Vooruit» sont les limites chronologiques d'une étude sur les conditions matérielles, le niveau d'instruction et la condition morale et religieuse des ouvriers, tant de l'industrie linière que cotonnière gantoise, en 1885, chacune des branches comptait, à 239 unités près, le même nombre d'ouvriers, 8418 pour le lin, 8179 pour le coton (p. 13). L'attitude à l'égard de la question flamande a été traitée et le rôle d'Emile Moyson, anticatholique flamingant précisé.

Après avoir examiné l'émigration ouvrière en période de crise, l'auteur étudie les diverses organisations ouvrières. Les phases de développement du syndicalisme, l'influence de l'Internationale, la montée du socialisme, ont été décrites avec les grèves en toile de fond. Enfin, D. De Weerdts étudie la création des coopératives, principalement «De Vrije Bakkers» d'où se retirèrent, en 1880, derrière Edouard Anseele et Van Beveren, les socialistes, pour fonder la célèbre coopérative «Vooruit».

Gand, ville de grande industrie — en 1885, *La Lys* occupait 2450 ouvriers, *La Gantoise* 2099 et 12 entreprises de plus de 350 ouvriers en occupaient 13.144, soit 78% du total (De Weerdts, p. 13) — a été plus agitée que Bruges par les luttes ouvrières, mais Bruges a connu un mouvement ouvrier *sui generis*, fortement marqué par les luttes politiques et par la puissance du catholicisme. Les conceptions corporatives y étaient fortes, la gilde des métiers longtemps souveraine. R. Van Eenoo accorde une large place aux luttes électorales et aux conséquences de l'application du suffrage plural. La démocratie chrétienne turbulente, le progressisme libéral remuant, le socialisme frêle, trois groupes où les préoccupations linguistiques et sociales sont mêlées, n'ébranlèrent pas la citadelle du catholicisme traditionnel. L'apparition tardive du syndicalisme, sa faiblesse, sa division en syndicats indépendants, en syndicats chrétiens qui se sont dégagés de la gilde et en syndicats socialistes

contrastent avec la puissance et la cohésion du mouvement ouvrier dans d'autres régions.

\*  
\* \* \*

Ce survol rapide des publications du Centre n'est pas un palmarès, ce n'est pas non plus une revue critique. Il apporte du moins des éléments pour dresser le bilan d'un Centre qui a traversé trente ans d'une période difficile pour la recherche scientifique en Belgique. Celle-ci a souffert des conceptions différentes de l'organisation de la recherche, surtout dans le domaine historique, de la transformation profonde des Universités et du malaise croissant des finances publiques. Depuis plus de dix ans, les préoccupations financières ont été lancinantes pour les membres du Comité directeur. Elles expliquent largement pourquoi tous les objectifs n'ont pas été atteints. Forcé de réduire le cadre des collaborateurs et de limiter les publications, le Comité directeur a dû se résoudre à une activité ralentie. Malgré ces contraintes, il a mis à la disposition de ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Belgique contemporaine, spécialement de 1789 à 1940, un ensemble structuré de moyens de recherche et de documents: bibliographies, répertoires de presse, inventaires d'archives, collection de documents, notamment de correspondances, dans des domaines très divers.

A l'origine, le Centre répondait au souci des professeurs d'histoire contemporaine de voir reconnaître l'importance de leur période. Le *Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges. Tome I: 1945-1975*, Cahiers 100, 1985, p. 234, que Jean-Pierre HENDRICKX a établi prouve assez la place que l'histoire contemporaine occupe aujourd'hui dans la recherche universitaire. Il faut remercier l'auteur de ce répertoire pour son obstination à recueillir les informations nécessaires à la réalisation de son travail. Le classement par thèmes et les indications bibliographiques précieuses sur les publications qui ont été faites des mémoires et des thèses rendra de grands services. Ces mémoires de licence, ces thèses doctorales témoignent de la vitalité de la recherche dans un domaine qui a aussi la faveur d'un large public.

Une pensée émue et reconnaissante ira à ceux qui ont donné beaucoup d'eux-mêmes à ce qui, à l'origine, paraissait une aventure: le président Guillaume Jacquemyns, à la diplomatie souriante, le secrétaire-trésorier Jan Dhondt, au dévouement inlassable, à l'énergie indomptable, Mgr Aloïs Simon et John Bartier, modèles de tolérance active et de compétence aiguë.

## HONDERD BIJDRAGEN

In ons land stond de Hedendaagse of Nieuwste Geschiedenis, die de XIX<sup>e</sup> en de XX<sup>e</sup> eeuw tot onderzoeksobject heeft, tot voor enkele decennia niet in de gunst van de academische en universitaire milieus. Men meende dat studies over recente geschiedenis van mindere kwaliteit waren omdat er geen ontcijferen van moeilijk geschrift aan te pas komt en omdat er evenmin taalproblemen op te lossen vallen. De taak van een specialist in Nieuwste Geschiedenis zou er veel eenvoudiger uitzien: hij kon immers getuigen ondervragen en had gedrukt materiaal ter beschikking. Het was dus erg verleidelijk om zijn werkzaamheden te vergelijken met die van een journalist. Volgens de traditioneel gevormde erudieten leek dat veel minder wetenschappelijk.

In een halve eeuw tijds is deze houding volkomen gewijzigd. De radio en vooral de televisie deden beroep op vakhistorici — specialisten op het terrein van de nieuwste geschiedenis. Deze moesten voldoen aan de vraag van het publiek naar meer duiding en informatie over het recente verleden, zelfs over het eigentijds gebeuren. Vooral de twee wereldoorlogen, de tussenoorlogse periode, de diepgaande veranderingen die de maatschappij na de Bevrijding had ondergaan, trokken de aandacht. Herdenkingen en vieringen van verjaardagen als 1830, 1914, 1934, 1940, 1945 deden het aantal tentoonstellingen, colloquia, radio- en televisieprogramma's hoog oplopen. Thans is de Hedendaagse of Nieuwste Geschiedenis als discipline algemeen erkend en ingeburgerd.

Inzake waardering van het brede publiek kan hetzelfde niet gezegd van het Interuniversitair Centrum voor Hedendaagse Geschiedenis. Het wijdde zich vooral aan het stille en erg ondankbare werk van het opmaken van waardevolle werkinstrumenten bestemd voor wie zich op het terrein van de Nieuwste Geschiedenis wetenschappelijk wilde inwerken.

Dat Centrum werd opgericht onder de vorm van een Vereniging zonder winstgevend doel en de Statuten verschenen in *Het Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1955. In dezelfde periode ontstonden met de steun van het ministerie van Nationale Opvoeding, tal van wetenschappelijke centra. In de beginjaren was de Beheerraad in staat om met de verleende kredieten meerdere vorsers aan te trekken en hen welomschreven op-

drachten toe te vertrouwen. Onder druk van budgetaire beperkingen zag hij zich later verplicht om slechts deeltijdse medewerkers in te schakelen; de toestand is nu zo dat zijn taak zich noodgedwongen herleid heeft tot het publiceren van de bekomen resultaten.

Vooraf dient nog onderstreept dat het Centrum niet de bedoeling had om vorsers op hoog niveau te vormen, — die taak hoort toe aan de universiteiten — maar wel om basisrepertoria te maken en bronnen te publiceren.

\*  
\*   \*  
\*

Honderd *Bijdragen* zijn inmiddels verschenen. Het loont stellig de moeite om in een snelle synthese een overzicht van deze indrukwekkende reeks te bieden.

Een eerste en zeer voorname doelstelling van het Bestuurscomité van het Centrum bestond erin degelijke bibliografieën van de Nieuwste Geschiedenis van België tot stand te brengen. Reeds in 1960 publiceerde Paul GÉRIN de *Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1789-21 juillet 1831*, *Bijdrage* 15, 430 blz.<sup>1</sup> Vijf jaar later verschenen ongeveer gelijktijdig van de hand van Solange VERVAECK de *Bibliografie van de Geschiedenis van België - Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1831-1865*, *Bijdrage* 37, 1965, 303 blz. en van J. DE BELDER en J. HANNES een gelijkaardige bibliografie voor de jaren *1865-1914*, 1965, 301 blz. Dit jaar nog kwam de tussenoerlogse periode aan de beurt met de *Bibliografie van de Geschiedenis van België - Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1914-1940*, *Bijdrage* 91, 1986, 409 blz. door Micheline HEYSE en R. VAN EENOO, secretaris van het Centrum. Ondertussen is een kwart eeuw verstreken en is het aantal historische studies betreffende deze periode alweer sterk toegenomen zodat een herwerking van de oudste bibliografieën zich opdringt. Dat probleem behoort momenteel tot de hoofdzorgen van het Centrum.

Niemand ontkent de enorme betekenis van de officiële publicaties voor de historiografie in om het even welk politiek regime maar vooral in parlementaire democratieën. Dank zij Denise DE WEERDT beschik-

<sup>1</sup> De uitgeverij Nauwelaerts, Leuven-Louvain en Beatrice Nauwelaerts stonden in voor de verspreiding van de uitgaven van het Centrum vanaf 1957. Vanaf *Bijdrage*, 93, werd de zetel van de uitgeverij overgebracht naar Brussel. De drukkerij N.V. Erasmus te Wetteren verzorgde het drukwerk.

ken de historici vanaf 1963 over een *Bibliographie rétrospective des publications officielles de la Belgique, 1794-1914*, *Bijdrage* 30, 427 blz.

De diensten die deze bibliografieën inmiddels aan de historici en aan de gemeenschap in het algemeen hebben bewezen, zullen wel onmeetbaar blijven.

In 1959 verscheen verder nog een originele bibliografie van de hand van Maurits DE VROEDE, *Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860*, *Bijdrage* 8, 351 blz. De auteur klasseerde systematisch alle studies en gedrukte bronnen en breidde zijn opzoekingen uit tot het terrein van de archiefbronnen, waaronder vooral de onuitgegeven briefwisseling (blz. 282-324). Zo stelde hij een breed geheel van informatiemogelijkheden ter beschikking van wie een onderzoek wilde ondernemen naar het verloop van de Vlaamse Beweging tijdens de eerste dertig jaren van de Belgische Staat.

Even origineel van aanpak waren de *Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique* (2<sup>e</sup> uitg.) van de hand van Jan DHONDT en Solange VERVAECK, *Bijdrage* 13, 1964, 88 blz. De eerste uitgave van 1960 was snel uitgeput. Dat waardevolle *vademecum* bevat een lijst van de voornaamste biografische repertoria geklasseerd in chronologische, geografische en socio-professionele orde. Daaraan voegden de auteurs een overzicht toe van de werkinstrumenten die nodig zijn om een biografie op te maken.

\*  
\*   \*  
\*

Van bij de stichting genoot de opmaak en de publicatie van persrepertoria grote voorrang. Wijlen John Bartier stelde „*het inleidend rapport*” van dat project op. Een aanzienlijk deel van de inspanningen werd daaraan besteed. Reeds in 1962 publiceerden Romain VAN EENOO en Arthur VERMEERSCH een *Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914*, *Bijdrage*, 23, 1962, 87 blz.; in 1973 gevolgd door een voortzetting en aanvulling op hun eerste overzicht *Bijdrage* 74, 1973, 116 blz. Voortaan konden studenten, die van hun promotoren een licenciaatsverhandeling over één of andere thema van de persgeschiedenis voorgesteld kregen, beschikken over waardevolle werkinstrumenten. Het repertorium van Anne MORELLI, *La presse italienne en Belgique, 1919-1945*, *Bijdrage* 94, 1981, 137 blz. bestrijkt het ganse grondgebied van België, maar vormt eigenlijk een buitenbeentje. Ze wilde niet alleen een opgave bieden van alle Italiaanse krantentitels maar

terzelfdertijd „begrip trachten te wekken voor de verschillende ideologische stromingen die zich van 1919 tot 1945 in de schoot van de emigranten manifesteerden” (blz. 4).

Ook op het nationale vlak verschenen verder drie studies die hetzij een opvallende periode hetzij een typisch jaar belichten. Reeds in 1958 kwam *Bijdrage 4* gewijd aan *Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische pers, 1830-1848*, 1958, 153 blz. tot stand. Feitelijk gingen onder de algemene titel twee uiteenlopende benaderingen schuil: A.J. VERMEERSCH behandelde de structuur van de Belgische pers vanaf 1830 tot 1848 (blz. 3 tot 135) terwijl H. WOUTERS de analyse van de radicale pers tijdens de roes van de onafhankelijkheid voor zijn rekening nam (1830-1844) (blz. 137-153). Steunend op een grondig archiefonderzoek en op een nauwgezette lectuur van de voornaamste dagbladen slaagde Arthur VERMEERSCH erin de politieke krachten vast te leggen die het ontstaan en de verdere evolutie van deze dagbladen goeddeels hadden bepaald. De dagbladen hadden tussen 1830 en 1848 eerder een beperkte verspreiding en hun invloed was moeilijk meetbaar. Vooral politieke factoren bepaalden de keus en de verdeling van de dagbladen: 6 bladen behoorden tot de katholieke opinie, 1 tot de unionistische, 5 tot de liberale, 1 was orangist en 2 radikaal. Na 1840 werd de invloed van de kerk en van de economie duidelijker voelbaar. Zelfs de verschijningsvormen van de personernemingen droegen daarvan sporen. Van zijn kant legde Hubert Wouters vooral de nadruk op de bladen die tegen het revolutionaire bewind van 1830 in verzet kwamen. Veel aandacht besteedde hij aan het blad *Den Waren Volksvriend* dat hij later integraal zou uitgeven in zijn *Documenten betreffende de arbeidersbeweging*, *Bijdrage*, 27, 3<sup>e</sup> deel, blz. 1051-1212.

Vijf jaar later verzorgde Jacques LORY een *Panorama de la presse belge en 1870-1871*, *Bijdrage* 32, 1963, 39 blz. Uit dat onderzoek blijkt dat de toenmalige pers sterk politiek gekleurd was en beheerst werd door de hoofdstedelijke organen. In 1870-1871 kwam ze in de greep van de Frans-Duitse oorlog en de Commune van Parijs.

De studie van Marie LEROY, *La presse belge en Belgique libre et à l'étranger en 1918*, *Bijdrage* 73, 1971, 274 blz. vertrok vanuit een andere optiek. Zij voerde een inhoudsanalyse door van zes dagbladen met name *le xx<sup>e</sup> siècle*, *la Nation Belge*, *l'Indépendance belge*, *De Belgische Standaard*, *Ons Vaderland*, *Le Socialiste belge* - *De Belgische socialist* en *L'Opinion Wallonne*. Ze weerhield het jaar 1918 en acht thema's: de vrede, het internationaal socialisme, de Paus, de regering, het taalprobleem, het internationaal statuut



van België, het annexionisme, de regering, de na-oorlogse perspectieven.

Achteraf confronteerde ze de gekwantificeerde bevindingen met de inzichten die ze uit de lectuur van de artikels opdeed. Uit de frequentie van de thema's bleek dat de aandacht van deze dagbladen vooral toegespitst was op de regeringspolitiek, op de vraagstukken van oorlog en vrede en op het taalprobleem. Haar algemene vaststellingen over de houding van die organen t.o.v. het veertienpuntenplan van Wilson, het taalvraagstuk en de na-oorlogse toestanden zijn zeer lezenswaard. Verder onderstreepte ze dat het zelfbeschikkingsrecht der volkeren sterk aan bod kwam, dat — met uitzondering evenwel van de *Belgische socialist* — de kieswethervorming nauwelijks behandeld werd en dat het taalstaatut van Brussel regelmatig de voorpagina's haalde.

Jacques WILLEQUET publiceerde een geheel van *Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1887-1914*, *Bijdrage* 16, 1961, 87 blz. die afkomstig waren uit de archieven van het Ministerie van Buitenlandse Zaken te Brussel en te Bonn. Door deze studie kennen we voortaan voor het jaar 1887 o.m. de namen van de perscorrespondenten van de provinciale bladen werkzaam te Brussel en vice-versa, de correspondenten van buitenlandse dagbladen die in België vertoefden en de buitenlandse correspondenten aan Belgische bladen. Een rapport van George Nieter — die even later in een groot schandaal verwickeld geraakte — biedt inzicht in de rol van de persagentschappen te Brussel. Via de briefwisseling van de Duitse ministers te Brussel, die de auteur vertaalde, leren we hoe angstvallig Duitsland de ontwikkeling van de Belgische pers op de voet volgde en hoe het zich tussen 1887 en 1914 inspande om het klimaat in gunstige zin te oriënteren.

\*  
\* \* \*

Vooraf op het regionale en lokale vlak werd bijzonder verdienstelijk werk geleverd en zijn de publicaties van het Centrum talrijk. Het lag van meetaf aan in de bedoeling van de Beheerraad om het onderzoek over gans het land uit te breiden. Dat objectief werd nog niet helemaal bereikt, maar de hoop is reëel dat dit heel binnenkort wél het geval zal zijn. Aanvankelijk lag de eindgrens op 1914, geleidelijk wordt die opgeschoven tot 1940. De aanzet tot die tweede fase is reeds merkbaar in de repertoria betreffende de arrondissementen van Bergen en Zinnik.

Dank zij het bestaan van deze repertoria is het onderzoek in alle

richtingen inzake nieuwste geschiedenis op zeer ruime wijze vergemakkelijkt: het is voldoende bekend dat die ontelbare lokale bladen een schat aan informatie bevatten.

Van elk blad werd een soort van identiteitskaart opgemaakt. Daarop komen vrijwel steeds dezelfde gegevens voor: de titel, de ondertitel, het vignet, het motto, de periodiciteit en het aantal uitgaven, het formaat, het aantal bladzijden en kolommen, de prijs van een los nummer, van een abonnement en van de publiciteit, de stichtingsdatum en de datum van het laatste nummer, en uiteindelijk — wat een heel moeilijk te achterhalen gegeven is — de oplage. Verder komen de mensen achter de titels aan de beurt, met name de stichters, de eigenaars, de uitgevers, de drukkers, de hoofdredacteur, de redacteur en de medewerkers. In de XIX<sup>e</sup> eeuw gebeurde het niet zelden dat één persoon tegelijk verschillende functies waarnam of dat een functie door verschillende personen werd uitgeoefend. Verder worden vermeld: de adressen van de administratie en van de redactie; de aard van de publicatie (informatie-, financieel-, cultureel- of sportblad) en de politieke strekking. Besluitend volgt een gegeven dat natuurlijk voor een historicus een grote betekenis heeft, met name de stand van de verzamelingen en de plaats van bewaring. Deze repertoria bevatten naast die indrukwekkende reeks steekkaarten, — die een onwaarschijnlijke en onmeetbare som aan inspanningen vertegenwoordigen — telkens een persgeschiedenis van de streek of van de stad. Deze overzichten worden vaak ondersteund door grafieken en tabellen waarin de bestaansduur en de verspreiding volgens ideologische affiniteit of specialisatie in beeld worden gebracht. Vrijwel steeds worden die repertoria afgesloten met indices waarin het perslandschap in chronologische en alfabetische overzichten wordt samengebald, samen met indices van persoons- en plaatsnamen. In sommige gevallen groeiden die repertoria uit tot doorwrochte stads- of streekmonografieën.

De hoofdkenmerken van de pers van deze periode zien eruit als volgt: het was overwegend een opiniepers; gans het perswereldje was sterk schatplichtig aan de politieke wereld; de partijstrijd tussen klerikalen en liberalen en de taalbewegingen oefenden een diepe invloed uit. Dezelfde thema's treft men evenzeer aan in de vele kiesbladen die in sommige persrepertoria werden opgenomen. Deze repertoria, en dat aspect dient wel benadrukt, beperken zich niet uitsluitend tot de politieke pers, maar behandelen tevens de theater-, de financiële, de notariële, de syndicale en de sportpers. Zelfs de dialectpers wordt niet vergeten.

Een meer geografische voorstelling zal dat beeld voor de lezer

duidelijker maken. Zo is het onderzoek, voor wat West-Vlaanderen betreft, volledig beëindigd. Romain VAN EENOO toonde de weg in: *De pers te Brugge, 1792-1914, Bouwstoffen, Bijdrage* 20, 1961, 241 blz. Dank zij zijn grondige kennis van het Brugse verleden, kon hij waardevolle informatie omtrent het perspersoneel en de strekking van de dagbladen aanbrengen. De tegenstelling tussen katholieken en liberalen was te Brugge overheersend. De katholieken beschikten achtereenvolgens over het dagblad *Le Nouvelliste du Nord* (zes maanden later omgedoopt tot *Le Nouvelliste des Flandres*, om vanaf 1848 *La Patrie* te heten), de liberalen lazen *Le Journal de Bruges*. Merkwaardig is wel dat *Le Nouvelliste du Nord* en *Le Journal de Bruges* vrijwel terzelfdertijd ontstonden, namelijk in de maand april 1837. Zowel de groep *Le Nouvelliste des Flandres - La Patrie* als *Le Journal de Bruges* vertegenwoordigden vrijwel ononderbroken tot 1914 hetzelfde politieke opinieveld. Een uitzonderlijk gegeven in de toenmalige Vlaamse pers was het feit dat *De Standaard van Vlaanderen*, — katholiek-unionist van signatuur waaruit later *Le Nouvelliste du Nord* zou groeien —, in 1832 gedurende een half jaar als dagblad verscheen. Vier jaar later bracht Edmond VOORDECKERS, *Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914), Bijdrage*, 43, 1965, 206 blz. alle bladen van dat half industriële-half agrarische arrondissement, per lokaliteit en per drukker bijeen. H. DEGRAER, W. MAERVOET, F. MARTENS, F. SIMON en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, *Repertorium van de pers in West-Vlaanderen 1807-1914. De arrondissementen Oostende, Brugge, Diksmuide, Ieper, Kortrijk, Tielt en Veurne, Bijdrage* 48, 1968, 415 blz. werkten de provincie verder af. Jan Dhondt verdeelde de taken, H. Degraer nam het leeuwendeel voor zijn rekening.

Alweer dank zij het dynamisme van Jan Dhondt, werd het onderzoek van de provincie Oost-Vlaanderen eveneens afgesloten. E. VOORDECKERS, *Bijdragen tot de geschiedenis van de Gentse pers. Repertorium (1667-1914), Bijdrage* 35, 1964, 677 blz. stond in voor de opmaak van het repertorium van Gent. De studie begint met de *Ghentsche Post-Tijdinghen* en eindigt in 1914. Deze publicatie is bijzonder rijk van inhoud en telt niet minder dan 521 titels. Het hoeft niet gezegd dat het aantal Gentse bladen vooral tijdens de XIX<sup>e</sup> eeuw hoog opliep. Naast een stevige gedocumenteerde analyse van elk blad, bezorgde de auteur nog een waardevolle bibliografie. De pers van het arrondissement Aalst werd bestudeerd door H. LIEBAUT, *Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst, 1840-1914, Bijdrage* 41, 1967, 188 blz. Het werk van Rudy MESSENS, *Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van*

*Gent en het arrondissement Aalst, 1784-1914*), *Bijdrage* 59, 1969, 467 blz. rondde het onderzoek omtrent de pers van deze provincie af. Te Aalst werd de politieke strijd tussen liberalen en katholieken vooral door de weekbladen uitgevochten. Men moet wachten tot 10 maart 1910 vooraleer het katholiek weekblad *De Volkstem* (opgericht in 1895) omgevormd werd tot dagblad. H. Liebaut wees op de niet geringe persbedrijvigheid van de gebroeders Daens. R. Messens onderstreepte het overwicht van de katholieke pers na 1890 in de centra Oudenaarde en Eeklo. In Eeklo ging het vooral om ultramontanen. Tussen 1865 en 1890 kwam de liberale pers vooral in Dendermonde, Ronse en Sint-Niklaas sterk tot ontwikkeling.

Het initiatief van Jan Dhondt was alweer aanwijsbaar bij het onderzoek van Antwerpen. Ook die provincie is tot 1914 helemaal in kaart gebracht. H. DE BORGER, *Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914*, *Bijdrage* 49, 1968, 720 blz. bood ons een alfabetisch en chronologisch repertorium van de pers van de stad Antwerpen. Van sommige bladen, als bv. de *Journal d'Anvers* (1813-1882), dat het lijfblad was van de liberale doctrinairen, is de informatie over het karakter en de financiële structuur uitzonderlijk gedetailleerd. De druk van het economische leven op de ontwikkeling van de pers werd knap onderlijnd.

Met A. THIJS (met medewerking van G. BULTHE en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH), *Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs) 1833-1914*, *Bijdrage* 58, 1970, 363 blz. staan we opnieuw voor een groepswerk. Ook deze regionale pers was sterk katholiek of liberaal geëngageerd. De taalproblematiek manifesteerde er zich duidelijk. De ondernemingsgeest van één uitgever, J.B. Augustynen de Berlaert is opvallend: tussen 1901 en 1914 stichtte hij niet minder dan 40 kranten in 27 gemeenten in de streek van Lier. Pierre RYCKMANS, *Drukkers en pers te Mechelen (1773-1914)*, *Repertorium*, *Bijdrage* 70, 589 blz. onderscheidde zich door een zeer nauwgezet onderzoek naar de bedrijvigheid van de drukkers van dagbladen te Mechelen en van de kantons Mechelen en Puurs. Zijn repertorium wordt gevolgd door een chronologisch overzicht van de *kiespamfletten* tussen 1830 en 1911 (blz. 441 tot 518) en een lijst van alle almanakken die tussen 1675 en 1908 te Mechelen het licht zagen. Een grondige analyse van de ontwikkeling van deze pers, die hij illustreert met grafieken, doet deze studie uitgroeien tot een waar model in zijn genre. Alweer komt de betekenis van de politieke en religieuze spanningen helder tot uiting.

Niemand betwist de uitzonderlijke positie van de Brusselse pers. Twee bijdragen bevestigen trouwens de grote betekenis van de hoofdstedelijke pers. Arthur-J. VERMEERSCH, *Répertoire de la presse Bruxelloise - Répertoire van de Brusselse pers (1789-1914)*. A-K, Bijdrage 42, 1965, 485 blz. en Helmut GAUS en Arthur-J. VERMEERSCH, *Répertoire de la presse Bruxelloise - Répertoire van de Brusselse pers (1789-1914)*. L-Z, Bijdrage, 50, 1968, 682 blz. en Arthur-J. VERMEERSCH, *Index des noms de personnes - Index van de persoonsnamen*. A-Z, Bijdrage 50, 1968, 43 blz. hebben een identiteitskaart van 2.615 periodieke publicaties opgemaakt. Deze beschrijvingen kwamen uitsluitend tot stand op basis van de specimina bewaard in het fonds Mertens op de Koninklijke Bibliotheek van België, in het centraal fonds van het Musée International de la Presse op het Mundaneum en op de stedelijke archiefdienst van Brussel. Vandaar de waarschuwingen van de auteurs dat de geboden informatie „de neerslag is van de inlichtingen die door de bladen zelf, over zichzelf verstrekt worden, en dat hun overzicht geenszins de neerslag van opzoekingen aan de hand van andere bronnen” vormt. Hun indrukwekkend geheel heeft niettemin veel diensten bewezen.

Martine RYCX D’HUISNACHT, *Répertoire de la presse de l’arrondissement de Nivelles au XIX<sup>e</sup> siècle*, Bijdrage 66, 1971, 277 blz. deed beroep op een aantal verzamelingen in publiek bezit en op 15 private. Een historisch overzicht gaat haar repertorium vooraf. De Nijvelse pers was overwegend een weekbladpers. De politieke pers maakte haar informatieve functie ondergeschikt aan haar politieke opdracht en gleeed gemakkelijk naar polemieken over. Vanzelfsprekend waren de uitgever-drukkers hevig politiek geëngageerd (blz. 7). De auteur besteedde een ruime aandacht aan de kiesbladen. W. NAUWELAERTS, *Bijdrage tot de geschiedenis van de pers in het arrondissement Leuven. Répertoire (1773-1914)*, Bijdrage 86, 1978, 440 blz. vatte eerst de globale evolutie van de pers in het arrondissement samen alvorens zijn repertorium van de dag-, maand- en kiesbladen voor te stellen. De studentenpers die aan de universiteitstad welig bloeide, werd ter zijde gelaten. Ook de geschiedenis van de Leuvense pers was diep getekend door een bittere strijd tussen katholieken en liberalen, tussen doctrinair en progressisten enerzijds, en door de democratisering in de schoot van de katholieke partij, door de druk van de Vlaamse Beweging anderszijds.

De Limburgse pers tijdens de eerste dertig jaren van de Belgische onafhankelijkheid werd op grondige wijze bestudeerd door Maurits DE VROEDE, *De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860*, Bijdrage 28, 1963, 226 blz. Aldus komen de pers van Hasselt, Tongeren, Sint-Trui-

den en Peer (met een enkel dagblad *De Kempen*) in het volle licht te staan. Het repertorium, dat klassiek van opbouw is, bevat een schat aan informatie afkomstig van een grondige lectuur van de kranten zelf. Zijn studie vormt eigenlijk een geheel van monografieën. De waarde van sommige overstijgt het lokale kader, zoals bv. de bijdrage over de *Journal de Limbourg*, dat tweemaal per week verscheen en waarvan J.J. Thonissen hoofdredacteur was. Een reeks persuittreksels betreffende de eerste jaren van de Vlaamse Beweging, verhogen de betekenis van het onderzoek.

De pers van Wallonië kende evenzeer zijn historici. De studie van J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914*, Bijdrage 6, 1958, 71 blz. vormt trouwens de eerste die over dat onderwerp in de reeks van het Interuniversitair Centrum tot stand kwam. Ze verscheen vooraleer het normengeheel waaraan een klassiek repertorium dient te beantwoorden, vastere vorm had aangenomen. Ook in het Doornikse, en dat zowel in het arrondissement, op kantonnaal als gemeentelijk vlak werd de pers gedomineerd door de politico-religieuze tegenstellingen tussen katholiek en liberaal. Aanvankelijk hadden de liberalen er het overwicht, maar na 1880 wijzigde deze verhouding zich in het voordeel van de katholieken en hun pers. Opvallend is de sterke aanwezigheid van ware dynastieën die de perswereld in handen hadden, en dat zowel aan de rechter- als aan de linkerzijde (blz. 51).

Vijftien jaar later werd Ath doorgelicht door J.P. DELHAYE, *La presse politique d'Ath des origines à 1914*, Bijdrage 77, 1974, 132 blz. Na een totaaloverzicht van de politieke pers tussen 1841 en het uitbreken van de eerste wereldoorlog, ging de auteur na wat het aandeel en de betekenis van de liberale, de katholieke en de socialistische pers was. De evolutie week er nauwelijks af van het algemeen Belgische patroon: ook daar was het persleven nauw verweven met het politieke leven. De studie werd afgerond met een alfabetisch en analytisch repertorium.

P. LEFEVRE *Répertoire des journaux et périodiques de l'arrondissement de Mons (1786-1940)*, Bijdrage 88, 1980, 402 blz. onderscheidt zich van de vorige auteurs door de keus van de einddatum van zijn repertorium, met name 1940. Daardoor hoort zijn studie thuis, zoals we reeds hoger zegden, in de tweede fase van de planning van het Centrum. In Bergen is de concentratie van de lokale pers na Wereldoorlog I bijzonder opvallend. In 1919 bleef slechts één liberaal blad overeind: *La Province*; in 1925 bestond slechts één katholiek dagblad meer: *Le*

*Progrès* — *Le Hainaut* werd ondergebracht in zijn burelen en behield alleen de titel —; *Le Peuple* slorpte in 1928 *L'Avenir du Borinage* op en verving dat orgaan door een pagina met regionaal nieuw. Het repertorium bevat verder zeer interessante informatie over *Le Hainaut* die tussen 1849-1850 de spreekbuis van de vooruitstrevende liberalen was; over *Le Hainaut*, het lijfblad van de katholieken van 1865 tot 1937; over *La Province*, het liberaal orgaan dat in 1907 werd opgericht; over *L'Avenir du Borinage et de l'arrondissement de Mons*, opgericht in 1904 door de Socialistische federatie van de Borinage; over *L'Action Socialiste*, een weekblad dat zijn ontstaan dankte aan Paul-Henri Spaak, Albert Marteaux en Marcel Grégoire. Dat groepje verdedigde vinnig een „linkse strekking” in de schoot van de Belgische Werklieden Partij. P. LEFÈVRE gaf een voorkeurbehandeling aan de rol van *L'Action Socialiste* omwille van de vooraanstaande rol van tal van Borains in deze krant. Walter Dauge wijzigde op 3 juli 1935 de titel in *Action socialiste révolutionnaire*.

Het persbeeld van het arrondissement van Zinnik zoals het ons door Marie ARNOULD, *Répertoire de la presse de l'arrondissement de Soignies (1841-1940)*, *Bijdrage* 93, 1982, 265 blz. wordt geschetst, zag er niet minder gevarieerd uit dan dat van Bergen: 253 periodieken tegen 293, hoewel ze een halve eeuw jonger was. Enkele efemere weekbladen en een degelijk dagblad *Les Nouvelles* (1897-1940) verdedigden er het liberale ideeëngoed terwijl de katholieke pers met talrijke weekbladen, halve weekbladen en een dagblad, *Gazette du Centre* (opgericht in 1893), het overwicht van de katholieke partij in het arrondissement verzekerde. Tussen 1886 en 1940 verschenen er vierentwintig socialistische bladen. In 1931 ontstond te La Louvière *La Bataille Wallonne*, het maandblad van de „Parti Nationaliste Wallon” zoals de ondertitel van 15 februari 1939 aangaf. De grote franse dichter en advocaat Achille Chavée was ervan beheerder.

Repertoria voor de arrondissementen Charleroi en Thuin ontbreken vooralsnog, terwijl ook het arrondissement Dinant-Philippeville het nog zonder moet stellen.

Marie-Louise WARNOTTE, *Etude sur la presse à Namur, 1794-1914*, *Bijdrage* 44, 1965, 373 blz. stelde eerst een chronologisch repertorium van 195 dagbladen en periodieken op. In een tweede deel analyseerde ze de evolutie van de voornaamste politieke dagbladen te Namen. Aan *L'Ami de l'Ordre* wijdde ze een afzonderlijke studie. Ook zij benadrukt de aanwezigheid van nauwe banden tussen politiek en pers en van persoonlijke spanningen. Vooral interne twisten teisterden gedurende

een halve eeuw de liberale pers. Het katholicisme vond in *L'Ami de l'Ordre* zijn onbetwiste spreekbuis.

De Luikse pers kreeg opnieuw gestalte door toedoen van drie historici: André CORDEWIENER, *Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général*, *Bijdrage* 71, 1972, 311 blz.; Paul GÉRIN en Marie-Louise WARNOTTE, *La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général*. *Bijdrage* 65, 1971, 587 blz.

Wijnen André CORDEWIENER wijdde in het eerste deel van zijn boek, ongeveer 200 bladzijden aan een diepgaand overzicht van de Luikse pers tijdens de twee eerste decennia van het onafhankelijke België. Hiervoor maakte hij gebruik van de informatie die hij aantrof in de bladen zelf en in een breed gamma van archiefbronnen. Deze pers kon niet los gezien worden van de politieke evolutie. Dank zij zijn analytische studie van de katholieke, liberale, orangistische en democratische pers, kon hij de aard van de relaties tussen die middens nauwkeurig vastleggen. Hij kwam drie types op het spoor: „persmiddens die trachtten een actieve rol als politieke drukkingsgroep te spelen”, „een aantal politieke politici die ertoe overgingen om zelf als stichters van een krant op te treden”, „een nauwe samenwerking tussen beide werelden in een ware symbiose van doelen en middelen” (blz. 193). Ook de bladen en maandbladen die aan de periferie van het politieke gebeuren evolueerden, lieten hem niet onverschillig.

Het tweede deel van zijn boek bestaat uit een alfabetisch repertorium van 58 publicaties.

Paul Gérin en Marie-Louise Warnotte namen de daaropvolgende periode, gaande van 1848 tot 1914, voor hun rekening. Hun repertorium omvat ongeveer 800 titels. In de inleiding, die 46 bladzijden beslaat, wijzen beide op enkele typische trekken in de evolutie. Zo bleek de intensiteit van de politieke tegenstellingen in de Vurige Stede niet te verzwakken, nam de democratisering toe en na 1891 groeide het aantal periodieke druksels inzake economie, techniek, syndikaal leven, sport en ontspanning voortdurend aan.

Christine LUC-JORIS, *La presse de Huy (1830-1914)*, *Bijdrage* 82, 1976, 230 blz. maakte eerst een alfabetisch repertorium van 135 periodieken op en voegde daaraan in een tweede deel, een analyse van de organisatie en de opvattingen van de voornaamste kranten van Hoi toe. Haar bladen verschenen eenmaal, soms tweemaal en zelden drie maal per week. Ook hier kregen polemieken en commentaren de overhand op de informatie en de actualiteit. Te Hoi, zoals elders, was het politieke en het sociale leven doordrongen van de machtsstrijd tussen katholieken



en liberalen. Tijdens de periode van het censitair kiesrecht nam het liberalisme een oppermachtige positie in. Bij de lectuur van die vele bladen werd C. Luc-Joris getroffen door een sfeer van kleingeestigheid en stelde ze vast „dat de propaganda gevoerd werd door een techniek van speldeprikken en door tot vervelens toe met de zelfde bevestigingen uit te pakken” (blz. 221).

Freddy JORIS besteedde twee volumes aan een grondige studie van de pers te Verviers: *La presse verviétoise de 1818 à 1850, Bijdrage 87, 1978, 347 blz.* en *La presse verviétoise de 1850 à 1914, Bijdrage 92, 1982, 546 blz.* De afschaffing van de zegelbelasting vormt de scheidingslijn tussen beide banden. Tijdens de eerste periode, waarin de stad een snelle industriële expansie kende, was de liberale pers overweldigend. Toch vormde ze geen gesloten front, maar was ze verdeeld tussen een gematigde en een vooruitstrevende vleugel. De vrijmetselarij die vanaf 1838-1839 zelf sterk politiseerde, oefende eveneens een aanzienlijke druk uit. Een zeker sociaal conservatisme zorgde voor toenaderingsmogelijkheden tussen gematigde katholieken en liberalen. De veranderingen die zich voordeden tijdens de veertiger jaren in *L'Industriel* en zelfs in de *Journal de Verviers* weerspiegelden de verschuivingen in de publieke opinie. Tijdens de tweede periode, vanaf 1848 dus, plantte de pers zich veel sneller voort: hij telde 370 titels tegen 18 voor de eerste periode. De helft van de stichtingen behoorden evenwel tot de zogenaamde gespecialiseerde pers; er verschenen slechts 12 dagbladen. Naast het repertoriumgedeelte bevat de studie van Joris nog een boeiend essai over de wereld van de pers rond de eeuwwisseling. Daarin treden, naast journalisten, zowel de patroons- en arbeidersdrukkers als de verdelers aan. De liberale doctrinair bleven toen nog overheersen maar kregen af te rekenen met een sterke vleugel van radicalen en met een vroegtijdig socialisme. De „Internationale” was er erg actief en het syndikalisme vertoonde meer dan één origineel trekje. Een katholieke minoriteit bleek er onwrikbaar. In de veelheid van titels waren er enkele met een meer dan gewone weerklank: *L'Union libérale*, het orgaan van de konservatieve vleugel (1850-1926); *Le Progrès*, het blad der vooruitstrevenden (1867-1877), *Le Mirabeau*, een maandblad dat de spreekbuis werd van de „Association Internationale des Travailleurs” of „Eerste Internationale”; *Le Travail*, een syndikaal dagblad (1906-1979); *Le Nouvelliste*, katholiek dagblad van 1835 tot 1904 waarvan *Le Courrier du Soir* als opvolgster optrad. Tenslotte dient gezegd dat het neutrale dagblad *Le Jour* die ook door *Le Courrier* zou overgenomen worden, vooral lokaal nieuws bevatte. Vanaf 1894 voerde dat

blad snel de moderne technieken van de populaire pers in. Het verdween in 1986.

De vermaarde *Journal Encyclopédique* van Pierre Rousseau, die van 1760 tot 1793 te Bouillon gedrukt werd, was de oudste publicatie die voorkomt in het *Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940)*, *Bijdrage* 84, 1978, 351 blz. van Philippe MOTTEQUIN. Na het verdwijnen van deze titel moet men wachten tot de revolutie van 1830 en het cruciale decennium van 1830 tot 1840 om nieuwe titels te zien opkomen. In Luxemburg, net zoals overal elders, sprak de politiek een hartig woordje in de perswereld mee. De liberalen gingen de katholieken voor bij de oprichting van dagbladen. Dat feit deed zich eerst voor te Aarlen, nadien in de andere steden van de provincie. De socialisten beschikten vanaf 1899 slechts over één dagblad, *Le Réveil du Luxembourg*. Vermeldenswaardig is het bestaan aldaar van een duitstalige pers.

\*  
\* \* \*

Het Centrum publiceerde ook studies gewijd aan de pers van uiteenlopende politieke en ideologische strekkingen die zich op bepaalde tijdstippen en in bepaalde streken manifesteerden. In 1960 verscheen van de hand van Maurits DE VROEDE, *De Vlaamse pers in 1855-1856*, *Bijdrage* 12, 80 blz. Hierin treft men een alfabetische lijst aan van 84 vlaamstalige bladen, waaronder 65 wier politieke kleur niet gemakkelijk te achterhalen viel. Sommige onder hen behoorden tot de conservatieve, andere tot een democratisch liberalisme, nog andere waren eerder aankondigings- en zelfs neutrale informatiebladen. Het ging erom het gewicht en het impact van elk van deze bladen die verspreid waren over gans Vlaanderen, op de ontwikkeling van de Vlaamse beweging te meten. Om dat te achterhalen bestudeerde de auteur de plaatsruimte en de aandacht die ze inruimden voor de taalstrijd. Deze taak was hachelijk maar noodzakelijk omdat er in deze periode niet zoiets als een *Moniteur* van de Vlaamse Beweging bestond.

Dank zij Lode WILS is onze kennis van de Antwerpse pers die rond het midden van de XIX<sup>e</sup> eeuw door de Meetingbeweging in beroering werd gebracht, eveneens flink toegenomen: *De liberale Antwerpse dagbladen 1857-1964*, *Bijdrage* 26, 1962, 59 blz. Hij wijdde een apart hoofdstuk in deze studie aan *De Grondwet*, dat als gematigd liberaal blad in de zomer van 1857 door Jan Van Ryswyk werd opgericht. Van

tal van franstalige en nederlandstalige bladen die zich tijdens deze bewogen jaren politiek actief opstelden, bracht hij onbekende gegevens aan. Bijzonder interessant is de informatie over de geldschieters uit politieke milieus.

Het werk van Paul GÉRIN, *Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne en Wallonie et à Bruxelles (1830-1914)*, Bijdrage 80, 1975, 362 blz. steunt op een rijk bronnenbestand dat zowel uit privé als uit officiële instanties afkomstig is. De auteur overstijgt het kader van een persstudie en brengt nieuwe inzichten aan zowel omtrent het sociaal katholicisme en als de christendemocratie. Als specialist in de geschiedenis van de informatie, heeft hij een geoefend oog voor de ontwikkeling van de functies van de goedkope katholieke pers. Die was voor een ruim publiek bestemd en de inhoud ervan bestond vooral uit apologetische, moraliserende en vormende artikelen. Hij onderscheidde een aantal types waaronder „verkleinde versies”, „ontdubbelingen” en „vervangingen” van de grote katholieke dagbladen die vooral gericht waren op de politieke vorming van de massa (blz. 261). Hij ontwierp zeer suggestieve kaarten van hun verspreiding (blz. 48, 57). In het tweede deel van zijn onderzoek behandelt hij de christen-democratische pers te Brussel en in Wallonië. Op grond van die grondige analyse kwam hij tot het besluit dat deze christen-democratische pers meer voorstelde dan alleen maar „de stut voor een politieke boodschap” en dat ze tevens een bindteken, afgestemd op de actie, vormde. Men mag zelfs van groepsvorming spreken in het geval van *L’Avenir social*, van *La Justice sociale* te Brussel, van *Le Bien Public*, van *La Dépêche* te Luik, van de *Démocrate* te Verviers en zelfs van de „*Cousotisten*” (naar de naam van de geneesheer Georges Cousot) te Dinant (blz. 267). Gedetailleerde indices van de bladen en verspreidingstabellen, zo bv. van *Le Pays Wallon* van Charleroi, sluiten deze gedegen studie af.

Marcelle SIMON-RORIVE, *La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1918 à 1940*, Bijdrage 75, 1974, 274 blz. verschaft van alle socialistische bladen die tijdens het interbellum in Wallonië en Brussel verschenen, drie repertoria respectievelijk in alfabetische, geografische en ideologische orde. Zowel de politieke, syndikale als de coöperatieve pers wordt in haar onderzoek betrokken. Ze maakt verder een onderscheid tussen communistische, trotskystische en anarchistische pers. Een aparte behandeling krijgen de zogenaamde „onafhankelijken” die geen uitgesproken affiniteit met deze of gene partij of strekking vertoonden. Als gevolg van het vluchtige karakter van deze

bladen en hun beperkte verspreiding, betekende het een hele klus om de hand op specimina te kunnen leggen.

De Vlaamse pers in de Brusselse agglomeratie tijdens het interbellum werd in kaart gebracht door Anne Sophie VAN NESTE, *Repertorium van de nederlandstalige pers te Brussel: 1919-1940*, Bijdrage 99, 1986. Haar inleiding bevat een treffend beeld van al de moeilijkheden die ze moest overwinnen. Het grootste probleem was wel dat ze niet alleen de nederlandstalige publicaties maar ook de tweetalige op het spoor diende te komen. Het persbeeld binnen de gekozen termini zag er bepaald kaleidoscopisch uit. Allereerst opvallend zijn de heel duidelijke sporen die verwijzen naar een sterke liberale traditie en dominantie. Verder treft men er ook een grote verscheidenheid aan van christelijke, socialistische en neutrale syndikale bladen. Er werden te Brussel ook veel financiële en beursbladen verspreid. Een vrij groot aantal bladen van oudstrijders vertolkten een unitaire vaderlandslievende stroming na de Eerste Wereldoorlog. Men mag gerust stellen dat de nederlandstalige pers te Brussel een unieke bron vertegenwoordigt voor de studie van de evolutie van de taalbeweging in de hoofdstad.

Philippe PLUMET's, *La presse quotidienne belge de la Libération (4 septembre 1944-31 décembre 1945)*, Bijdrage 98, 1985, 263 blz. vormt alweer een belangrijke aanwinst. Op grond van officiële en privé archieven, zoals die van William Ugeux hoofd van de Mission Informations van de *Civil Affairs* in 1944, van zes interviews, van de ontleding van dagbladen en tijdschriften, van een grondige ontleding van de literatuur, slaagde hij erin een werkstuk tot stand te brengen dat een mijlpaal zal vormen in de persgeschiedenis van België. Het bevat drie grote delen: het eerste is een klassiek repertorium waarin alle algemene informatiebladen en alle gespecialiseerde dagbladen aantreden, in het tweede poogt de auteur hun fysionomie te doorgronden, in het derde ontwikkelt hij de problemen die er rezen bij het opnieuw verschijnen van een vrije pers na 1944. Vooral dat laatste deel bevat een mijn aan ongekende informatie over de rol van de „Mission Information” van het *Civil Affairs*; over de plannen die te Londen gesmeed werden en hun uiteindelijke realisaties in België; over de censuur, het agentschap Belga en het statuut van de journalisten. We vernemen hoe de verspreiding van het nieuws georganiseerd werd, hoe de bevoorrading in papier verliep of hoe de politieke collaborateurs verwijderd werden. Vergeleken met 1939 toen er 68 dagbladen en 11 gespecialiseerde bladen op de markt verkrijgbaar waren, verschenen in de periode van de Bevrijding 57 informatieve en 10 gespecialiseerde bladen. Het verdwijnen van 29

dagbladen en — waaronder de vermaarde *L'Indépendance belge!* — werd vergoed door het ontstaan van 18 nieuwe bladen, waaronder 12 originele titels — waarvan enkele snel bezweken — en 6 regionale edities. Deze originele titels beantwoordden aan „nieuwe gedachtenstromingen die tijdens de Bevrijding een bedding zochten”. In tegenstelling met Frankrijk was de aanwezigheid van de weerstand op het terrein van de dagbladpers eerder bescheiden (blz. 150). Men kan niet stellen dat de pers in de bevrijdingstijd aan één partij of één organisatie toebehoorde, maar wel dat ze ideologisch geëngageerd was. De verdeling gebeurde volgens de lijnen van de drie traditionele politieke „families”. Opvallend was de grote betekenis van Brussel als groot uitgeverscentrum. De concentratie van de pers was in 1944 nog niet begonnen, de 57 titels behoorden tot 45 verschillende ondernemingen (blz. 118).

\*  
\*   \*

Het Centrum publiceerde eveneens een vijftal monografieën. Zo kwamen aan de eer: *Le Journal de Bruxelles*, van 1863 tot 1884, *L'Ami de l'Ordre* van 1839 tot 1914, *La Meuse* van 1855 tot 1955, *La Réforme* van 1884 tot 1907, en het tijdschrift *La Revue Générale* van 1865 tot 1940. Al deze studies gingen terug op studies of op bewerkte licenciaatsverhandelingen waarvan het onderwerp door één van de leden van de Beheerraad was voorgesteld.

Marthe BLANPAIN in *Le „Journal de Bruxelles”: Histoire interne de 1863 à 1871*, *Bijdrage* 39, 1965, 57 blz. bestudeerde dat dagblad vanaf het jaar waarin een reorganisatie werd doorgevoerd. Paul Nève had toen, tegen de wil in van de ultramontanen die de controle wilden handhaven, zijn blad aan enkele katholieke vooraanstaanden doorverkocht. De auteur maakte dankbaar gebruik van de dagboeknotities van Alexander Delmer, — in zijn tijd een geducht polemist, — die door de nieuwe eigenaars tot redacteur was aangesteld.

J. VANDERVORST-ZEEGERS, *Le „Journal de Bruxelles” de 1871 à 1884*, *Bijdrage*, 36, 1965, 315 blz. verruimde het bronnenbestand van Marthe Blanpain en ging het voortbestaan van hetzelfde dagblad onder de regeringen van Malou en Frère-Orban na. De gematigde houding van de *Journal de Bruxelles*, — spreekbuis van de liberaal-katholieken —, maakte de taak van de katholieke regering die door de ultramontanen zwaar onder vuur werd genomen, meer draaglijk.

Dezelfde soepele opstelling droeg in 1884 bij tot de nederlaag der liberalen.

Marie-Louise WARNOTTE, beschreef in *L'Ami de l'Ordre, quotidien catholique namurois de 1839 à 1914*, *Bijdrage* 51, 1968, 131 blz. de ontwikkeling van een provinciekrant. Ze reconstrueerde de interne organisatie van dat blad en ging na welke betrekkingen het onderhield met het bisdom en de politieke wereld. Dank zij het privaatarchief van Victor Delvaux, uitgever en redacteur van *L'Ami de l'Ordre* vanaf 1889, beschikte ze, althans voor het laatste kwart van de eeuw, over een soliede basis. Het tweede deel van haar studie is voorbehouden aan een analyse van de opvattingen van het blad. Het getuigde van zichzelf dat het zich in geloofszaken uiterst rechtlijnig opstelde en trouw gehecht was aan kerk en Paus (blz. 125).

Denise LAMBRETTE, kon voor haar studie over *Le Journal „La Meuse” 1855-1955*, *Bijdrage* 55, 1969, 136 blz. eveneens beschikken over private archieven. Dat blad onderging tal van wijzigingen in de loop van zijn eerste honderd jaar. Aanvankelijk was dat Luiks liberaal dagblad in handen van de familie de Thier. Deze slaagde erin het uit te bouwen tot een eersterangs informatieblad. Het werd het voornaamste blad in Wallonië en kende afzonderlijke edities in verschillende steden. In 1949 hoopten de moeilijkheden zich op en nam de financiële groep de Launoit de controle over. Aan de hand van een reeks politieke thema's, zoals de schoolstrijd, de uitbreiding van het stemrecht of van de nationale verdediging, maakt de auteur duidelijk welke politieke lijn de beheerders hebben gevolgd.

Het ideeënblad bij uitstek, *La Réforme*, — van februari 1884 af emanatie en tolk van de Brusselse radikalen — vond in Jean-Luc DE PAEPE, „*La Réforme*”, *organe de la démocratie libérale (1884-1907)*, *Bijdrage* 64, 1972, 179 blz. zijn geschiedschrijver. Het karakter van dat blad werd tijdens de eerste tien jaren van zijn bestaan bepaald door de volksvertegenwoordigers Emile Feron, „de hugenoot van de liberale democratie” en Georges Lorand. Na 1895 namen Achille et Hector Chainaye de banner over en drukten er hun eigen stempel op. Ze wilden het Brusselse dagblad in elk opzicht een vooruitstrevend karakter doen uitstralen. Dat moest gebeuren door degelijke informatie, door interviews, door toename van het aantal reportages, het introduceren van illustraties en door meer aandacht voor de literatuur en de kunst. Er groeiden evenwel meningsverschillen tussen de stichters van het blad en de gebroeders Chainaye omtrent het opzet en de politieke beleidslijn. De Chainaye's verdedigden de harde lijn. Dat leidde in 1899 tot een aftocht

van de stichtersgroep. De gebroeders Chainaye hielden voortaan wel het been stijf maar konden met moeite optornen tegen de concurrentie uitgaande van *La Dernière Heure* en van *Le Soir*. In 1907 werden ze gedwongen hun bedrijf op te doeken. Na een doorlichting van de organisatie van het blad en van zijn publiciteit ging J.L. De Paepe dieper in op de standpunten die *La Réforme* had ingenomen. In het nummer van 24 november 1884 typeerden ze zichzelf als vooruitstrevenden en verwierpen ze de term radikalen als smadelijk (blz. 91). Hieruit blijkt nogmaals de nauwe binding tussen politiek en persmiddens wat ook de strekking weze. De uitstekende repertoria in de Bijlagen leveren hiervan overtuigende bewijzen.

Ook het leven van een tijdschrift werd bestudeerd. N. PIEPERS maakte bij de analyse van „*La Revue générale*” de 1865 à 1940. *Essai d'analyse du contenu*, *Bijdrage* 52, 1968, 106 blz. gebruik van de statistische methodes die tijdens de vijftiger jaren door Berelson op punt waren gesteld. Aldus poogde hij de uiteenlopende belangstellingsvelden van het tijdschrift in cijferreeksen te vatten en wees als verklaring voor de vastgestelde verschuivingen niet alleen op de inbreng van de redactie van het tijdschrift maar ook op factoren van meer algemeen belang, zoals de politieke, de economische en de sociale context. De resultaten van zijn bevindingen werden in acht tabellen en 13 grafieken weergegeven. N. Piepers stelde vast dat er zich tussen literatuur en politiek een soort slingerbeweging voordeed en legde de nadruk op de doeltreffende ingreep van de verschillende directeurs en redactiesecretaressen, elk uiteraard volgens zijn temperament. Woeste was gewoon een politiek dier, terwijl Eugène Gilbert door de literatuur verteerd werd. Ook de crisissen van 1886 en 1929-1933 hebben diep de redactieraad getekend. De vaststelling van de auteur dat „*La Revue Générale*” niet veel aandacht opbracht voor religieuze aangelegenheden (blz. 78) zal wel meer dan één lezer verbazen, maar de grafieken zijn terzake onweerlegbaar.

Deze beknopte analyse van de *Bijdragen* die aan de pers zijn gewijd, wijst op het belang dat de Beheerraad steeds aan dat domein heeft gehecht en op de grote betekenis van de verwezenlijkingen. De financiële mogelijkheden stellen hem niet langer in staat om systematisch medewerkers aan te werven aan wie de voorbereiding en de opstelling van andere repertoria kon toevertrouwd worden. Wel mag herhaald dat met uitzondering van de arrondissementen Charleroi, Thuin en Dinant-Philippeville en van Limburg na 1860, zowat het ganse land werd „bewerkt”. In enkele gevallen werd uitsluitend de pers van de arrondis-

sementshoofdplaats gerepertorieerd, zoals Luik, Namen, Ath of Brussel.

\*  
\*   \*  
\*

Een andere hoofdzorg van de stichters van het Centrum bestond erin om alle hindernissen op te ruimen die de historici bij hun speurtocht naar documenten in de archieven ondervinden.

Onder de historici die hun medewerking aan deze moeilijke opdracht leverden, dient in eerste instantie kanunnik, later Monseigneur Aloïs SIMON, professor aan de Facultés Saint-Louis vermeld. Hij nam een indrukwekkende reeks publicaties voor zijn rekening. Vanaf 1957 reeds publiceerde de eminente biograaf van de aartsbisschoppen Sterckx en Mercier in: *Notes sur les archives ecclésiastiques, Bijdrage 2*, 1957, 38 blz. een overzichtlijst van alle archieffondsen die zijn eigen opzoekingen hadden geschraagd<sup>2</sup>.

Achtereenvolgens belichtte hij eerst de pauselijke, de bisschoppelijke en de parochiale archieven en dan de archieven van de religieuze congregaties en van kerkelijke instellingen. De bundel werd afgesloten met een beknopte inventaris van enkele voorname fondsen berustend op het aartsbisdom te Mechelen en met de aanduiding van de archieven op het Vaticaan die onze nationale geschiedenis aanbelangen.

Met een onblusbare energie en zolang zijn krachten het hem toelieten, publiceerde hij in drie jaar tijds drie inventarissen van privaatchieveven, namelijk de *Bijdragen 3*, *5* en *14*. Aldus maakte hij het bestaan kenbaar van de papieren Villermont en d'Anethan, de archieven van de nuntiatuur te Brussel en, — als symbool van de oecumenische beweging van de geleerde prelaat die met zijn schitterende bedenkingen de zittingen van het Centrum begeesterde — de archieven van de protestantse kerken van Luik en van Verviers<sup>3</sup>.

In *Bijdrage 14* verschaftte hij een beknopt overzicht van de archieven

<sup>2</sup> De studie „*Eglise et Etat. Mélanges A. Simon*”, Brussel, 1975, getuigt van de uitstraling van de persoonlijkheid van Mgr. Simon. Kan. R. Aubert belicht hierin de betekenis van Mgr. Simon voor de hedendaagse geschiedenis van België (blz. 19-26).

<sup>3</sup> A. SIMON, *Inventaires d'archives. Papiers Villermont, Archives de la nonciature à Bruxelles, Archives des églises protestantes, Bijdrage, 3*, 1957, 40 blz.; *Inventaires d'archives, Evêché de Namur, Château de Gaesbeek, Famille Van Meenen, Cure de Sainte-Gudule (Bruxelles), Famille Croij, Eglise Evangélique (Verviers), Bijdrage, 5*, 1958, 49 blz.; *Inventaires d'archives. Famille Licot, Papiers de Missiessy, Nonciature de Bruxelles, d'Ansembourg, Rédemptoristes (Bruxelles), d'Anethan, de Béthune, 't Serstevens, Evêché de Liège, Bijdrage, 14*, 1960, 59 blz.



van het bisdom Luik waarvan de klassering aan gang was. Eens voltooid, gingen A. DEBLON, P. GÉRIN en L. PLUYMERS over tot de publicatie van een nieuwe inventaris: *Les archives diocésaines de Liège. Inventaires des fonds modernes*, *Bijdrage* 85, 1978, 155 blz. In de algemene inleiding ervan legt de archivaris André Deblon uit dat de klassering door de bisschoppen zelf werd doorgevoerd. Deblon nam verder het merendeel van de fondsen voor zijn rekening, o.m. die van Van Bommel en Montpellier; Paul Gérin droeg zorg voor het fonds Doutreloux en Ludovic Pluymers boog zich over het fonds Kerkhofs.

Als onvermoeibaar archiefonderzoeker en ontdekker van papieren die angstvallig in kasten opgeborgen bleven, wist A. Simon de vorsers te verwennen met een originele publicatie: *Evêques de la Belgique indépendante, 1830-1940, Sources d'archives*, *Bijdrage* 21, 1961, 100 blz. Na een korte biografie van elke bisschop, verstrekt hij een uitzonderlijk rijk overzicht van officiële, kerkelijke en familiale archieven. Bij het doorbladeren van deze Gids, staat men versteld van de uitgebreidheid van het bronnenonderzoek dat door deze historicus werd verricht. Zijn betrachting om dienstbaar te zijn was zo groot dat hij elke verwijzing laat volgen door de vermelding van de plaats en de wijze van raadpleging van elke bewaarplaats. Na een kwart eeuw blijft die Gids nog nut bewijzen.

Vanaf half november 1830 namen de Belgische bisschoppen de gewoonte aan om gedurende een viertal dagen te Mechelen te vergaderen. A. SIMON publiceerde de verslagen van de vergaderingen die tot in 1883 gehouden werden: *Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux*, *Bijdrage* 10, 1960, 167 blz. en *Réunions des évêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux*, *Bijdrage* 17, 173 blz. De verslagen worden voorafgegaan door een inleiding waarin de auteur het portret van de bisschoppen haarfijn schildert en de krachtlijnen in hun beleid aanwijst. De publicatie wordt afgerond met vijf handige indices (persoonsnamen, geraadpleegde auteurs, plaatsnamen, van de dagbladen en van de zaken). Het kernstuk, de verslagen zelf, verhelderen de kerkelijke geschiedenis van ons land tijdens een halve eeuw. Ze behandelen zowel de betrekkingen van het episcopaat met de paus, de clerus en de geestelijke orden, als de kerkpraktijk. Deze verslagen bieden bovendien eersterangsinformatie over de betrekkingen tussen Kerk en wereldlijke macht tijdens dezelfde periode, o.m. op het vlak van het onderwijs, het tijdelijke van de eredienst (kerkfabrieken) of het geheel van het beheer van de Staat. De aandacht die ingeruimd werd voor alle aangelegenheden i.v.m. de Leuvense universiteit is werkelijk uitzonderlijk. Niet

alleen komen de organisatie, de benoeming van professoren, het studentenleven, maar ook leerstellige problemen zoals het Traditionalisme uitvoerig aan bod. Uiteindelijk vindt men er ook standpunten in terug i.v.m. de katholieke partij, de liberale partij, de vrijmetselarij of de kieskampagne. Zelfs de pers ontbreekt er niet in.

Daar een hoofdobjectief van het Centrum erin bestaat de bronnen van de hedendaagse geschiedenis van België kenbaar te maken, is het normaal dat het de publicatie op zich nam van het Colloquium: „*Sources de l'histoire religieuse de la Belgique*” (Bruxelles, 30 nov.-2 déc. 1967). *Epoque contemporaine* - „*Bronnen van de religieuze geschiedenis van België*” (Brussel, 30 nov.-2 dec. 1967). *Hedendaagse Tijd, Bijdrage* 54, 1968, 202 blz. De mededelingen behandelden, zoals Kan. A.R. Aubert het formuleerde „de heuristische problemen betreffende de tekstkritiek die sommige categorieën van bronnen” opleveren. Hijzelf ging in zijn referaat: „*Comment étudier l'histoire d'un journal catholique*” hier dieper op in. Tijdens het colloquium kwamen verder nog aan het woord L. Preneel en M. De Vroede over „archiefbronnen betreffende de Franse en de Hollandse Tijd”; P. Gérin over archieven van religieuze orden; S.H. Scholl over archieven van arbeidsverenigingen; P. Frederix, V. de Villermont en I. Masson over congregaties en religieuze orden. Er werd gewezen op de betekenis van de archieven van Schollaert-Helleputte als bron voor de persgeschiedenis. Het onderzoek betrof verder nog de kerkpraktijk (A. Tihon), de paascommunie en het bijwonen van de zondagsmis (J. Lory, W. Rombauts en R. Van Eenoo), de parochiale missies tijdens de XIX<sup>e</sup> eeuw in het bisdom Brugge (St. d'Ydewalle). Tijdens dat colloquium behandelde Emile M. Braeckman het protestantisme in België tussen 1800 en 1865. Met de deelname van J. Bartier en Jean Stengers werd het onderzoeksterrein verruimd naar de godsdienstige mentaliteiten toe. Eerstgenoemde stelde een bibliografische oriëntatie voor omtrent „het antiklerikalisme, de scheiding tussen kerk en staat en het rationalisme in België in de XIX<sup>e</sup> eeuw”, terwijl Jean Stengers zich boog over de data van de schepping van de wereld en van de mens zoals die voorkomen in de handboeken en catechismussen van de XIX<sup>e</sup> eeuw.

Het nakomen van de voorschriften inzake de paascommunie heeft ook de nodige aandacht gekregen van de deelnemers aan dat colloquium. W. ROMBAUTS onderzocht het verwaarlozen van deze voorschriften en publiceerde zijn resultaten in: *Het Paasverzuim in het bisdom Brugge (1840-1911)*, *Bijdrage* 62, 1971, 209 blz. Deze studie werd opgenomen in de reeks van het Centrum omwille van de belangrijke plaats die er

ingeruimd wordt zowel voor de heuristiek en de bronnenkritiek met o.m. de *status parochiarum* en de *Libri status animarum*, als voor de knappe voorstelling van zijn bevindingen onder de vorm van 22 kaarten, tabellen en grafieken. Hieruit blijkt o.m. het opvallend contrast tussen het platteland en de steden (op het platteland vervulden alle gelovigen in 1850 nog hun paasplicht, blz. 123), de eigenheid van de kuststreek, de invloed van de industrialisatie in Noord-Frankrijk op de grensstreek en het impact van de politieke conjunctuur. Ook de weerslag van de schoolstrijd en van de vele kerkelijke banbliksems zijn duidelijk van de statistieken af te lezen (tabel 16, blz. 179). De paaspraktijk bleef in deze periode indrukwekkend hoog; slechts 1,06% in 1848 en 2,77% in 1910 van de bevolking onderhielden de paasplicht niet (blz. 123 et 127). Uit deze studie wordt de grote stabiliteit inzake kerkpraktijk tijdens de tweede helft van de XIX<sup>e</sup> eeuw duidelijk aangetoond.

Niemand onderkent nog de invloedrijke plaats die de katholieke arbeidersjeugd heeft ingenomen in het godsdienstige, sociale en politieke leven van België. M. WALCKIERS publiceerde in de *Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C., 1919-1925, Bijdrage* 61, 1970, 213 blz. 31 brieven en 58 verslagen, nota's en rapporten. Hij kwam die op het spoor in privé-archieven van de eerste leiders van de K.A.J. of van personaliteiten die een belangrijke rol in de katholieke actie hadden vervuld. Hij bekwam ook toegang tot het fonds Mercier bewaard op het archief van de aartsbisschop te Mechelen. Vijf boeiende bijlagen nemen ongeveer een derde van zijn boek in beslag (blz. 128-213), waaronder de inventaris van het fonds Thonet bewaard op het bisschoppelijk archief te Doornik. F. Thonet was vanaf 1919 privé-secretaris van Cardijn en werd in 1925 algemeen voorzitter van de K.A.J. Men vindt bij hem sporen terug van de invloed van Edward Montier, stichter van de „Philippins” te Rouen en vriend van Marc Sangnier. Het jongeren-syndikaat, — de eerste Brusselse organisatie voor jonge arbeiders die door priester Cardijn in november 191 werd opgericht —, streefde aanvankelijk zowel sociale, morele als beroepsdoelinden na. Het ont-plooidde ook godsdienstige en kulturele activiteiten. Desondanks verliepen de betrekkingen met de Nationale Confederatie van de Christe-ne vakverenigingen aanvankelijk erg stroef (bv. in mei 1923, blz. 73). Die met de Katholieke Actie van de Belgische Jeugd waren niet veel soepeler. De spanningen concentreerden zich vooral rond de uiteenlo-pende opvattingen omtrent het wezen van de Katholieke Actie. Ook de clerus reageerde verdeeld op de vraag of die Actie nu een algemeen karakter diende te vertonen of moest worden aangepast aan de diverse

sociale milieus. De tegenstellingen werden nog verscherpt door meningsverschillen over de politieke actie. Tot al deze spanningsvelden bezorgde M. A. Walckiers met zijn documentatie en met zijn uitvoerige inleiding een eersterangstoegang. Sommige documenten overstijgen zelfs de betekenis van de K.A.J. Zo bevat deze studie de persoonlijke agenda van Kardinaal Mercier, opgesteld met het oog op de bisschoppenvergadering van 27 en 28 juli, en het verslag van deze vergadering. Deze documenten krijgen pas hun volle betekenis in het licht van de verkiezingen van 5 april 1925 en de vorming van de regering Poulet-Vandervelde.

Tenslotte dient nog vermeld dat het Centrum financiële steun verleende aan de totstandkoming, — in gestencilde vorm, weliswaar — van de „herderlijke brieven van België, 1800-1950” die door het „Internationaal Centrum voor de studie van de religieuze vorming” werden verzorgd. Dat Centrum voerde een eigen klassering en een systematische analyse van een massa documenten door. Na een eerste volume dat betrekking had op de periode 1800 tot 1830, volgden nog zeven andere boekdelen waarin telkens voor elk van de vijf aartsbisschoppen en per diocees, vijf groepen van documenten worden gerangschikt: de overlijdens, de verkiezingen en aanstelling van bisschoppen en pausen, de relaties met het burgerlijk gezag, — met uiteraard daarin een voorname plaats aan het onderwijs —, de interne administratie van de kerk, de vastenbrieven en brieven omtrent geloofsverdediging, en tenslotte die betreffende de Kerk van België in de Universele Kerk.

\*  
\*   \*

Een indrukwekkende publicatie van meer dan 800 bladzijden kwam in 1973 tegemoet aan de wensen van alle vorsers die het bekende archiefmateriaal van kerkelijke zijde, wensten te toetsen aan maçonnieke bronnen. Ze was van de hand van Els WITTE in samenwerking met Fernand V. BORNE, één van onze beste kenners van de geschiedenis van de Belgische vrijmetselarij tijdens de 19de eeuw: *Documents relatifs à la Franc-maçonnerie belge du XIX<sup>e</sup> siècle, 1830-1855, Bijdrage 69, 1973, 821 blz.* De studie bestrijkt de periode van 1830 tot februari 1855, datum waarop artikel 135 werd opgeheven dat aan de leden van het Groot-Oosten verbod oplegde om in de schoot van de Werkplaatsen zich met politiek in te laten. De auteurs onderzochten zowel vrijmetselaarsarchieven en privé-archieven, als archieven van publieke en religieuze instellingen.

gen en weerhielden allerlei druksels van vertrouwelijke aard of teksten die vaak op geringe oplage verschenen. Ze brachten aldus een bijzonder rijke documentatie bijeen omtrent de betrekkingen van de Vrijmetselarij met de Belgische maatschappij tijdens de vormingsjaren van de nieuwe staat. Het lag niet in hun bedoeling om teksten te publiceren die betrekking hadden op het interne leven of de ideologie van de Vrijmetselarij.

Het Belgische politieke leven werd vanaf 1830 beheerst door drie basistegenstellingen: revolutionairen die het bewind van Koning Willem I hadden omvergeworpen, tegen legitimisten of orangisten; klerikalen tegen liberalen; behoudsgezinden tegen radikalen. De loges die hun leden recruteerden onder de gegoeden, — dit wil zeggen de cijnskiezers (ze telden in 1838 ongeveer 2800 leden, blz. 174) —, hebben deze politieke conflicten van dichtbij meegeleefd. Vooral de bisschoppelijke veroordeling in 1837 heeft het politiserend en antiklerikaal karakter in de schoot van de Werkplaatsen versterkt. Zo richtten de werkplaatsen van Luik, Verviers en Hoei, die zeer geëngageerde politieke standpunten innamen, reeds in 1838 een „*Fédération maçonnique belge*” op.

De afschaffing in 1855 van artikel 135 stelde een einde aan de afscheuring van de „*Fédération maçonnique belge*”. Deze erkende het gezag van het Groot-Oosten van België dat van dan af een toenemende politieke invloed verwierf. De gepubliceerde documenten zijn voor al deze conflicten verhelderend.

De Vrijmetselarij, die het onderwijs niet door de kerk wilde laten monopoliseren, heeft zich daarmee steeds actief ingelaten. Ze ging in 1834 over tot de stichting van de *Université Libre de Bruxelles* en spande zich in om de drie onderwijsniveau's te laïciseren. Daarnaast maakten ook de liefdadigheidswerken voorwerp uit van haar bekommernissen. Haar meest ingrijpende tussenkomst op het politieke vlak was uiteraard de oprichting van de liberale partij. Aanvankelijk was het voorstel van de loge van Bergen van 23 december 1838, dat ertoe strekte de Vrijmetselarij om te bouwen tot een sterk gecentraliseerde liberale partij, op niets uitgedraaid (blz. 196-201). De loges bleven wél een actieve rol in de kiescampagnes spelen. Onder impuls van Theodore Verhaegen werden dan in de schoot van de werkplaatsen «kiescomités opgericht die dienden aan te sluiten bij kiescomités in de profane wereld» (blz. 364). In 1846 kwam dan het eerste liberale congres samen. Talrijk zijn ook de documenten die de conflicten tussen de doctrinair en de radikalen in de partij belichten. Op grond van die brede waaier van teksten moet de

politieke geschiedenis van België, en meer bepaald de verhouding tussen kerk en staat, goeddeels herzien worden.

\*  
\*   \*  
\*

De archieven waarmee politieke geschiedenis dient geschreven, zijn erg uiteenlopend van aard. Zoals we hoger onderlijnden, bevatten de kerkelijke en de logearchieven terzake veel informatie. Er bestaan ook specifieke archieven. Daarom hadden de stichters van het Centrum de publicatie gepland van de verslagen van de provinciegouverneurs aan de Ministers van Binnenlandse Zaken, van de brieven van de Belgische koningen en van de programma's van de politieke partijen.

Na een langdurig vooronderzoek bood Henri HAAG aan de vorsers in 1963 een bijzonder waardevolle gids aan: *Les archives personnelles des anciens ministres belges*, *Bijdrage* 29, 1963, 35 blz. Deze zoektocht waarbij „vooral de belanghebbende of familieleden betrokken werden en die zich zowel richtte naar de publieke als private bewaarplaatsen” (blz. 3), verliep moeizaam en was teleurstellend. Teveel fondsen bleken niet bewaard of achteraf vernietigd. Deze *Bijdrage* heeft zowel de aankomende als de vakhistorici veel tijd doen winnen. Ook op dat domein is, na vijftig jaar, een bewerkte uitgave gewenst.

Tijdens de vijftiger jaren werden politologen en historici geboeid door het probleem van de organisatie van partijen. De studie van Maurice DUVERGER, *Les partis politiques* blies de oudere publicaties van Seignobos, Ostrogorski en Robert Michels uit het begin van de eeuw nieuw leven in. Over dat thema heeft het Centrum slechts één bijdrage gepubliceerd. Michel DECHÈNE kon beschikken over de archieven van de Luikse liberale partij en heeft op grond daarvan de organisatie doorgelicht: *Le parti libéral à Liège, 1848-1899*, *Bijdrage* 76, 1974, 126 blz. Zonder de rechtstreekse toegang tot het archiefbestand was de analyse van de structuur van l'*Association de l'Union libérale* onmogelijk gebleven. Hij kon beschikken over de statuten, de interne reglementen, en de verslagen van de zittingen van de comités van de arrondissementsvereniging. De stabiliteit van de socio-professionele samenstelling tussen 1853 en 1882 was opvallend. Wel nam het aandeel van de plattelandsleden toe: het steeg van 222 (27,86%) naar 1083 (51,11%), maar ook de stadsleden verdubbelden in aantal van 575 naar 1036, wat procentueel evenwel neerkwam op een daling van 72,14% in 1853 naar 48,89% in 1882. De structuur van de Luikse liberale partij vertoont veel

gelijkenis met die van de radikaal-socialistische partij in Frankrijk „die een partij van kaderleden was, die nauwelijks naar uitbreiding streefde en de massa niet wenste in te lijven” (blz. 121).

Emmanuel GERARD publiceerde een reeks belangrijke documenten betreffende de katholieke partij tijdens twee cruciale periodes: *Documenten over de katholieke partijorganisatie in België - Documents relatifs à l'organisation du parti catholique belge (1920-1922, 1931-1933)*, *Bijdrage* 91, 1981, 284 blz. Hij voorzag de bundel van een substantiële inleiding van een veertigtal paginas. De documenten zijn afkomstig uit de privé-archieven van Louis Delvaux, secretaris van de katholieke Unie, en van vele Vlaamse politici. Ook werden de archieven van de katholieke organisaties aangesproken. Het verdwijnen van de archieven van de „Federatie van de Kringen” en die van Paul Segers die er gedurende zeventien jaar (van 1818 tot 1936) voorzitter van was, schaadde enigszins aan het evenwicht. Gerard weerhield twee grote thema's, met name de oprichting van de katholieke Unie op 29 augustus 1921 en de hervorming van dezelfde Unie door de Algemene Vergadering van 25 oktober 1932. Het betekende een loodzware taak voor de partijleiders om de taal- en sociale tegenstellingen die de katholieken verdeelden in de nasleep van de oorlog, door een doeltreffende reorganisatie te milderen. De Vlaamse Beweging won voortdurend aan kracht en volgens haar protagonisten diende „la parité doit se faire entre flamingants et non flamingants, et non entre Flamands et Wallons» (P. Poulllet aan G. Helleputte, 2 september 1921, blz. 87). Evenmin duldden de katholieke arbeiders nog langer het overwicht van de conservatieve „Federatie van de Kringen”. Na moeilijke onderhandelingen werden de statuten van een Belgische Katholieke Unie goedgekeurd. E. Gerard publiceerde daarover 45 documenten, voornamelijk brieven, die hij in privé-archieven had aangetroffen. Aldus triomfeerde de „Standenorganisatie”. De Katholieke Unie vormde een bundeling van alle grote sociale en politieke belangen. Tot deze alliantie traden toe: het Algemeen Christen Democratisch Verbond (later Algemeen Christen Werkersverbond genoemd), de Boerenbond, de Waalse katholieke landbouwverbonden, de Landsbond van de Middenstand en de Federatie van de Kringen. Deze Federatie groepeerde, zoals G. Helleputte op 12 maart 1921 aan A. Ruzette schreef, „een groep katholieken die van geen enkele groep deel uitmaakten” (blz. 64). Helleputte speelde een zeer actieve rol in deze onderhandelingen. De „Federatie van de Kringen” remde aanvankelijk de vorming van de Unie af, gaf uiteindelijk toe en behield de sectie die voor het verkiezingswerk instond. De vorming van de regering

Poulet-Vandervelde verscheurde de partij. De tegenstellingen tussen de arbeidersorganisaties en de „Federatie van de Kringen” losten zich niet op. De wrijvingen rond het monopolie van de sociale werken tussen het „Algemeen Christen Werkersverbond” en de „Federatie van de Kringen” bereikten in 1930 in Wallonië zelfs een hoogtepunt. Vooral van de zijde van de christene arbeiders werd de katholieke Unie onder druk gezet en werd op een hervorming van de statuten aangestuurd. Over de tweede fase bezorgde E. Gerard 84 documenten, vooral bestaande uit nota's en verslagen. Voor de Christen-demokraten diende de partij gereorganiseerd door een inbreng van een rechtstreekse vertegenwoordiging van de arrondissementen in de Algemene Raad van de Katholieke Unie. Volgens H. Heymans in een brief aan P. Segers van 29 oktober 1931 werd „immers in de arrondissementen de actieve en praktische politiek bedreven” (blz. 134). De „Federatie van de Kringen” verzette zich tegen deze zienswijze omdat ze beducht was haar invloed in een Unie bestaande uit vertegenwoordigers van de arrondissementen, geheel kwijt te spelen. Ze erkende evenmin een gestructureerde vorm van belangenvertegenwoordiging. Haar voorzitter Paul Segers verweet zijn tegenstanders „het beleid in handen te spelen van de troepen en niet van de leiders” (12 februari 1932, blz. 173). Uiteindelijk werden op 25 oktober 1932 de nieuwe statuten van de Katholieke Unie aanvaard: de katholieke arrondissementsfederaties maakten voortaan deel uit van de Unie naast de vier oorspronkelijke groepen. Ze zonden hun voorzitter en drie afgevaardigden naar de Algemene Vergadering en tevens eigen vertegenwoordigers naar het bestuurscomité.

\*  
\*   \*  
\*

Tijdens de stichtingsvergadering van het Interuniversitair Centrum op 12 mei 1954 werd beslist om ook de brieven van de koningen in de uitgaven van het Centrum op te nemen. Het zou nog dertig jaar duren vooraleer de eerste koninklijke briefwisseling van de persen rolde. In 1983 publiceerde N. LUBELSKI-BERNARD, *Léopold II et le Cabinet Frère-Orban (1878-1884). Correspondance entre le Roi et ses ministres, Bijdrage 95, VIII-626 blz. en Bijdrage 96, VIII-627-1263 blz.*

Nadine Lubelski-Bernard wenste „uit te maken, aan de hand van concrete gevallen, waaruit het aandeel van de Koning in het landsbeleid tussen 1878 en 1884 bestond” (blz. 1). Zij is daar tenvolle in geslaagd. Ze maakte vooral gebruik van de archieven van het kabinet van de



Koning bewaard op het Koninklijk Paleis, van de papieren van Frère-Orban bewaard op het Algemeen Rijksarchief. Bijkomend kwam ze nog terecht in de papieren van Saintelette in Mariemont, in de papieren Chazal bewaard op het Koninklijk Legermuseum, in die van Bara en van Malou op het Algemeen Rijksarchief en in die van d'Anethan en van Lambermont op het archief van het Ministerie van Buitenlandse Zaken. De voorstelling van de briefwisseling werd aangepast aan de structuur van de toenmalige ministeries: Buitenlandse Zaken, Onderwijs, Justitie, Financiën, Openbare Werken en Landsverdediging. Aangezien Frère-Orban naast kabinetschef terzelfdertijd minister van Buitenlandse Zaken was, kwamen onder het hoofdstuk Buitenlandse Zaken ook een aantal brieven terecht die eerder onder de Algemene Politiek ressorteerden of die bij de activiteiten van zijn collega's dienden ondergebracht. Tenslotte is nog een afzonderlijk hoofdstuk aan de rol en de betekenis van het kabinet van de Koning gewijd. Een algemene inleiding van 21 pagina's gaat de bronnenpublicatie vooraf. Elk van de acht hoofdstukken wordt echter van zo'n substantiële situatieschets voorzien, dat het geheel van die inleidingen samengeteld 297 pagina's beslaat. Zo zijn er 88 bladzijden aan de „Koning en de Landsverdediging” besteed. Het geheel komt neer op een ware geschiedenis van dat grote liberale ministerie. De lectuur van de briefwisseling is adembenemend. Ze bevat een overvloed aan onthullingen. Ons beperkend tot enkele staaltjes vermelden we hier: de soms erg levendige reacties van de koning en van zijn ministers; de ernstige meningsverschillen tussen de Koning en Frère-Orban omtrent tal van onderwerpen; de koninklijke bereidheid om te bemiddelen in het conflict met de kerk; de vijandige houding van de Koning t.a.v. de Minister van Landsverdediging, generaal Gatty; de verdeeldheid omtrent de versterkingen aan de Maas; de kring van de Koning met zijn generaals tegenover die van de minister met zijn generaals; de bestendige zorg van de koning om de hoofdstad te verfraaien en de havens te ontwikkelen. Over de interpretatie van artikel 68 van de Grondwet dat tijdens de Eerste Wereldoorlog en ook nog tijdens de Koningskwestie zoveel stof heeft doen opwaaien, leze men de krachtdadige stellingname van Frère-Orban t.o.v. Koning Leopold II op 14 april 1882 (Deel. I, blz. 240-244) en vooral het besluit: „l'exercice de tous les pouvoirs du Roi, sans aucune exception ni distinction, sont soumis aux mêmes conditions; cet exercice ne peut avoir lieu sans le concours d'un ministre qui, par sa signature, en assume la responsabilité' (Deel I, blz. 244). Zonder deze twee volumes is een grondige geschiedschrijving over deze periode onmogelijk en kan geen ernstige biografie van de

Koning of van de ministers van het kabinet Frère-Orban meer tot stand komen. Onder deze brieven leest men niet zonder enig medeleven de angstige brieven van Charles Sainctelette, minister van Openbare Werken, die getroffen werd door een zenuwinstorting (hoewel die term toen niet gebruikt werd) en die zijn ontslag aanbood omwille van een onvoorzichtige aanbesteding. Vermelden we nog dat de koloniale politiek hier nauwelijks aan bod komt, aangezien de Koning het Kabinet bij deze ondernemingen helemaal terzijde liet.

\*  
\*   \*

Gezien de bestendige raakvlakken tussen de schoolpolitiek en de politiek stricto sensu, kan men aan de publicaties i.v.m. de politiek, nog twee *Bijdragen* toevoegen die daarin thuishoren: de ene is van W. THEUNS, *De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de Conventie van Antwerpen*, *Bijdrage* 7, 1959, 52 blz. en de andere is van Lieve GEVERS, *Kerk, Onderwijs en Vlaamse Beweging, documenten uit de kerkelijke archieven over taalregime en vlaamsgezindheid in het katholiek middelbaar onderwijs, 1830-1900*, *Bijdrage*, 89, 1980, 426 blz. In zijn bijdrage, die teruggaat op zijn licentiaatsverhandeling schetst W. THEUNS de evolutie van het middelbaar onderwijs tussen 1830 en 1850 en de standpunten die terzake door katholieken en liberalen werden ingenomen. Hij steunde voor wat de voorbereiding en de behandeling van de wet van 1 juni 1850 betrof, vooral op de parlementaire handelingen en documenten. Daarna lichtte hij toe welke moeilijkheden de wet op het Middelbaar Onderwijs bij zijn uitvoering ondervond, hoe de geestelijkheid bij de benoeming van de leraars tussenbeide kwam en welke rol het onderricht van een godsdienst speelde dat de gemoederen verdeelde. Uiteindelijk bleef hij stilstaan bij de totstandkoming in 1854 van de Conventie van Antwerpen en de toepassing ervan.

Als specialiste van het katholiek onderwijs in Vlaanderen heeft Lieve GEVERS een groot aantal archieven bezocht, waaronder de bisschoppelijke archieven van Mechelen, Brugge, Gent en Luik (men weet allicht dat het bisdom Hasselt slechts in 1967 werd opgericht), de archieven van de Jezuitenorde te Brussel, deze van de Kruisheren te Maaseik en die van de Jozefieten te Melle. Daaruit putte ze een geheel van teksten die overwegend betrekking hebben op het taalgebruik bij het onderricht, d.i. het Frans en het Latijn. De franse taal was binnen de muren van de colleges in alle omstandigheden verplichtend; geleidelijk

verbeterde het onderwijs in de moedertaal, het nederlands dus, en nam ook het Vlaams bewustzijn toe. In bijlage publiceerde ze tevens een overzicht van alle middelbare onderwijsinstellingen zowel in Vlaanderen als in Brussel. De strijd van de voorstanders van een vernederlandsing tegen de weigering van de bisschoppen en de franstalige economische en sociale milieus was moeilijk. De aangewende middelen om het overwicht van de franse taal te bestendigen waren talrijk en zijn betekenisvol voor de studie van de mentaliteitsgeschiedenis. Vermelden we slechts: preken en prijsuitreikingen in het Frans, verbod om Nederlands te spreken tijdens de ontspanningsuren. Het invoeren van de religieuze waarden gebeurde voortdurend.

Soms liepen de aangehaalde argumenten sterk uiteen. Voor de Jezuïeten, kort na 1830, drong de noodzaak om in het belang van de godsdienst het Frans te leren, zich dwingend op omdat ze vreesden dat de Walen die minder godsdienstvoelend waren, alle betrekkingen in het nieuwe België zouden inpalmen (blz. 50). Men moest dus met gelijke wapens kunnen strijden. Wie het Frans aanviel als zijnde de taal van Voltaire, kreeg te horen dat het Nederlands het wapen der protestanten vormde. Het taalconflict was terzelfdertijd een sociaal conflict in die zin dat de kennis van het Frans vereist was om te kunnen deelnemen aan het leven van de politieke, administratieve en intellectuele elite van het land. Na de wet Coremans van 1883 die in het Rijksonderwijs het onderricht van twee lessen in het Nederlands voorzag naast lessen in het Duits en het Engels, spitsten de spanningen tussen de verdedigers van het Frans en de voorstanders van het Nederlands zich toe. De Vlaamse Beweging werd machtiger maar het gezag ontwapende niet. Men treft bij Lieve Gevers ook de antwoorden aan van de directeurs van de katholieke colleges van het aartsbisdom Mechelen op de vraag van kardinaal Goossens in 1891 naar de deelname aan de „landdagen”, die „tot niets anders strekten dan de leerlingen te groeperen onder de vlag van het flamingantisme, d.i. de overdrijving van de Vlaamse zaak” (G. Mangelschote, superior van het Klein Seminarie van Mechelen aan kardinaal Goossens, op 19 jan. 1892, blz. 267) en naar het leesverbod van „De Student”, orgaan van de jonge flaminganten. De bisschoppen die overtuigd waren van de superioriteit van de franse taal en die bezorgd waren voor de financiële implicaties van de toepassing van de nieuwe wet, drongen vooral aan op het behoud van de discipline en het respect voor het gezag. Het verslag dat vicaris-generaal Martin Rutten, begin 1886, aan zijn bisschop Mgr. Doutreloux richtte, vormt op dat algemene beeld een uitzondering. Rutten die in 1901 de stoel van de heilige

Lambert zal betrekken, ontwikkelde standpunten waarin vooral de voorstanders van de vernederlandsing zich herkenden. Na een schets van de taaltoestanden in Limburg, waarin de overheersing van het Frans bij de adel, de rijkere en de middenklasse gewoon verpletterend wordt genoemd, duidt de vicaris-generaal elf redenen aan die de Vlaamse nationale zaak verrechtvaardigen. De eerste ervan luidt: „la langue est l'élément le plus vivace de toute nationalité”. Vervolgens stelt hij een organisatieschema voor het vernederlandst onderwijs op (blz. 364-374). Het ware gewenst dat ook over de daaropvolgende periode, dus na 1900 en vooral na de wet van 12 mei 1910 die de wet Coremans naar het vrij onderwijs uitbreidde, een gelijkaardige publicatie tot stand zou komen.

\*  
\*   \*   \*

Het lag in de bedoeling van M. SIMON-RORIVE om de historici van het politieke leven tijdens het cijnskiesstelsel een handige gids te bezorgen: *Résultats des élections législatives (Chambre des représentants et Sénat) en Wallonie de 1848 à 1893*, *Bijdrage* 63, 1977, 229 blz. De auteur publiceert onder de vorm van tabellen en kaarten een overzichtelijk beeld van de verkiezingsresultaten. Ook geeft ze de cijfers van de ballotages en de tussentijdse verkiezingen weer. Ze putte haar gegevens zowel uit officiële documenten als uit de nationale, regionale en lokale pers. Ze berekende in het totaal en per lijst, het percentage van de kiezers, van de onthoudingen, van de blancostemmers en van ongeldige en verloren stemmen t.o.v. het aantal ingeschrevenen. Suggestieve kaarten tonen scherp de blijvende krachtlijnen in Wallonië aan en wijzen op de tegenstellingen tussen de geïndustrialiseerde en de landelijke provincies. De tabellen maken van deze bundel een onmisbaar basisinstrument.

\*  
\*   \*   \*

Ook de geschiedenis van de arbeidersbeweging behoorde reeds zeer vroeg tot één van de hoofdzorgen van Beheerraad. Was zijn eerste voorzitter Guillaume JACQUEMYNS immers niet de grondlegger van een reeks enquêtes over de levensomstandigheden van arbeiders, werklozen en stakers? Was hij niet de auteur van *Une vie sociale dans le Borinage houiller* en van *La société belge sous l'occupation allemande, 1940-1944*, en was zijn secretaris Jan Dhondt niet de onvermoeibare bezieler van

vele studies over de sociale geschiedenis? Het kan volstaan de herinnering op te roepen aan Dhondt's aandeel aan de *Geschiedenis van de Socialistische Arbeidersbeweging in België* en aan grote internationale enquêtes over *La première Internationale* en over *Les mouvements ouvriers et la dépression économique de 1929 à 1939*.

De *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging* van Hubert WOUTERS nemen op dat domein een ereplaats in. Hij publiceerde zeven boekdelen en in het totaal 3456 bladzijden. De documenten betreffende de periode 1831-1853 bracht hij samen in drie volumes (*Bijdrage* 27, 1963, 1310 blz.). Het eerste volume dat 573 pagina's beslaat, is gewijd aan de oppositie tegen het nieuwe regime dat uit de revolutie van 1830 voortkwam (1831-1834), aan de beginjaren van de deelname van arbeiders aan het politieke leven (1835-1843), aan de Volksverenigingen (1843-1847), aan de crisis van 1848 en aan de onderdrukking ervan (1848-1849).

Het tweede deel behandelt het vervolg van de repressie (1848-1849) en de kalme jaren (1848-1853). Het derde volume is een heruitgave van 16 nummers van een weekblad en tweewekelijksblad, *Den (waren) Volksvriend* van de „volksmenner” Jacob Kats.

In 1966 verschenen de documenten betreffende de rustiger jaren van 1853 tot 1865 (*Bijdrage* 40, 1966, 353 blz.). De pagina's 224 tot 319 bevatten de verslagen van de vrijdenkersvereniging *L'Affranchissement*, gaande van 13 februari 1860 tot 12 januari 1875.

De *Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, ten tijde van de 1<sup>o</sup> Internationale (1866-1880)*, *Bijdrage* 60, 1971, 1793 blz. verschenen alweer in drie volumes. Het eerste (1970, 650 blz.) bevat documenten over de aanloopperiode (1866-1868) en het hoogtepunt van de Eerste Internationale (1869-1873). De verdeeldheid die de Internationale teisterde (1874-1875) en zijn uiteindelijke wegdrijven van de arbeiderszaak (1876-1877) komen aan bod in het tweede deel, 1975 (blz. 651 tot 1204). In het derde deel worden documenten bijeengebracht die nieuw licht werpen op de beginjaren van de socialistische partij (blz. 1205 tot 1793).

Er dient opgemerkt dat al deze documenten te Brussel bewaard zijn. Wouters maakte gebruik van fondsen op het Algemeen Rijksarchief, op het Ministerie van Buitenlandse zaken, op het archief van de stad Brussel, op het koninklijk Legermuseum. Hij nam inzage van archieven van de vreemdelingenpolitie op het Poelaertplein en het handschriftenkabinet van de Koninklijke Bibliotheek. In alle delen wordt men geconfronteerd met rapporten van de gerechtelijke macht naast die van de

politie en van de vreemdelingenpolitie, met berichten van tipgevers en verslagen van politici en verslagen. Om het chronologisch geheel niet te schaden, nam de auteur in uitzonderlijke gevallen reeds gepubliceerde documenten op. Zo gaf hij het proces van de Volksvereniging Anneesens (14 april 1866) weer, hoewel het reeds eerder verschenen was in *La Belgique Judiciaire* (dl. I, blz. 367-395). Zeker voor de eerste periode is de titel „arbeidersgeschiedenis” veel te eng. De documenten over de periode 1831-1853 maken immers niet alleen gewag van de arbeidersbeweging stricto sensu, maar bevatten tevens veel inlichtingen over de republikeinse en democratische beweging. Zo drong „*l'Association patriotique* of *Nationale* van 1831 tot 1838 aan op de integriteit van het land en eiste de uitsluiting van de Nassau's.

Met deze banden beschikken de historici over een goudmijn aan informatie over het leven, de verzuchtingen, de opvattingen en de verwezenlijkingen, — die vaak voortijdig afgebroken werden —, van mensen die aan de zelfkant van de maatschappij verbleven en die deze vijandige wereld wensten om te vormen. Ze vernemen heel wat over de arbeidsomstandigheden, over de organisatievormen van het verzet tegen de politieke en economische machten, over manifestaties en stakingen. Ze vinden gegevens over de wijze van propagandavoeren, over kranten, vlugschriften, boekjes, liederen en terzeldertijd over de wijze waarop het gezag optrad en de repressie functioneerde. Dank zij negen indices kan de gebruiker zich voortreffelijk in deze compacte massa oriënteren. De auteur stelde een plaatsnaamindex op en weerhield hierin ook de namen van de hotels waar de militanten verbleven of die van de herbergen waar er vergaderingen werden gehouden; een chronologische index „Publieke Orde” geeft dan weer de verscheidene manifestaties weer; een „pers-index” opent toegang tot alle kranten; een index van „publicaties” maakt onderscheid tussen aanplakbrieven, boeken, brochuren, liederen, reglementen en vlugschriften. Wouters voorzag ook een index van stakingen en werkconflicten. Een vijfde index registreert de vergaderingen en meetings volgens hun aard en hun plaats van bijeenkomst. In de laatste bundel over 1866-1880, komt zelfs een index van de ondernemingen voor. Een index van de persoonsnamen tenslotte maakt het raadplegen van alle banden bijzonder gemakkelijk.

De Eerste Internationale nam dus een voorname plaats in deze documentenreeks in. Deze beweging van arbeidersorganisaties werd ondersteund door talrijke periodieke publicaties. Gebruik makend van vijf periodieken, waaronder vier Brusselse met name *La Tribune du Peuple*, *La Nouvelle Tribune du Peuple*, *L'Internationale* en *La Liberté*

en één blad van Verviers *Le Mirabeau* (*La Liberté* was het enige blad dat gedurende enkele maanden in 1871 als dagblad verscheen) zocht C. OUKHOW de activiteiten van de federaties en de secties van Brussel en van Wallonië tussen 1868 en 1872 scherper in de verf te zetten. In de *Documents relatifs à l'histoire de la première Internationale en Wallonie*, *Bijdrage* 47, 1967, LV-376 blz. gaat het dus om een keus van *gedrukte* teksten, zoals ontwerpen van statuten van allerhande verenigingen, zittingen, verslagen van arbeidersvergaderingen, verklaringen en brieven van secties en federaties, de handelingen van Belgische congressen. De auteur bezorgde ook de vragenlijst die de redactie van de „Cahiers du Travail” had moeten mogelijk maken, een initiatief dat vergelijkbaar was aan de „Cahiers de doléance” aan de vooravond van de Franse revolutie van 1789.

De historicus beschikt verder nog over een documentatie die verrijkt werd met de publicatie van *Documents relatifs aux militants belges de l'Association Internationale des Travailleurs. Correspondance 1865-1872*. van de hand van D. E. DEVREESE, *Bijdrage* 79, 1986, 489 blz. Daisy Eveline Devreese kreeg aan het Marxistisch-Leninistisch Instituut te Moskou toegang tot de archieven die David Borisovic Goldenbach, ook Rjazunov genoemd, vóór het uitbreken van de eerste wereldoorlog aangelegd had met het doel een *Livre rouge de l'Internationale* te publiceren. Ze nam ook inzage van de verzamelde documentatie voor de uitgave van de *Marx-Engels Gesamt Ausgabe* (Mega). Ze maakte tevens gebruik van de archieven van de Duitse socialistische Partij (S.P.D.) die in 1933 door Hitler werd opgeheven en waarvan de archieven door *het Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis* werden aangeworven. Deze archieven bevatten ook stukken van de archieven van Marx en Engels. Andere documenten zijn afkomstig uit het Algemeen Rijksarchief te Brussel. Aan deze ongepubliceerde documentenreeks voegde de auteur eerder gepubliceerde teksten toe, hetzij in origineel, hetzij in vertaling. Ze liet zich hierbij leiden door de zorg om de activiteiten van de A.I.T. militanten in België te verduidelijken en om de chronologie in het optreden niet te onderbreken. De documenten lopen van 5 februari 1865 tot 12 december 1872. De aantekeningen getuigen van een grondige kennis van de geschiedenis van de Eerste Internationale. Deze documenten geven een veelheid aan inzichten over de voorbereidingen en het verloop van de congressen, over de organisatie van de secties, over de meetings, over de stakingen en hun onderdrukking (in het bijzonder komen de stakingen van april 1868 in de streek van Charleroi of van april 1869 bij Cockerill te Seraing goed in de verf).

De bittere persoonlijke rivaliteiten tijdens deze aanvangsperiode van de Internationale zijn bijzonder aangrijpend. Heel wat informatie wordt geboden over de tegenstellingen tussen de voorstanders van een revolutionair omverwerpen van de sociale orde en die van de organisatie van de arbeidersweerstand, over de uiteenlopende opvattingen t.a.v. de deelname aan de politieke strijd, over de positie van de Algemene Raad („Les hommes de Londres”, blz. 424). De historici van Karl Marx, van Engels, van Bakounine en trouwens van alle militanten van de Eerste Internationale, zeker van de Belgische, kunnen deze waardevolle bijdrage niet meer voorbijzien. Voortdurend wordt men gewezen op de drukkende financiële problemen van deze militanten. Hoeveel hindernissen moesten niet overwonnen worden om de nodige fondsen bijeen te krijgen voor de uitgave van kranten, tijdschriften en brochures? De pershistoricus zal er ook interessante informatie in vinden over kranten als *La Tribune du Peuple* (blz. 104, 20, 135), *La Nouvelle Tribune du Peuple* (blz. 131-150), *La Liberté* of *L’Internationale*.

Terwijl H. Wouters vooral de openbare archieven in de hoofdstad voor zijn rekening nam, richtte L. LINOTTE zijn aandacht vooral op de archieven van de openbare veiligheid van de provincie Luik en op de politiearchieven van de stad Luik. Die zoektocht leverde hem twee *Bijdragen* op: *Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Sûreté publique de la province de Liège*, *Bijdrage* 34, 1964, 173 blz. en *Les manifestations et les grèves à Liège de l’an IV à 1914. Inventaire sommaire des archives de la Police de la ville de Liège*, *Bijdrage* 53, 1969, 141 blz.

Op basis van de provinciale archieven ging L. Linotte over tot een chronologische indeling, jaar per jaar, waarbij hij voor de jaren 1831 tot 1898 drie grote dossiers opbouwde: de manifestaties, de stakingen en allerhande aangelegenheden. Voor de daaropvolgende periode tot 1914, weerhield hij wel de administratieve klassering met de verwijzingsnummers’s, maar liet de thematische indeling vallen. Voor enkele spijtige leemten in de documentatie van 1835 tot 1867 en de jaren 1883 en 1885, gaf hij geen verklaring op. Het hoofdbestanddeel van dat fonds bestond dus vooral uit de briefwisseling van de Luikse gouverneur met de burgerlijke, militaire en, rechterlijke overheden en zelfs met particulieren „over alles wat betrekking had met de staatsveiligheid, waarmee bijna uitsluitend arbeidersmanifestaties en stakingen werd bedoeld” (blz. VIII). Daarnaast komt nog een waaier van manifestaties aan bod die minder kaderen in de arbeidersproblematiek. In het eerste deel geeft de auteur van elke bundel die op zijn beurt bestaat uit een geheel van



stukken, een bondige samenvatting. Daarin komen tal van aspecten te voorschijn. Zo leidde de uitzonderlijke ontwikkeling in de 19de eeuw van de mijnbouw, de staal-, metaal- en textielnijverheid tot een snelle aangroei van het proletariaat. Die arbeidersmassa trachtte in een verbeterde strijd zijn lastige levensomstandigheden te verbeteren, maar stootte daarbij op een onbarmhartige repressie. De pogingen om een arbeidersorganisatie op touw te zetten deden zich vroegtijdig voor en droegen een origineel karakter. Manifestaties en stakingen, als zovele afwijzingen van de armoede, vermenigvuldigden zich. Was de Eerste Internationale in de zestiger jaren trouwens niet bijzonder actief in de vallei van de Vesder? Vandaar ook het belang van de 15.000 stukken die hier beschreven werden.

Het kernstuk van het politiearchief van de stad Luik bestond vooral uit briefwisseling tussen de burgemeesters en de schepenen van Luik met burgerlijke, rechterlijke en militaire overheden. Door een onbegrijpelijke omstandigheid doen dezelfde leemten inzake manifestaties en stakingen tijdens de periode 1852 en 1869 zich ook hier voor. L. Linotte hanteerde bij het klasseren ervan ongeveer dezelfde principes als voor het provinciaal archief. In het eerste deel komen de manifestaties, stakingen en de varia voor; in het tweede deel laat hij zich leiden door de structuur van de gemeentelijke archieven en stelt hij de archieven inzake de openbare veiligheid voor; in het derde deel behandelt hij dan de stukken betreffende het optreden van de politie, het vierde en laatste deel bevat de registers en indices. Er dient opgemerkt dat weinig stukken verband houden met de periode vóór 1830.

Van haar kant publiceerde J. LOTHE de *Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIX<sup>e</sup> siècle. I<sup>ère</sup> partie, 1794-1848, Bijdrage 45, 1967, 194 blz.* en *II<sup>ème</sup> partie, 1849-1866, Bijdrage 57, 1969, 175 blz.* J. Lothe doorzocht het Rijksarchief van Namen dat reeds geklasseerd was voor wat de Franse en Hollandse periode betreft, maar waaraan voor de periode na 1830 nog gewerkt wordt. Ze raadpleegde voor de jaren 1848 tot 1886 ook de lokale pers. In een eerste deel stelt ze de resultaten van haar opzoekingen voor. Opvallend hierin is de weerslag van de graancrisissen (het jaar III, 1816-1817, 1829) en de politieke crisissen (1830, 1848). De auteur brengt veel onbekend materiaal aan over het afschaffen en het voortleven van de ambachten en over het verschijnen van de eerste coalities (1835). In het tweede deel komen achtereenvolgens aan bod: de rustige jaren gaande van 1849 tot 1867; de moeilijke jaren van 1868 tot 1885 waarin veel stakingen uitbraken in het gebied van de Neder-Samber en waar de

steenkoolnijverheid in volle ontplooiing verkeerde, en tenslotte de gebeurtenissen van 1886. Daar dat gebied lange tijd aan de periferie van de grote industriële revolutie lag, bereikte de beweging hoegenaamd niet de omvang van de spanningen in Luik of Henegouwen. De arbeidersorganisaties kregen er vóór 1890 ook moeilijker voet aan de grond.

De studie van Françoise MAHIEU-HOYOIS, *L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895)*, *Bijdrage* 68, 1972, 92 blz. hoort zeker thuis in de geschiedenis van de arbeidersbeweging maar ook in die van de politiek. Op basis van de archieven van het Parket-Generaal, van de *Administration des Mines*, van de eerste algemene inspectiedienst der Mijnen, van de dossiers betreffende het proces „le Grand Complot” berustend op de griffie van de correctionele rechtbank van Bergen, en van de papieren Maroille bewaard door de „Fédération socialiste borain”, schetst de auteur de bewogen geschiedenis van de socialistische beweging in de Borinage in een periode die cruciaal was voor haar verdere toekomst. De lectuur van de documenten van Wouters bevestigt wat men reeds wist over het belang van de mijnwerkers uit de Borinage voor de geschiedenis van de arbeidersbeweging in België. In deze streek van mono-industrie was de arbeidersstrijd lange tijd gewelddadig en ongeorganiseerd. Looneisen op heel korte termijn overwogen steeds. Alfred Defuisseaux speelde er een beslissende rol. De *Catéchisme du Peuple*, de strijd voor het Algemeen Stemrecht, de vorming van de Parti socialiste républicain, het proces van „le Grand Complot” werkten begeesterend in op de mijnwerkers. Ze troffen in de koöperatieven en in de kassen van onderlinge bijstand een onmiddellijke lotsverbetering aan. De opname in de Belgische Werkliedenpartij van de „Fédération boraine” op 15 augustus 1889 en van de „Parti socialiste républicain” in oktober van hetzelfde jaar, stelden een einde aan een gevaarlijke verdeeldheid.

Vier *Bijdragen* zijn gewijd aan de voorstelling van bronnen die nuttig kunnen zijn bij de studie van de sociale geschiedenis. Telkens wordt de klemtoon gelegd op de analyse van speciale gevallen en op de methodologie van waaruit een veralgemening of ten minste een toepassing op ruimere schaal mogelijk moet worden. S. VERVAECK bestudeerde *de samenstelling van de gegoede stand te Mechelen op het einde van de XVIII<sup>e</sup> eeuw en in het begin van de XIX<sup>e</sup> eeuw (1796-1813)*. Een methodologisch onderzoek, *Bijdrage* 11, 1960, 27 blz.

Welke criteria dient men te hanteren om de verschillende lagen bij de adel en de burgerij te Mechelen onder het Frans regime te onderscheiden? S. Vervaeck ging uit van de vaststelling dat het beroep en het

vermogen het gemakkelijkst quantitatief te benaderen vielen. Ze maakte dan ook gebruik van de belasting van 1794, van de personele en van de roerende belasting van de jaren IX en 1813 om de belastingplichtigen in vier groepen te verdelen. Niet echter zonder eerst een reeks zware identificatieproblemen te hebben opgelost. In haar eerste groep bracht ze de niet-adellijke families onder die een groot aanzien genoten, verder de adel, de meest belaste families die niet tot de twee vorige groepen behoorden, en tenslotte de minst belaste families.

In een tweede bijdrage: *Enkele bronnen uit de Franse Tijd: Hun belang voor de sociale geschiedenis*, Bijdrage 22, 1962, 108 blz. beschrijft dezelfde S. VERVAECK een reeks bronnen die belangrijk zijn voor de studie van het volk en de maatschappij tijdens het Franse Bewind. Zij wijst daarin op de preciese gegevens die de vele fiscale bronnen zoals oorlogsleningen en andere belastingstypes (grond-, patent-, persoons-, luxe-, deuren- en vensterbelasting) kunnen verstrekken. Zij geeft nauwkeurig aan welke informatie men kan putten uit de lijsten van de 100 en 600 meest belaste burgers, evenals uit verscheidene lijsten van notabelen en van de nationale wachten. Voor alle steden en gemeenten van het Leie-, Schelde, Twee-Neten en Dijledepartement verschaft de auteur alle bibliografische elementen en somt ze de archieven op waar deze bronnen aanwezig zijn. Daarbij voegt ze nog een overzicht van de bevolkingstellingen en van de registers van de burgerlijke stand.

K. VANDEN ABEELE wijdde een uiterst nauwgezette studie aan de gedwongen lening van 19 frimaire van het jaar IV (10 december 1795). *De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans bewind*, Bijdrage 31, 1963, 86 blz. Na een overzicht van de wetgeving terzake, gaat de auteur dieper in op de uitvoering van de gedwongen lening te Leuven. Hij publiceert de namen van de burgers die deel uitmaakten van de befaamde 16<sup>e</sup> klasse — van wie het vermogen de 500.000 ponden overtrof — preciseert de maatregelen die getroffen werden tegen wanbetalers en verhaalt nauwkeurig de verschillende ingrepen van de gemeentelijke en van de departementale overheid. Vooral inzake de verwerking van de klachten, werkten beide instanties eensgezind samen. Tot besluit van zijn analyse van de toepassing van de gedwongen lening, onderstreept de auteur de geloofwaardigheid van de bekomen resultaten.

Het werk van H. BALTHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST, *Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIX<sup>e</sup> eeuw (1794-1914)*. Tweede herwerkte en aangevulde uitgave, Bijdrage 18,

1965, 134 blz. (1<sup>e</sup> uitgave 1961 met zelfde nummer), bestrijkt een veel ruimere periode. Na een gedegen inleiding waarin de bevindingen van de historici van de sociale quantitative geschiedenis op de korrel worden genomen, onderzoeken de auteurs alle bronnen die lange reeksen-informatie kunnen bevatten. De demografische bronnen komen hierbij op de eerste plaats (burgerlijke stand, bevolkingsregisters en -tellingen), daarop komen de statistische overzichten aan de beurt en tenslotte de fiscale bronnen. Ook de electorale bronnen worden niet verwaarloosd: zo krijgen we een kijk op de kiezerslijsten tijdens het Franse Bewind, op lijsten van de notabelen die zich in augustus 1815 moesten uitspreken over het ontwerp van de grondwet, op de kiezerslijsten tijdens het Verenigd Koninkrijk, die van het Nationaal Congres, van de verkiezingen tussen 1830 en 1894, en die voor de grondwetsherziening van 1914. De verkiesbaren voor de senaat wordt ook een plaats ingeruimd, maar in 1965 konden de auteurs niet refereren naar het onmisbaar geworden werk van Jean Stengers, *Index des éligibles au Sénat (1831-1893)* dat pas in 1975 verscheen. De auteurs laten geen enkel aspect achterwege en bijten zich vast in de lijsten van de „négociants notables” voor de verkiezing van rechters voor de rechtbanken van koophandel, en lijsten voor verkiezing van de goede mannenraden. Tenslotte verstrekken ze informatie betreffende afzonderlijke groepen zoals de adel, de erewachten van 1813, de beheerders van naamloze vennootschappen, de ambtenaren en de leden van verschillende beroepsgroepen en milieus. Ze pasten het overzicht van hun bronnen concreet toe op de befaamde Meir te Antwerpen (1846-1875). Gebruik makend van de beschreven bronnen, waaronder de bevolkingsregisters, patenten, kadaster en allereerst de electorale lijsten, zochten ze de structuur en de mobiliteit van de bevolking, het vermogen en de uitoefening van het kiesrecht te achterhalen.

Geen enkel onderdeel van het historisch onderzoek onderging ingevolge de toepassing van de quantitative methodes, zulke ingrijpende wijzigingen als de economische geschiedenis. Zo trachtte Guido L. DE BRABANDERE, *De regionale sectoriële verdeling van de economische activiteit in België (1846-1979): een kritische studie van het bronnenmateriaal*, *Bijdrage* 97, 1984, 290 blz., op grond van de meest recente theorieën, het aandeel van de economische bedrijvigheid in het verloop van een eeuw per regio en per sector te bepalen. Na een grondige analyse van de problemen waarmee hij te kampen had, stelde hij zijn criteria voor. Hij weerhield als geografische omschrijving de provincie en als maatstaf van de economische activiteiten koos hij de tewerkstelling. Hij

onderscheidde drie periodes in de ontwikkeling: van de onafhankelijkheid van België tot 1914, het interbellum en de ontwikkeling na 1947. Aan de hand van deze criteria ging hij na welke tekortkomingen de officiële tellingen vertonen, welke leemten zich voordoen en hoe daaraan kan verholpen worden. Hierbij zocht hij vooral om vergelijkbare cijferreeksen aan te leggen.

\*  
\*   \*  
\*

Naast de publicatie van kritische studies over de waarde van sociale en economische bronnen, had het Centrum zich vanaf zijn eerste bijeenkomst voorgenomen om ook handgeschreven statistische documenten uit te geven. In de eerste fase werd vooral aan de Franse en Hollandse Tijd gedacht, omdat het materiaal daarover eerder schaars is.

Nicole CAULIER-MATHY publiceerde *Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais*, *Bijdrage* 25, 1962, 36 blz. en 14 tabellen. Haar eerste document wordt bewaard op het Rijksarchief te Luik en geeft een overzicht van alle fabrieken en manufactures in deze provincie op 1 augustus 1816. Verder beschrijft ze nog twee statistieken uit 1829 die zich bevinden op het Algemeen Rijksarchief in Den Haag. Het betreft enerzijds een opgave van alle metaalfabrieken binnen het zesde mijndistrict op 4 december 1829 en anderzijds een beschrijving van alle steenkool-, lood- en galmeimijnen op 23 september 1829. De eerste telling werd uitgevoerd met het oog op het vaststellen van de toltarieven en verstrekt veel bijkomende inlichtingen, bv. over de emigratie van lakenarbeiders uit Verviers of over de noodzaak om de zinkfabriek van Dony te ondersteunen. Spijtig genoeg werd ingevolge een schrijven van de „Administrateur-Inspecteur des Mines” nagelaten navraag te doen naar de toestand van het bedrijf van Cockerill te Seraing. Daardoor ontbreken deze gegevens in het overzicht van 1929. Deze beslissing werd ingegeven door het bijzonder statuut van het bedrijf. In de derde statistiek leest men wel dat de mijnonderneming van Henri-Guillaume van de firma „Cockerill et Cie” 374 mensen tewerk stelde, waaronder 15 vrouwen en 52 kinderen. Deze verdienden een gemiddeld loon respectievelijk van 0,70, 0,39 en 0,24 gulden. De jaarlijkse loonkost overschreed de 100.000 gulden (103.424,20 gulden). Deze uitbating was dan ook de belangrijkste van het district.

Dezelfde zorg om zo nauwkeurig mogelijk de betekenis en de waarde van cijferreeksen die voorkomen in allerlei tellingen en statisti-

sche enquêtes af te wegen, treft men ook aan in de studie van Jules HANNES, *De economische bedrijvigheid te Brussel, 1846-1847. Controle en aanvulling van de nijverheidstelling van 15-10-1846*, Bijdrage 81, 1975, 137 blz. De auteur, die de hand kon leggen op de inventaris van de tellingformulieren, onderwierp eerst de nijverheidstelling van 15 oktober 1846 aan een grondig onderzoek en vergeleek daarop de gepubliceerde cijfers zowel met die van de inventaris als met de cijfers in de lijsten van de patentplichtigen van 1846 en 1847. Dat onderzoek inspireerde hem tot enkele treffende besluiten inzake de beperkingen van de momentopnamen die tellingen in wezen zijn. Het blijkt nu dat het delicate probleem van de omschrijving van de beroepen toevertrouwd werd aan personen die daartoe niet bekwaam waren. Ook leverde de vergelijking van getelden en van patentplichtigen veel moeilijkheden op: de uitvoeringsdata liepen uiteen en vaak kregen ondernemingen formulieren toegestuurd hoewel ze niet aan de patentbelasting onderworpen waren, zoals militaire bakkerijen en kantscholen. Indien er meerdere beroepen uitgeoefend werden, vermeldde de nijverheidstelling uitsluitend de meest belaste. Vele ambachtslieden baatten evenwel een winkel uit en verkochten producten die ze niet zelf vervaardigden. De telling vermeldt voor 1846 niet meer dan 2967 kleinhandelaars, ofschoon er in 1847 in de sector van de kleinhandel 5847 patentplichtigen waren (blz. 36). De auteur benadrukt verder het belang van het bedrog en van de onwil en wijst op de vaagheid van de vragen in de aard van: „welk is uw gemiddeld aantal arbeiders”? Met dezelfde grondigheid stelt Hannes ook de gebreken van de fiscale bronnen vast. Zijn voorkeur gaat uiteindelijk uit naar de gegevens van de patentbelasting omwille van hun langdurige toepassing (van 1819 tot 1914). De resultaten van zijn onderzoek worden in vijf tabellen ondergebracht. In bijlage publiceert hij alle antwoorden op een vraag naar de afzetmogelijkheden van de Brusselse nijverheid. Die bleken eerder bescheiden en waren vooral gericht op Nederland. Ongeacht de leemten in het bronnenmateriaal, toont deze studie overduidelijk aan dat het Brussel van het midden van de negentiende eeuw helemaal geen grootindustrie kende en dat de artisanale productie en de handel domineerden.

\*  
\*   \*  
\*

Een andere doelstelling van het Centrum bestond erin inventarissen van bedrijfsarchieven op te maken en te publiceren. M. COLLE-MICHEL

kreeg toegang tot drie grote ondernemingen in het Luikse bekken: Cockerill-Ougrée, Espérance-Longdoz vóór zijn fusie met Cockerill, en Vieille-Montagne. Na de fusie van Cockerill met Ougrée-Marihaye op 27 juni 1955 werden de archieven van Ougrée-Marihaye versmolten met die van Cockerill op het kasteel van Seraing. Dank zij M. COLLE-MICHEL, *Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours*, Bijdrage 9, 1959, 29 blz. beschikken we thans over een beknopte inventaris van de drie fondsen: Hodson 1813-1833, Cockerill van 1809 tot heden, en Ougrée-Marihaye van 1854 tot 1955. Onnodig te wijzen op het belang van de twee laatste bedrijven.

Dezelfde COLLE-MICHEL bracht in haar andere publicatie: *Les archives de la S.A. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours*, Bijdrage 24, 1962, 67 blz. het voorhanden materiaal onder in vijf grote categorieën: de boekhoudkundige, de technische, de economische en de sociale gegevens. Een vijfde categorie werd voorbehouden aan deelneming in het kapitaal van andere verenigingen. Deze laatste activiteit nam van 1900 af zeer snel in betekenis toe. De documenten zijn, op één uitzondering na, jonger dan 1860 en de inventaris eindigt met 1930.

Het derde fonds dat M. COLLE-MICHEL bestudeerde bestond uit: *Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne*, Bijdrage 46, 1966, 95 blz. Na een korte historiek van het bedrijf, volgt een gids die de vorsers in staat moet stellen een weg te vinden in de archieven die nu nog bewaard worden op het hoofdkantoor te Angleur. Het betreft hier wel „een levend archief dat nog dagelijks door de Maatschappij gebruikt wordt”. Daardoor kon de auteur geen inventaris opmaken die beantwoordt aan de klassieke regels van de archiefwetenschap. De inventaris bevat nu twee delen: het eerste schetst de grote fasen in de ontwikkelingsgang van de Maatschappij, het tweede gaat dieper in op de afzonderlijke mijnen en bedrijven.

De inventaris van Hilde COPPEJANS-DESMEDT, *Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman*, Bijdrage 67, 1971, 52 blz. heeft, in tegenstelling met de twee vorige, betrekking op bedrijfsarchieven die bewaard worden in openbare instellingen. Deze ervaren archiviste publiceerde reeds naast een monumentale: *Guide des entreprises conservées dans les dépôts publics de Belgique* (Brussel, 1975, 358 blz.) verschillende bijdragen over de geschiedenis van de textielnijverheid. Ze bezorgde ons dan ook een modelpublicatie. Achteraf werden door het Centrum voor Hedendaagse Sociale Geschiedenis van de Vrije Universiteit te Brussel, vanaf 1975 met

de computer de loonreeksen van de firma A. Voortman-N.V. Texas verwerkt (1835-1914). Daaruit blijkt hoe waardevol deze archieven zijn.

Naast de publicatie van inventarissen van particuliere bedrijfsarchieven, zocht het Centrum ook economische documenten met een privé-karakter uit te geven. Wijlen Bertrand GILLE, één der pioniers inzake bedrijfsarchieven in Frankrijk, verzorgde twee *Bijdragen* die een heel moeilijk toegankelijke briefwisseling bevatten: *Lettres adressées à la Maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles, I ( Crise politique et Crise financière en Belgique) (1838-1840), Bijdrage 19, 1961, LVI-391 blz. et II (L'époque des susceptibilités) 1843-1853, Bijdrage 33, 1963, XVIII-400 blz.*

Zich steunend op een rijke waaier van Franse en Belgische openbare en privé-archieven — waaronder uiteraard die van de Société Générale en van de familie Rothschild — beschrijft B. Gille in de inleiding de betrekkingen tussen de Rothschilds en de Belgische staat tijdens het eerste kwart eeuw van zijn onafhankelijkheid. De archieven van de Rothschilds hebben gedurende de Tweede Wereldoorlog fel geleden: van de briefwisseling naar Parijs vóór het jaar 1838 is alles verdwenen en hetzelfde geldt voor de jaren 1841 en 1842. Met de briefwisseling naar Brussel is het al even treurig gesteld, ook hier vond Gille de minuten van vóór 1850 niet terug en moest hij zich behelpen met de „instructies” die James de Rothschild aan zijn vertegenwoordiger, Louis Richtenberger, te Brussel overmaakte. Hij vond evenmin de originelen in de kluisen van de Bank Brussel Lambert, die nochtans een verre nazaat was van het agentschap Rothschild te Brussel. Louis Richtenberger was de schoonvader van Samuel Lambert. Hij ging door voor een „handig en nauwgezet onderhandelaar, die zich terdege inzette en op scherpzinnige wijze handel dreef”. Nochtans kreeg hij slechts een zeer beperkt initiatiefrecht. De uitgever heeft niet de lopende briefwisseling van de bank uitgegeven omdat die overwegend op gewone zaken betrekking had. Hij bezorgde wel een integrale uitgave van alle particuliere brieven (steeds dagelijks; soms meermaals per dag). Bertrand Gille schrijft volkomen terecht dat „die correspondentie van Richtenberger de echo bevatte van de besprekingen die hij voerde met alle vooraanstaanden uit de politieke en financiële wereld” (I, blz. LIV). Daar Koning Leopold I de Rothschilds kon gebruiken, onderhield Richtenberger ook contacten met het Hof. In het eerste deel komen vier onderwerpen aan bod. Vooreerst de onderhandelingen met het oog op het afsluiten van een lening of van het intekenen op schatkistbons. In die tijd was een openbare inschrijving op de schatkistbons nog onbekend en onderhandelden de ministers met



de bankiers. Rothschild nu was de voornaamste geldschieter van de Belgische staat. Daardoor oefende die familie een blijvende druk uit op een jonge staat die in grote geldnood verkeerde en over een beperkt krediet beschikte. Het tweede deel behandelt de betrekkingen tussen de Rothschilds en de Belgische banken. De vertrouwensrelatie tussen de Société Générale en vooral directeur Meeus verliep uitstekend, hoewel er zich soms wrijvingen voordeden. Die met de Banque de Belgique waren van meer delicate aard. In december 1838 moest die bijgesprongen worden en op 24 december 1839 werd te Parijs een akkoord afgesloten dat betrekking had op de terugbetaling van intresten en dividenden (tekst in bijlage I, blz. 388-390).

Als gevolg van de nauwe bindingen tussen het bankwezen en de opkomende nijverheid, namen, op voordracht van de Société Générale, de industriële operaties gaandeweg toe. Vooral de steenkool- en de metaalnijverheid profiteerden daarvan. Zo is er regelmatig sprake van de onoverzichtelijke problemen waarmee John Cockerill worstelde. Terzake schreef op 10 januari 1839 J.B. Nothomb, minister van Openbare Werken, aan een Frans minister: „Indien Cockerill over de kop gaat, dan springt Luik en God alleen weet waar dat proces dan eindigt”.

Het vierde grote thema behelst de investeringen in de sector transport: de aanleg van spoorwegen (Parijs-Brussel, Brussel-Keulen) en het graven van kanalen om de steenkoolcentra te verbinden met het Parijse bekken. De vaarrechten op de kanalen van de Oise naar de Samber werden in de gespannen economische en internationale toestand vaak betwist. Na langdurige onderhandelingen kwam op 19 april 1839 het vredesverdrag tussen Nederland en België tot stand waardoor België afstand moest doen van Limburg en Luxemburg. Ook werd in 1840 de vrede bedreigd door de zogenaamde „Oosterse Kwestie”.

De brieven van Richtenberger bevatten veel informatie die tot nadenken stemt over de rol van koning Leopold I (de koning onderhandelde ook rechtstreeks met James de Rothschild) en over Van Praet, de secretaris van de Koning. Ze illustreren de bindingen tussen de politieke en de financiële wereld. Eén enkel voorbeeld: wanneer koning Willem in 1839 met het Verdrag instemt, schrijft Richtenberger aan Rothschild: „ik beperk me tot het bericht dat ik vandaag M. Van Praet heb gezien die me *verzekerd heeft dat men aan de vrede toe is*; hij heeft me aangezet om voor hem enkele aankopen van publieke fondsen uit te voeren” (I, blz. 127). De studie bevat ook informatie over de pers en over stappen die werden ondernomen om bepaalde artikelen niet te laten verschijnen. Het tweede boekdeel is even rijk aan informatie over de thema's die ook

het eerste beheersen. Voor de Belgische overheid, die zich wilde onttrekken aan de greep van de Rothschild was de openbare lening van 29 juni 1844 die 84 miljoen frank opbracht, een waar succes. Ook de lening van 1852 leverde de Rothschilds slechts een gering aandeel op, dat bovendien nog moest gedeeld worden met andere leden van het syndikaat. De schepping van de Nationale Bank in 1850 en de concurrentie van het huis Oppenheim, deden de invloed van de Rothschilds helemaal teruglopen. Er deden zich vooral spanningen voor tussen de Société Générale en het huis Rothschild naar aanleiding van de aanleg van de spoorlijn Parijs-Brussel die aan de Rothschilds toegewezen werd. Tijdens de jaren van versnelde ontwikkeling van de steenkoolmijnen en de staal- en glasnijverheid in het bekken van Samber en Maas, stelden de Rothschilds zich eerder terughoudend op, ondanks het feit dat de Franse deelneming algemeen gezien vrij aanzienlijk was. Het huis bezat nochtans stevige posities. Zo is er bv. regelmatig sprake van „la Société des hauts-fourneaux de Sclessin”. De hardnekkigheid van de Rothschild om een mandaat van administrateur af te dwingen, kwam in 1846 tegemoet aan een berekening van de Meeus die in de benoeming van een Rotschild of van Talabot een faktor zag die de Franse regering gunstig kon stemmen. Wat meer toegeeflijkheid bij het bepalen van toltarieven voor de uitvoer van steenkolen en spoorstaven was immers gewenst.

In het tweede boekdeel worden de problemen i.v.m. de spoorwegen en de vaartarieven regelmatig behandeld. Van de lectuur van deze brieven houdt men de indruk over dat de Rothschilds zich geleidelijk aan terugplooiden en voeling met de Société Générale verloren. Vandaar dat Bertrand Gille terecht zijn tweede band de ondertitel „de periode der gevoeligheden” meegaf.

In beide banden werd vaak gewag gemaakt van de steenkoolmijnen. De steenkoolnijverheid lag immers aan de basis van de economische expansie van de negentiende eeuw. In het bekken van Bergen veroverde deze nijverheid een zeer originele plaats in het ontwikkelingsproces. Bij de uitbouw van die mono-industrie oefende de Société Générale een diepe invloed uit. Dat komt bijzonder goed tot uiting in de *Procès-verbaux des Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale (1848-1876)*. *Procès-verbaux*, I, *Textes*, Bijdrage 72, 558 blz. en deel II, *Tableaux*, Bijdrage 73, 119 blz. (559-677 blz.), 1973. Na een kort overzicht van de steenkoolmijnen die onder de hoede vielen van de Société Générale, gaat Philippe MOTTEQUIN dieper in op de rol die „le comité des directeurs des travaux” speelde vanaf 5 oktober 1848, datum

waarop het eerste register begint, tot 19 september 1876, dag waarop het mandaat van de voorzitter in andere handen overging.

Een welgekomen aanvulling op deze publicatie vormen de woordenlijst van de specifieke mijntermen en biografische nota's van alle geciteerde personen, vooral industriëlen en ingenieurs. De taken van de „directeurs des travaux” die zich hiërarchisch onder de „directeurs-gérants” bevonden, waren niet gering. Ze stonden o.a. in voor de problemen van uitbating en productie, voor de veiligheid, voor het invoeren en het verbeteren van nieuwe technieken, voor de studie van het verlagen van de kostprijs, voor de betrekkingen met meestergasten en arbeiders, voor de lonen, voor de betrekkingen met het „Corps des Mines” en met de goedemannenraad. Daar in het bekken nog andere mijnen actief waren, die los van de Société Générale opereerden, deden er zich dikwijls spanningen voor en verliep het bestaan van het „Comité” ver van rimpelloos. Het kwam maandelijks bijeen. Zijn verslagen bevatten niet alleen gedetailleerde overzichten van de uitgevoerde werken, van de kostprijzen, maar ook rapporten van meer technische aard. In deel II publiceerde Ph. MOTTEQUIN 118 tabellen handelend over de stand van de werken, de productie, de kostprijs per categorie, de algemene kosten voor het delven en de verlichting, de prijs van het buskruit, enz... De inlichtingen i.v.m. de lonen werpen een schril licht op de mentaliteit van de ingenieurs. Deze hielden telkens rekening met de afzet van de productie en met de prijzen van de levensmiddelen. Zo stelde het „Comité” in de zomer van 1859 vast dat de lonen in de maand augustus vrij hoog lagen ingevolge de druk van arbeiders die weten dat ze fel gewild zijn en die naast looneisen ook aandringen op vermindering van de arbeidsduur. Het „Comité” voelde zich in de gegeven omstandigheden machteloos (19 sept. 1859, I, blz. 284). De concurrentie tussen de verschillende mijnen speelde ook aardig in de kaart van de arbeiders. Een rapport van secretaris A. Sadin van 12 oktober 1849 brengt hiervan een treffend beeld: „Dank zij deze tegenstellingen, begint de arbeider zijn dagtaak en stopt ermee wanneer het hem bevalt. Hij werkt zo lang of zo weinig als het hem zint en meet zich het recht aan om al wie hem een werk wil opleggen, van repliek te dienen met een „Doe het zelf”. Zal men de arbeider om deze reden straffen? Welneen, men heeft hem immers nodig...” (I, blz. 290). Even onthullend zijn de verslagen over de technieken die werden toegepast om geleidelijk de lonen te verlagen wanneer de stocks te hoog aangroeiden of de prijzen van de voedingsmiddelen daalden. In januari 1864 vroeg de voorzitter „of het niet aangewezen was de lonen te verlagen rekening houdend met de toestand

van de handel''. Vele leden antwoordden bevestigend en meenden dat de lonen geleidelijk dienden verminderd tot drie frank. Er werd overeengekomen om deze maatregel stapvoets en onopvallend door te voeren. Men zou hierbij in schijven en per bedrijf te werk gaan, te beginnen met de arbeiders met de hoogste lonen (19 janv. 1864, I, blz. 379). Naar aanleiding van de cholera-epidemie van juli 1866 manifesteerden zich bestaande sociale taboes in de schoot van het „Comité''. „De aanmatiging van de arbeiders gaat in stijgende lijn. Niet alleen eisen ze loonsverhogingen, ze komen zelfs aandraven met een recht op vlees en wijn onder het voorwendsel dat de geneesheren hen het gebruik van die versterkende levensmiddelen hebben aanbevolen. Alle aanwezige leden zijn het eens om zich fors tegen dergelijke overdrijvingen schrap te zetten'' (14 juli 1866, I, blz. 399). In april 1870 is het „Comité'' hoegenaamd niet bereid om de lonen te verlagen: „omdat de ordeverstoorders, de woordvoerders van de Internationale, hun campagne in onze streek voortzetten en omdat het ongelegen zou zijn de arbeiders motieven aan de hand te doen die de ontevredenheid zouden aanwakkeren op een ogenblik dat ze reeds opgehitst waren door die jonge demagogen'' (19 april 1870, Cuesmes, I, blz. 437). In oktober van hetzelfde jaar, „wanneer de vraag naar kolen meestal achterwege blijft'', stelt de voorzitter een loonsverlaging tot 3,25-3,50 frank voor. „Maar hij geeft wel de raad de grootst mogelijke voorzichtigheid aan de dag te leggen en die slechts geleidelijk door te voeren. Er zijn immers verschillende steenkoolmijnen waar de arbeiders slechts drie tot vier dagen per week werken en een te drastische verlaging zou het de ongelukkigen onmogelijk maken om nog brood te eten. Deze aanbeveling werd in overweging genomen'' (18 oktober 1870, I, blz. 446). De bouw van arbeidershuizen met een tuintje trok eveneens de aandacht van het „Comité''. In principe was men er wel voor gewonnen maar men reageerde verdeeld op de vraag naar de formule van eigendom of huur. Deze laatste maakte nog een zekere beïnvloeding van de arbeiders mogelijk (16 juli 1855, I, blz. 218).

Deze verslagen zijn dus voor de sociale geschiedenis zeer waardevol, ook de geschiedenis van de techniek zal die met vrucht benutten, een economisch historicus zal vooral betreuren dat het probleem van de prijzen der steenkolen overgelaten werd aan de vereniging van „de directeurs-gérants''.

\*  
\*   \*  
\*

De vestiging van Naamloze Vennootschappen is niet los te denken van de economische transformatie tijdens de 19de eeuw. Velen zullen Julienne LAUREYSSENS dankbaar blijven voor de publicatie van *Industriële Naamloze Vennootschappen in België, 1819-1857, Bijdrage 78, 1975, 771 blz.* Hierbij denken we niet alleen aan vakhistorici maar aan al wie zich aan één of ander aspect van het verleden van ons land interesseert, aan al wie graag de daden en de ideeën van zijn voorouders wenst te kennen of zij nu in de wereld van de handel, van de nijverheid, van het financiewezen of van de politiek thuishoren.

J. Laureyssens bracht de Naamloze Vennootschappen onder in vier grote categorieën: steenkolen, metaalnijverheid, transport en verschillende nijverheden (zoals textiel, glas, papier...).

Ze voorzag een afzonderlijke behandeling van de groep van de Société Générale en van die van de Banque de Belgique. Van elke vennootschap verstrekt ze bibliografische gegevens die de vorser in staat stellen om naast de officiële akten, het kapitaal, de aandeelbewijzen, de evolutie van het kapitaal en voor de drie eerste jaren, de samenstelling van de beheerraad, de colleges van commissarissen en zeer dikwijls de naam van de directeur te kennen. Van elke vennootschap maakt de auteur een historiek op waarin veel onbekende gegevens werden verwerkt. Ze gebruikte hiervoor officiële reeksen zoals het *Bulletin officiel des lois et arrêtés royaux*, van het *Staatsblad*, de *Pasinomie*, de repertoria van TRIOEN en DEMEUR, maar onderzocht tevens gedurende jaren op het Algemeen Rijksarchief de archieven van de Société Générale en van de Kamers van Koophandel, op de archieven van het Ministerie van Buitenlandse Zaken de beroemde verzameling van de Naamloze Vennootschappen en verder het *Algemeen Rijksarchief* en het *Koninklijke Huisarchief* in Den Haag. Ze nam inzage van de toenmalige pers en van ondernemingsgeschiedenissen. Het belang van deze informatie voor de geschiedenis van de eerste dertig jaar van het onafhankelijke België is dan ook aanzienlijk. Het tweede deel van deze *Bijdrage* bevat een biografische index van alle vermeldde personen, en beslaat meer dan 200 blz. Naast alle reeds geciteerde archieven, verzamelwerken en publicaties, consulteerde de auteur hiervoor de registers van de burgerlijke stand van vele steden, rechterlijke en andere archieven en bronnenreeksen. Deze index zal dan ook veel diensten bewijzen.

\*

\* \* \*

De stichters van het Centrum hadden vooraan op de lijst van de verzamelingen die men graag tot stand wilde brengen, ook „les recueils des documents relatifs aux grandes négociations diplomatiques” geplaatst. Men heeft moeten wachten tot 1969 vooraleer de eerste realisatie in die discipline tot stand kwam: *La Guerre de Sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines, 1861-1865*, Bijdrage 56, 1969, XXVIII-320 blz. Het verschijnen onder de auspiciën van de Koninklijke Academie van België, van de *Documents diplomatiques 1920-1940* door Ch. DE VISSCHER en F. VANLANGENHOVE, (Brussel, 5 delen, 1964-1969) in de reeks *Documents relatifs au statut international de la Belgique depuis 1830* verklaart uiteraard de afwezigheid van het Centrum op dat terrein. Om elke overlapping bij het onderzoek te vermijden, werd beslist om de Amerikaanse documenten te publiceren die de verhouding tussen België en de Secessieoorlog verhelderen. Francis BALACE onderzocht op de *National Archives* te Washington de officiële berichten die Henry Shelton Sanford, minister te Brussel, richtte tot de staatssecretaris William E. Seward. In de *Sanford Memorial Library* nam hij de privé-briefwisseling van Sanford door en in de *Library of Congress* de briefwisseling van Ambrose Dudley Mann, een gezant van het Zuiden te Brussel. In de inleiding volgt de auteur de houding van koning Leopold I en van de Belgische regering tijdens het conflict. De documenten zelf bevatten een massa gegevens over de politiek van de koning en die van zijn ministers, over de Belgische publieke opinie, over de poging van de diplomaten om de gunsten van de persorganen te winnen. Ons beperkend tot het perswereldje willen we wijzen op de manier waarop Louis Bérardi van *L'Indépendance belge* benaderd werd door Sanford en op het plan om een krant op te richten dat Julien Jottrand aan Sanford op 18 januari 1865 voorlegde, maar dat door de diplomaat afgewezen werd (blz. 276-286). Dezelfde Jottrand liep reeds in 1861 hoog op met de waarde van de 70 of 80 dagbladen die in het Nederlands verschenen (blz. 119). Men treft in die bundel weinig nieuws aan over wapenverkoop en over de recrutering van „vrijwilligers”. F. Balace wijdde aan deze problemen enkele afzonderlijke bijdragen.

\*  
\*   \*  
\*

Aanvankelijk had het „Centrum” zich voorgenomen om ook alle waardevolle licentieverhandelingen te publiceren en hen aldus een ruchtbaarheid te geven buiten de muren van de seminariebibliotheken. Omdat

het aantal verhandelingen te snel aangroeide, werd van deze politiek afgestapt. Voortaan werden de beschikbare kredieten ingezet voor de publicatie van *Bijdragen* die kaderden in een welbepaald objectief.

Robert DEVLEESHOUWER zette de reeks in met *Les Belges et le danger de guerre 1910-1914, Verhandelingen I*, 1958. 367 blz. Hierin ontwikkelt hij het militair en diplomatiek optreden van de katholieke regering, de houding van de liberale en socialistische oppositiegroepen en de reacties van de publieke opinie op de maatregelen die door de regering werden getroffen en op alle internationale gebeurtenissen aan de vooravond van de eerste wereldoorlog.

Colette LEBAS in haar verhandeling *L'Union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif, Verhandelingen III*, 1960, 300 blz., 4 tabellen, definieerde het unionisme als een politiek die bestaat uit „een gemengde ministeriële en een gemengde parlementaire meerderheid, met als basisprincipe: het compromis. In de praktijk betekent dat een vrij letterlijke interpretatie van het koninklijk ontbindingsrecht en veruiterlijkt zich in wetten die de uitbreiding van de macht van de partijen op provinciaal en gemeentelijk vlak beknotten” (blz. 7). De classificatie van de volksvertegenwoordigers op grond van de ingenomen standpunten en uitgebrachte stemmen in zeer concrete gevallen, is bijzonder origineel en instructief. Na een grondige analyse van het herstel van dat systeem wees ze op de „toenevende penetratie van de partijen in een unionistische constellatie” en toonde tevens de begrenzingen van het systeem aan.

Twee verhandelingen hadden betrekking op de geschiedenis van de arbeidersbeweging. Denise DE WEERDT, *De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent, Verhandelingen II*, 1959, 242 blz., bestudeerde Gent en Romain VAN EENOO, *Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914), Verhandelingen IV*, 1959, 335 blz. koos Brugge als onderzoeksveld.

Gent, als belangrijk centrum van de textielnijverheid, lag aan de basis van de arbeidersbeweging. De afschaffing van de wet op de coalities en de oprichting van de coöperatieve „De Vooruit” vormen de termini van een studie waarin de materiële omstandigheden, het onderwijsniveau, de morele en godsdienstige situatie van de arbeiders belicht worden, zowel die van de vlas- als die van de katoennijverheid. In 1885 werd in elke tak, op 239 eenheden na, omzeggens evenveel arbeiders te werk gesteld: 8418 in het vlas en 8179 in het katoen (blz. 13). Deweerdt bestudeerde o.m. ook de houding t.o.v. de Vlaamse kwestie en de rol

van Emiel Moyson, die terzelfdertijd flamingant en antikatholiek was. Tijdens de crisisjaren deed zich een emigratie van arbeiders voor en werden verschillende organisaties voor arbeiders opgericht. Achteraf brak het syndikalisme door, won de Internationale aan macht, nam de betekenis van het socialisme toe en braken regelmatig stakingen uit. Gans dat proces wordt behandeld tot op het ogenblik dat de socialisten, die mede aan de basis lagen van de „Vrije Bakkers”, onder leiding van Edward Anseele en Van Beveren in 1880 zich afscheurden en hun eigen coöperatieve, de beroemde „Vooruit”, uitbouwden.

Gent dat een centrum was van groot-industrie — *La Lys* stelde in 1885 2450 arbeiders te werk, *La Gantoise* telde er 2099, 12 andere ondernemingen van meer dan 350 arbeiders hadden er samen 13.144, hetzij 78% van het totaal (blz. 13) — kende op sociaal vlak natuurlijk een meer bewogen geschiedenis dan Brugge. De arbeidersbeweging aldaar werd veel meer getekend door de politieke tegenstellingen en de macht van de katholieken. De korporatieve opvattingen hadden er diep wortel geschoten en de Gilde der Ambachten beheerste het terrein. R. Van Eenoo besteedde dan ook ruim aandacht aan de verkiezingen en aan de gevolgen van de toepassing van het meervoudig stemrecht. Ondanks een woelige christen-democratie, een roerig radikaal-liberalisme, een zwak socialisme — drie groepen waarin de sociale en taalverzuchtingen nauw met elkaar verstrengeld waren —, bleef het bastion van een traditioneel katholicisme vrijwel onaangetast. De laattijdige doorbraak van het syndikalisme, zijn zwakheid ingevolge verdeeldheid over onafhankelijke vakverenigingen, syndikaten die zich losgeweekt hadden van de Gilde en socialistische syndikaten, verklaren het diep contrast met de macht en de samenhang van de arbeidersbeweging elders.

\*  
\*   \*

Dat snel overzicht van de publicaties van het Centrum is niet bedoeld als een palmares. Het vormt evenmin een kritisch overzicht. Het wil wel de elementen aanbrenge die de mogelijkheid bieden een balans op te maken van een Centrum dat gedurende zijn dertigjarig bestaan het wel en wee van het wetenschappelijk onderzoek in België heeft meebeleeft.

Dat onderzoek, vooral dan op het terrein van de geschiedenis, heeft fel geleden onder de uiteenlopende opvattingen omtrent de organisatie



ervan, onder de grondige omvorming van de universiteiten, onder de toenemende malaise van de openbare financiën. Gedurende de laatste tien jaar waren de financiële zorgen van de Beheerraad bijzonder kwelend. Ze verklaren in hoge mate ook waarom niet alle objectieven werden bereikt. De Raad werd verplicht om het kader van medewerkers af te bouwen en om het aantal publicaties te beperken. Ondanks deze druk is hij er in geslaagd op systematische wijze een zeer coherent geheel van werkinstrumenten en documenten ter beschikking te stellen van al wie zich voor de hedendaagse geschiedenis van België interesseert. Dat gebeurde onder de vorm van bibliografieën, van persrepertoria, van inventarissen van archieven, van verzamelingen van briefwisseling op zeer uiteenlopende gebieden.

Aanvankelijk kwam het Centrum tegemoet aan de bezorgdheid van professoren in Nieuwste Geschiedenis die het belang van hun discipline erkend wilden zien. Met zijn *Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges, T. I: 1945-1975, Bijdrage 100, 1987, 234* blz. toont Jean-Pierre Hendrickx onweerlegbaar aan welke plaats de Hedendaagse of Nieuwste Geschiedenis in het universitair onderzoek nu inneemt. De auteur verdient oprechte lof voor de hardnekkigheid waarmee hij zijn speurtocht heeft uitgevoerd. De gedetailleerde indices verwijzen naar een overweldigend aantal thema's dat reeds werd behandeld. De bijgaande nauwkeurige bibliografische gegevens over de publicaties die daaruit zijn voortgevloeid, maken van zijn *Bijdrage* een onmisbaar basisinstrument. De vele licentiaatsverhandelingen en doctoraatthesissen getuigen van de levenskracht van het onderzoek in een domein dat tenvolle de gunst van een zeer breed publiek geniet.

Het is niet zonder ontroering en erkentelijkheid dat een laatste hulde uitgaat naar de pioniers die het beste van zichzelf gaven bij de realisatie van een initiatief dat meer weg had van een avontuur: voorzitter Guillaume Jacquemyns met zijn beminnelijke zin voor diplomatie, secretaris-penningmeester Jan Dhondt met zijn onvermoeibare inzet en onverwoestbare energie, Mgr. Aloïs Simon en John Bartier, voorbeelden van actieve verdraagzaamheid en verfijnde vakkennis.



**PUBLICATIONS DU CENTRE INTERUNIVERSITAIRE  
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE  
UITGAVEN VAN HET INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR  
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS**

**CAHIERS**

**BIJDRAGEN**

1. Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique — Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische hedendaagse geschiedenis. 1957.  
fr. 70 (abonnement fr. 60)
2. A. SIMON, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. fr. 50 (abonnement fr. 43)
3. A. SIMON, Inventaire d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes). 1957. fr. 50 (abonnement fr. 43)
4. A. VERMEERSCH en H. WOUTERS, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers 1830-1848. 1958. (Uitverkocht)
5. A. SIMON, Inventaires d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique (Verviers)). 1958. (Epuisé)
6. J. LECLERCQ-PAULISSEN, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. fr. 90 (abonnement fr. 77)
7. W. THEUNS, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959. fr. 65 (abonnement fr. 56)
8. M. DE VROEDE, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860. 1959. (Uitverkocht)
9. M. COLLE-MICHEL, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959. fr. 50 (abonnement fr. 43)
10. A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux. 1960.  
fr. 210 (abonnement fr. 179)
11. S. VERVAECK, De samenstelling van de gegoede stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960. (Uitverkocht)
12. M. DE VROEDE, De Vlaamse Pers in 1855-56. 1960. fr. 100 (abonnement fr. 85)
13. J. DHONDT & S. VERVAECK, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960. 2e éd., 1964. fr. 100 (abonnement fr. 95)
14. A. SIMON, Inventaire d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiessy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêché de Liège). 1960. (Epuisé)
15. P. GÉRIN, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831. 1960.  
fr. 540 (abonnement fr. 459) (Epuisé)
16. J. WILLEQUET, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1887-1914. 1961.  
fr. 110 (abonnement fr. 94)
17. A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883, Procès-verbaux. 1961.  
fr. 220 (abonnement fr. 187)
18. H. BATHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST, Bronnen voor de sociale Geschiedenis van de XIXe Eeuw (1794-1914). 1e uitg. 1961. 2e uitg. 1965.  
fr. 220 (abonnement fr. 190)
19. B. GILLE, Crise politique et crise financière en Belgique; Lettres adressées à la maison Rotschild à Paris par son représentant à Bruxelles, (1838-1840). 1961.  
fr. 490 (abonnement fr. 417)
20. R. VAN EENOO, De Pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961.  
fr. 310 (abonnement fr. 264)
21. A. SIMON, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940), Sources d'archives. 1961.  
fr. 130 (abonnement fr. 111)
22. S. VERVAECK, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962.  
fr. 140 (abonnement fr. 119)

23. R. VAN EENOO en A.J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. fr. 110 (abonnement fr. 94)
24. M. COLLE-MICHEL, Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours. 1962. fr. 85 (abonnement fr. 73)
25. N. CAULIER-MATHY, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais. 1962. fr. 210 (abonnement fr. 179)
26. L. WILS, De liberale Antwerpse dagbladen: 1857-1864. 1962. fr. 80 (abonnement fr. 68)
27. H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging: 1831-1853. 1964. 3 delen. fr. 1640 (abonnement fr. 1394)
28. M. DE VROEDE, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. fr. 290 (abonnement fr. 247)
29. H. HAAG, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. fr. 50 (abonnement fr. 43)
30. D. DE WEERDT, Publications officielles de la Belgique contemporaine. 1963. fr. 540 (abonnement fr. 459)
31. K. VANDEN ABEELE, De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. fr. 110 (abonnement fr. 94)
32. J. LORY, Panorama de la presse belge en 1870-71. 1963. fr. 50 (abonnement fr. 43)
33. B. GILLE, Lettres adressées à la maison Rotschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853). 1963. fr. 500 (abonnement fr. 425)
34. L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. fr. 230 (abonnement fr. 195)
35. E. VOORDECKERS, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. fr. 850 (abonnement fr. 723)
36. J. VANDER VORST-ZEEGERS, Le „Journal de Bruxelles” de 1871 à 1884. 1965. fr. 440 (abonnement fr. 375)
37. S. VERVAECK, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1831-1865. 1965. fr. 460 (abonnement fr. 390)
38. J. DE BELDER en J. HANNES, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914. 1965. fr. 380 (abonnement fr. 323)
39. M. BLANPAIN, Le „Journal de Bruxelles”: Histoire interne de 1863 à 1871. 1965. fr. 85 (abonnement fr. 73)
40. H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966.
41. H. LIBAUT, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst, (1840-1914). 1967.
42. A.J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (I, A-K). 1965. fr. 680 (abonnement fr. 578)
43. E. VOORDECKERS, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare, (1847-1914). 1965. fr. 315 (abonnement fr. 270)
44. M.L. WARNOTTE, Etude sur la presse à Namur, 1794-1914. fr. 565 (abonnement fr. 485)
45. J. BAEYER-LOTHE, Documents relatifs aux mouvements ouvriers dans la province de Namur au XIXe siècle. Ière partie, 1794-1848. 1967. fr. 320 (abonnement fr. 270)
46. M. COLLE-MICHEL, Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. 1966. fr. 150 (abonnement fr. 130)
47. C. OUKHOW, Documents relatifs à l'histoire de la Première Internationale en Wallonie. 1967. fr. 690 (abonnement fr. 590)
48. H. DEGRAER, W. MAERVOET, F. MARTENS, F. SIMON, A.-M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de Westvlaamse pers, 1807-1914. 1968. fr. 670 (abonnement fr. 570)
49. H. DE BORGER, Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914. 1968. fr. 1150 (abonnement fr. 980)
50. H. GAUS en A.J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). 1968. fr. 1150 (abonnement fr. 980)

51. M.L. WARNOTTE, „l'Ami de l'Ordre", Quotidien catholique namurois de 1839 à 1914. 1968. fr. 210 (abonnement fr. 180)
52. N. PIEPERS, „La Revue Générale" de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu. 1968. fr. 170 (abonnement fr. 145)
53. L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. 1969 fr. 260 (abonnement fr. 215)
54. Sources de l'histoire religieuse de la Belgique. — Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België. 1968. fr. 330 (abonnement fr. 280)
55. D. LAMBRETTE, Le journal „La Meuse", 1855-1955. 1969. fr. 220 (abonnement fr. 190)
56. F. BALACE, La guerre de sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines 1861-1865. 1969. fr. 560 (abonnement fr. 480)
57. J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIXe siècle. Deuxième partie, 1849-1886. 1969. fr. 320 (abonnement fr. 270)
58. A. THYS, met medewerking van G. BULTHE en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs). 1969. fr. 600 (abonnement fr. 510)
59. R. MESSENS, Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst) 1784-1914. 1969. fr. 780 (abonnement fr. 665)
60. H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1<sup>e</sup> Internationale 1866-1880. 1971. 3 delen. fr. 3400 (abonnement fr. 2900)
61. M. WALCKIERS, Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. (1919-1925). 1970. fr. 460 (abonnement fr. 390)
62. W. ROMBAUTS, Het Paasverzuim in het Bisdom Brugge (1840-1911). Bijdrage tot de geschiedenis van het kerkelijk leven in West-Vlaanderen. 1971. fr. 460 (abonnement fr. 390)
63. M. LEROY, La presse belge en Belgique libre et à l'étranger en 1918. 1971. fr. 570 (abonnement fr. 490)
64. J.-L. DE PAEPE, „La Réforme", organe de la démocratie libérale (1884-1907). 1972. fr. 425 (abonnement fr. 380)
65. P. GÉRIN et M.L. WARNOTTE, La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général. 1971. fr. 1170 (abonnement fr. 1000)
66. M. RYCX D'HUISNACHT, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIXe siècle. 1970. fr. 520 (abonnement fr. 445)
67. H. COPPEJANS-DESMEDT, Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman. 1971. fr. 115 (abonnement fr. 100)
68. F. MAHIEU-HOYOIS, L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895). 1972. fr. 315 (abonnement fr. 270)
69. E. WITTE, avec la collaboration de F.V. BORNE, Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIXe siècle, 1830-1855. 1973. fr. 1400 (abonnement fr. 1190)
70. P. RYCKMANS, Drukkers en pers te Mechelen, 1773-1914. Repertorium. 1972. fr. 1220 (abonnement fr. 1040)
71. A. CORDEWIENER, Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général. 1972. fr. 600 (abonnement fr. 510)
72. PH. MOTTEQUIN, Réunions de comité des directeurs des travaux des charbonnages de Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. I. Textes. 1973. fr. 1100 (abonnement fr. 935)
73. PH. MOTTEQUIN, Réunions de comité des directeurs des travaux des charbonnages de Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. II. Tableaux. 1973. fr. 500 (abonnement fr. 425)
74. R. VAN EENOO en A.J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers. — Répertoire bibliographique de la presse belge, 1789-1914. II. 1973. fr. 280 (abonnement fr. 240)
75. M. SIMON-RORIVE, La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1918 à 1940. 1974. fr. 400 (abonnement fr. 360)

76. M. DECHESNE, Le parti libéral à Liège, 1848-1899. 1974. fr. 300 (abonnement fr. 255)
77. J.-P. DELHAYE, La presse politique d'Ath des origines à 1914. 1974. fr. 300 (abonnement fr. 255)
78. J. LAUREYSSENS, Industriële Naamloze Vennootschappen in België, 1819-1857. 1975. fr. 1300 (abonnement fr. 1100)
79. D.E. DEVREESE, Documents relatifs aux militants belges de l'Association Internationale des Travailleurs. Correspondance 1865-1872. 1986.
80. P. GÉRIN, Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne en Wallonie et à Bruxelles (1830-1914). 1975. fr. 600 (abonnement fr. 510)
81. J. HANNES, De economische bedrijvigheid te Brussel, 1846-1847. Controle en aanvulling op de nijverheidstelling van 15/10/1847. 1975. fr. 350 (abonnement fr. 300)
82. C. LUC-JORIS, La presse de Huy (1830-1914). 1975. fr. 500 (abonnement fr. 425)
83. M. SIMON-RORIVE, Résultats des élections législatives (Chambre des Représentants et Sénat) en Wallonie de 1848 à 1893. 1977. fr. 500 (abonnement fr. 425)
84. PH. MOTTEQUIN, Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940). 1977. fr. 600 (abonnement fr. 510)
85. A. DEBLON, P. GÉRIN, L. PLUYMERS, Les archives diocésaines de Liège. Inventaires des fonds modernes. 1978. fr. 300 (abonnement fr. 225)
86. W. NAUWELAERTS, Bijdrage tot de geschiedenis van de pers in het arrondissement Leuven. Repertorium (1773-1914). 1978. fr. 700 (abonnement fr. 600)
87. F. JORIS, Etude de la presse verviétoise de 1818 à 1850. 1978. fr. 650 (abonnement fr. 550)
88. P. LEFÈVRE, Répertoire des journaux et périodiques de l'arrondissement de Mons (1786-1940). 1980. fr. 700 (abonnement fr. 600)
89. L. GEVERS, Kerk, Onderwijs en Vlaamse Beweging. Documenten uit kerkelijke archieven over taalregime en vlaamsgezindheid in het katholiek middelbaar onderwijs, 1830-1900. 1980. fr. 750 (abonnement fr. 650)
90. M. HEYSE, R. VAN EENOO, Bibliografie van de geschiedenis van België — Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1914-1940. 1986.
91. E. GERARD, Documenten over de katholieke partijorganisatie in België. — Documents relatifs à l'organisation du Parti Catholique belge (1920-1922, 1931-1933). 1981. fr. 600 (abonnement fr. 500)
92. F. JORIS, La presse verviétoise de 1850 à 1914. 1982. fr. 980 (abonnement fr. 880)
93. M. ARNOULD, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Soignies (1841-1940). 1982. fr. 560 (abonnement fr. 480)
94. A. MORELLI, La presse italienne en Belgique, 1919-1945. 1981. fr. 350 (abonnement fr. 305)
- 95-96. N. LUBELSKI-BERNARD, Leopold II et le cabinet Frère-Orban (1878-1884). Correspondance entre le roi et ses ministres. 1983. 2 Tomes. fr. 1980 (abonnement fr. 1800)
97. G.L. DE BRABANDER, De regionaal-sectoriële verdeling van de economische activiteit in België (1846-1979): een kritische studie van het bronnenmateriaal. 1984. fr. 600 (abonnement fr. 540)
98. P. PLUMET, La presse quotidienne belge de la libération (4 septembre 1944 - 31 décembre 1945). 1985. fr. 660 (abonnement fr. 600)
99. A.-S. VAN NESTE, Repertorium van de Brusselse nederlandstalige pers (1918-1940). 1987.
100. J.-P. HENDRICKX, Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges. T. I: 1945-1975. 1987.

## MÉMOIRES

## VERHANDELINGEN

1. R. DEVLEESHOE, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)
2. D. DE WEERDT, De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)

3. C. LEBAS, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)
4. R. VAN EENOO, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)

ÉDITIONS NAUWELAERTS  
Av. des Volontaires, 321  
1150 BRUXELLES  
Tél. (02) 762.06.62

UITGEVERIJ NAUWELAERTS  
Vrijwilligerslaan, 321  
1150 BRUSSEL  
Tel. (02) 762.06.62

HISTOIRE ECCLESIASTIQUE ET MAÇONNIQUE  
KERK- EN MAÇONNIEKE GESCHIEDENIS

- A. SIMON, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957. (Cahiers-Bijdragen 2.)  
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957. (Cahiers-Bijdragen 3.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Evêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Eglise Evangélique, (Verviers). 1958. (Cahiers-Bijdragen 5.)  
Epuisé
- A. SIMON, Inventaires d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiesy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Béthune. 't Serstevens. Evêché de Liège.) 1960. (Cahiers-Bijdragen 14.)  
Epuisé
- A. DEBLON, P. GÉRIN, L. PLUYMERS, Les archives diocésaines de Liège. Inventaires des fonds modernes. 1978. (Cahiers-Bijdragen 85.) fr. 300 (abonnement fr. 225)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1830-1867. Procès-verbaux. 1960. (Cahiers-Bijdragen 10.) fr. 260 (abonnement fr. 215)
- A. SIMON, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883. Procès-verbaux. 1961. (Cahiers-Bijdragen 17.) fr. 270 (abonnement fr. 230)
- A. SIMON, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940). Sources d'Archives. 1961. (Cahiers-Bijdragen 21.) fr. 160 (abonnement fr. 135)
- Sources de l'histoire religieuse de la Belgique. — Bronnen voor de religieuze geschiedenis van België. 1968. (Cahiers-Bijdragen 54.) fr. 330 (abonnement fr. 280)
- M. WALCKIERS, Sources inédites relatives aux débuts de la J.O.C. (1919-1925). 1970. (Cahiers-Bijdragen 61.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- W. ROMBAUTS, Het Paasverzuum in het Bisdom Brugge (1840-1911). Bijdrage tot de geschiedenis van het kerkelijk leven in West-Vlaanderen. 1971. (Bijdragen-Cahiers 62.)  
fr. 460 (abonnement fr. 390)
- E. WITTE, avec la collaboration de F.V. BORNÉ, Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIX<sup>e</sup> siècle. 1830-1855. 1973. (Cahiers-Bijdragen 69.)  
fr. 1.400 (abonnement fr. 1.190)

## PRESSE — PERS

## A l'échelon national — Op nationaal vlak

- A.J. VERMEERSCH en H. WOUTERS, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers, 1830-1848. 1958. (Bijdragen-Cahiers 4.)  
Uitverkocht
- J. WILLEQUET, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1877-1914. 1961. (Cahiers-Bijdragen 16.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- R. VAN EENOO en A.J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers, 1789-1914. 1962. (Bijdragen-Cahiers 23.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- R. VAN EENOO en A.J. VERMEERSCH, Bibliografisch repertorium van de Belgische pers. — Répertoire bibliographique de la presse belge, 1789-1914, II. 1973. (Bijdragen-Cahiers 74.) fr. 280 (abonnement fr. 240)
- J. LORY, Panorama de la presse belge en 1870-1871. 1963. (Cahiers-Bijdragen 32.)  
fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. LEROY, La presse belge en Belgique libre et à l'étranger en 1918. 1971. (Cahiers-Bijdragen 62.) fr. 570 (abonnement fr. 490)
- A. MORELLI, La presse italienne en Belgique, 1919-1945. 1981. (Cahiers-Bijdragen 94.)  
fr. 350 (abonnement fr. 305)
- P. PLUMET, La presse quotidienne belge de la libération (4 septembre 1944 - 31 décembre 1945). 1985. fr. 660 (abonnement fr. 600)



A l'échelon regional et local — Op regionaal en lokaal vlak

- J. LECLERCQ-PAULISSEN, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958. (Cahiers-Bijdragen 6.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- M. DE VROEDE, De Vlaamse Pers in 1855-1856. 1960. (Bijdragen-Cahiers 12.) fr. 120 (abonnement fr. 100)
- R. VAN EENOO, De pers te Brugge, 1792-1914. Bouwstoffen. 1961. (Bijdragen-Cahiers 20.) fr. 370 (abonnement fr. 315)
- L. WILS, De liberale Antwerpse dagbladen: 1857-1864. 1962. (Bijdragen-Cahiers 26.) fr. 100 (abonnement fr. 85)
- M. DE VROEDE, De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860. 1963. (Bijdragen-Cahiers 28.) fr. 350 (abonnement fr. 300)
- E. VOORDECKERS, Een bijdrage tot de geschiedenis van de Gentse pers in de negentiende eeuw. 1964. (Bijdragen-Cahiers 35.) fr. 1020 (abonnement fr. 870)
- H. LIEBAUT, Repertorium van de pers in het arrondissement Aalst (1840-1914). 1967. (Bijdragen-Cahiers 41.) fr. 290 (abonnement fr. 245)
- A.J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (A-K). 1965. (Cahiers-Bijdragen 42.) fr. 740 (abonnement fr. 630)
- H. GAUS en A.J. VERMEERSCH, Répertoire de la presse bruxelloise, 1789-1914. — Repertorium van de Brusselse pers, 1789-1914. (II, L-Z). 1968. (Cahiers-Bijdragen 50.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- E. VOORDECKERS, Drukkers en pers in het arrondissement Roeselare (1847-1914). 1965. (Bijdragen-Cahiers 43.) fr. 320 (abonnement fr. 270)
- M.L. WARNOTTE, Etude sur la presse à Namur, 1794-1914. 1967. (Cahiers-Bijdragen 44.) fr. 565 (abonnement fr. 485)
- H. DEGRAER, W. MAERVOET, F. MARTENS, F. SIMON, A.-M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de Westvlaamse pers, 1807-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 48.) fr. 670 (abonnement fr. 570)
- H. DE BORGER, Bijdrage tot de geschiedenis van de Antwerpse pers. Repertorium, 1794-1914. 1968. (Bijdragen-Cahiers 49.) fr. 1150 (abonnement fr. 980)
- A. THYS, met medewerking van G. BULTHÉ en A.M. SIMON-VAN DER MEERSCH, Repertorium van de pers in de provincie Antwerpen (behoudens de stad Antwerpen en de kantons Mechelen en Puurs). 1969. (Bijdragen-Cahiers 58.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- R. MESSENS, Repertorium van de Oostvlaamse pers (met uitzondering van Gent en het arrondissement Aalst) 1784-1914. 1969. (Bijdragen-Cahiers 59.) fr. 780 (abonnement fr. 665)
- P. GÉRIN et M.L. WARNOTTE, La presse liégeoise de 1850 à 1914. Répertoire général. 1971. (Cahiers-Bijdragen 65.) fr. 1170 (abonnement fr. 1000)
- M. RYCX D'HUISNACHT, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Nivelles au XIX<sup>e</sup> siècle. 1970. (Cahiers-Bijdragen 66.) fr. 520 (abonnement fr. 445)
- P. RYCKMANS, Drukkers en pers te Mechelen, 1773-1914. Repertorium. 1972. (Bijdragen-Cahiers 70.) fr. 1220 (abonnement fr. 1040)
- A. CORDEWIENER, Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général. 1972. (Cahiers-Bijdragen 71.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- M. SIMON-RORIVE, La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1918 à 1940. 1974. (Cahiers-Bijdragen 75.) fr. 400 (abonnement fr. 360)
- J.-P. DELHAYE, La presse politique d'Ath des origines à 1914. 1974. (Cahiers-Bijdragen 77.) fr. 300 (abonnement fr. 255)
- P. GÉRIN, Presse populaire catholique et presse démocrate chrétienne en Wallonie et à Bruxelles (1830-1914). 1975. (Cahiers-Bijdragen 80.) fr. 600 (abonnement fr. 510)
- C. LUC-JORIS, La presse de Huy (1830-1914). 1975. (Cahiers-Bijdragen 82.) fr. 500 (abonnement fr. 425)
- Ph. MOTTEQUIN, Répertoire de la presse de la province de Luxembourg (1760-1940). 1977. (Cahiers-Bijdragen 84.) fr. 600 (abonnement fr. 510)

- W. NAUWELAERTS, Bijdrage tot de geschiedenis van de pers in het arrondissement Leuven. Repertorium (1773-1914). 1978. (Bijdragen-Cahiers 86.) fr. 700 (abonnement fr. 600)
- F. JORIS, Etude de la presse verviétoise de 1818 à 1850. 1978. (Cahiers-Bijdragen 87.) fr. 650 (abonnement fr. 550)
- P. LEFÈVRE, Répertoire des journaux et périodiques de l'arrondissement de Mons (1786-1940). 1980. (Cahiers-Bijdragen 88.) fr. 700 (abonnement fr. 600)
- F. JORIS, La presse verviétoise de 1850 à 1914. (Cahiers-Bijdragen 92.) fr. 980 (abonnement fr. 880)
- M. ARNOULD, Répertoire de la presse de l'arrondissement de Soignies (1841-1940). (Cahiers-Bijdragen 93.) fr. 560 (abonnement fr. 480)
- A.-S. VAN NESTE, Repertorium van de Brusselse nederlandstalige pers (1918-1940). 1987. (Bijdragen-Cahiers 99.)

#### Monographies — Monografieën

- M. BLANPAIN, Le „Journal de Bruxelles”. Histoire interne de 1863 à 1871. 1965. (Cahiers-Bijdragen 39.) fr. 90 (abonnement fr. 80)
- J. VANDER VORST-ZEEGERS, Le „Journal de Bruxelles” de 1871 à 1884. 1965. (Cahiers-Bijdragen 36.) fr. 480 (abonnement fr. 410)
- M.L. WARNOTTE, „L'Ami de l'Ordre”, Quotidien catholique namurois de 1839 à 1914. 1968. (Cahiers-Bijdragen 51.) fr. 210 (abonnement fr. 180)
- N. PIEPERS, „La Revue Générale” de 1865 à 1940. Essai d'analyse du contenu. 1968. (Cahiers-Bijdragen 52.) fr. 170 (abonnement fr. 145)
- D. LAMBRETTE, Le journal „La Meuse”, 1855-1955. 1969. (Cahiers-Bijdragen 55.) fr. 220 (abonnement fr. 190)
- J.-L. DE PAEPE, „La Réforme”, organe de la démocratie libérale (1884-1907). 1972. (Cahiers-Bijdragen 64.) fr. 425 (abonnement fr. 380)

#### BIBLIOGRAPHIE — BIBLIOGRAFIE

- M. DE VROEDE, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860. 1959. (Bijdragen-Cahiers 8.) (Uitverkocht)
- J. DHONT et S. VERVAECK, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960. 2e éd. (Cahiers-Bijdragen 13.) fr. 140 (abonnement fr. 120)
- D. DE WEERDT, Publications officielles de la Belgique contemporaine. 1963. (Bijdragen-Cahiers 30.) fr. 650 (abonnement fr. 555)
- P. GÉRIN, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1789-1831. 1960. (Cahiers-Bijdragen 15.) (Epuisé)
- S. VERVAECK, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1831-1865. 1965. (Cahiers-Bijdragen 37.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- J. DE BELDER et J. HANNES, Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1865-1914. 1965. (Cahiers-Bijdragen 38.) fr. 460 (abonnement fr. 390)
- M. HEYSE, R. VAN EENOO, Bibliografie van de geschiedenis van België — Bibliographie de l'histoire de Belgique, 1914-1940. 1986. (Bijdragen-Cahiers 91.)
- J.-P. HENDRICKX, Répertoire des mémoires de licence et des thèses de doctorat présentés dans les départements d'histoire contemporaine des universités belges. T. I: 1945-1975. (Cahiers-Bijdragen 100.) 1987.

#### ARCHIVES ECONOMIQUES — EKONOMISCHE ARCHIEVEN

- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959. (Cahiers-Bijdragen 9.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. COLLE-MICHEL, Les Archives de la S.A. Métallurgie d'Espérance-Longdoz des origines à nos jours. 1962. (Cahiers-Bijdragen 24.) fr. 110 (abonnement fr. 95)
- M. COLLE-MICHEL, Les archives de la Société des Mines et Fonderies de zinc de la Vieille-Montagne. 1967. (Cahiers-Bijdragen 46.) fr. 150 (abonnement fr. 130)

- H. COPPEJANS-DESMEDT, Bedrijfsarchieven op het stadsarchief van Gent. — Inventaris van de fondsen de Hemptinne en Voortman. 1971. (Bijdragen-Cahiers 67.)  
fr. 115 (abonnement fr. 100)
- Ph. MOTTEQUIN, Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. I. Textes. 1973. (Cahiers-Bijdragen 72.)  
fr. 1100 (abonnement fr. 935)
- B. GILLE, Crise politique et crise financière en Belgique. Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles (1838-1840). 1961. (Cahiers-Bijdragen 19.)  
fr. 670 (abonnement fr. 570)
- B. GILLE, Lettres adressées à la maison Rothschild de Paris par son représentant à Bruxelles (1843-1853). 1963. (Cahiers-Bijdragen 33.)  
fr. 630 (abonnement fr. 535)

#### SOURCES SUR LES CLASSES SOCIALES — BRONNEN BETREFFENDE DE SOCIALE LAGEN

- S. VERVAECK, De samenstelling van de goeode stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960. (Bijdragen-Cahiers 11.)  
(Uitverkocht)
- S. VERVAECK, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang voor de sociale geschiedenis. 1962. (Bijdragen-Cahiers 22.)  
fr. 170 (abonnement fr. 145)
- K. VANDEN ABBELE, De gedwongen lening van het jaar IV te Leuven. Bronnenmateriaal voor sociale geschiedenis onder Frans Bewind. 1963. (Bijdragen-Cahiers 31.)  
fr. 140 (abonnement fr. 120)
- H. BALTHAZAR, J. DE BELDER, J. HANNES, J. VERHELST, Bronnen voor de sociale geschiedenis van de XIXe eeuw (1749-1914), 2e uitg. 1965. (Bijdragen-Cahiers 18.)  
fr. 265 (abonnement fr. 225)

#### HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER — GESCHIEDENIS DER ARBEIDERSBEWEGING

- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging: 1831-1853. 1964. (Bijdragen-Cahiers 27.)  
3 delen. fr. 1970 (abonnement fr. 1675)
- H. WOUTERS, Documenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging, 1853-1865. 1966. (Bijdragen-Cahiers 40.)  
fr. 540 (abonnement fr. 460)
- H. WOUTERS, Dokumenten betreffende de geschiedenis der arbeidersbeweging ten tijde van de 1<sup>e</sup> Internationale 1866-1880. 1971. (Bijdragen-Cahiers 60.)  
3 delen. fr. 3400 (abonnement fr. 2900)
- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves dans la province de Liège de 1831 à 1914. 1964. (Cahiers-Bijdragen 34.)  
fr. 280 (abonnement fr. 240)
- L. LINOTTE, Les manifestations et les grèves à Liège de l'an IV à 1914. 1969. (Cahiers-Bijdragen 53.)  
fr. 260 (abonnement fr. 215)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIX<sup>e</sup> siècle. Première partie, 1794-1848. 1967. (Cahiers-Bijdragen 45.)  
fr. 320 (abonnement fr. 270)
- J. BAYER-LOTHE, Documents relatifs au mouvement ouvrier dans la province de Namur au XIX<sup>e</sup> siècle. Deuxième partie, 1849-1886. 1969. (Cahiers-Bijdragen 57.)  
fr. 320 (abonnement fr. 270)
- C. OUKHOW, Documents relatifs à la Première Internationale en Wallonie. 1967. (Cahiers-Bijdragen 47.)  
fr. 690 (abonnement fr. 590)
- F. MAHIEU-HOYOIS, L'évolution du mouvement socialiste borain (1885-1895). 1972. (Cahiers-Bijdragen 68.)  
fr. 315 (abonnement fr. 270)
- D.E. DEVREESE, Documents relatifs aux militants belges de l'Association Internationale des Travailleurs. Correspondance 1865-1872. 1986. (Cahiers-Bijdragen 79.)

## STATISTIQUES — STATISTIEKEN

- N. CAULIER-MATHY, Statistiques de la province de Liège sous le régime hollandais. 1962. (Cahiers-Bijdragen 25.) fr. 240 (abonnement fr. 205)
- J. HANNES, De economische bedrijvigheid te Brussel, 1846-1847. Controle en aanvulling op de nijverheidstelling van 15-10-1847. 1975. (Bijdragen-Cahiers 81.) fr. 350 (abonnement fr. 300)
- Ph. MOTTEQUIN, Réunions du comité des directeurs des travaux des charbonnages du Couchant de Mons, patronnés par la Société Générale, 1848-1876. Procès-verbaux. II. Tableaux. 1973. (Cahiers-Bijdragen 73.) fr. 500 (abonnement fr. 425)
- J. LAUREYSSENS, Industriële Naamloze Vennootschappen in België, 1819-1857. 1975. (Bijdragen-Cahiers 78.) fr. 1300 (abonnement fr. 1100)
- G.L. DE BRABANDER, De regionaal-sectoriële verdeling van de economische activiteit in België (1846-1979): een kritische studie van het bronnenmateriaal. 1984. (Bijdragen-Cahiers 97.) fr. 600 (abonnement fr. 540)

## ARCHIVES POLITIQUES — POLITIEKE ARCHIEVEN

- H. HAAG, Les archives personnelles des anciens ministres belges. 1963. (Cahiers-Bijdragen 29.) fr. 60 (abonnement fr. 50)
- M. DECHESNE, Le parti libéral à Liège, 1848-1899. 1974. (Cahiers-Bijdragen 76.) fr. 300 (abonnement fr. 255)
- M. SIMON-RORIVE, Résultats des élections législatives (Chambre des Représentants et Sénat) en Wallonie de 1848 à 1893. 1977. (Cahiers-Bijdragen 83.) fr. 500 (abonnement fr. 425)
- E. GERARD, Documenten over de katholieke partijorganisatie in België. — Documents relatifs à l'organisation du Parti Catholique belge (1920-1922, 1931-1933) 1981. (Bijdragen-Cahiers 91.) fr. 600 (abonnement fr. 500)
- N. LUBELSKI-BERNARD, Leopold II et le cabinet Frère-Orban (1878-1884). Correspondance entre le roi et ses ministres. 1983. 2 Tomes. (Cahiers-Bijdragen 95-96.) fr. 1980 (abonnement fr. 1800)

## DIVERS — VARIA

- Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique. — Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische hedendaagse geschiedenis. 1957. (Cahiers-Bijdragen 1.) fr. 85 (abonnement fr. 75)
- W. THEUNS, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de Conventie van Antwerpen. 1959. (Bijdragen-Cahiers 7.) fr. 80 (abonnement fr. 70)
- F. BALACE, La guerre de sécession et la Belgique. Documents d'archives américaines 1861-1865. 1969. (Cahiers-Bijdragen 56.) fr. 560 (abonnement fr. 480)
- L. GEVERS, Kerk, Onderwijs en Vlaamse Beweging. Documenten uit kerkelijke archieven over taalregime en vlaamsgezindheid in het katholieke middelbaar onderwijs, 1830-1900. 1980. (Bijdragen-Cahiers 89.) fr. 750 (abonnement fr. 650)

## MÉMOIRES — VERHANDELINGEN

1. R. DEVLEESHOUEW, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914). 1958. fr. 370 (abonnement fr. 315)
2. D. DE WEERDT, De Gentse textielbewerkers en arbeidersbeweging tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent. 1959. fr. 310 (abonnement fr. 265)
3. C. LEBAS, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à 1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960. fr. 420 (abonnement fr. 360)
4. R. VAN EENOO, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeidersbeweging te Brugge (1864-1914). 1959. fr. 440 (abonnement fr. 375)

## ÉDITIONS NAUWELAERTS

Av. des Volontaires, 321  
1150 BRUXELLES  
Tél. (02) 762.06.62

## UITGEVERIJ NAUWELAERTS

Vrijwilligerslaan, 321  
1150 BRUSSEL  
Tel. (02) 762.06.62



